Vol. 5 No. 11 • Du 28 septembre au 4 octobre 2011
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

MARTELLY À NEW YORK: UN FIASCO TOTAL

Voir page 4



De gauche à droite, assis: Daniel Supplice, Michel Martelly, Wyclef Jean, Stanley Lucas, Roro Nelson et Laurent Lamothe. Debout en guise de sécurité rapprochée, les artistes Bono, Douby, Cubano et Shoubou

JUGEMENT DE JEAN CLAUDE DUVALIER: LA JUSTICE DOIT TRIOMPHER !

voir page 4



Les avocats Reynold Georges et Osner Févry se révélant des partisans et défenseurs trop zélés de l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier ont brutalement interrompu la conférence de presse que donnait l'organisation Amnisty International à l'hôtel Le Plaza le 22 septembre dernier



Minustah, un handicap pour l'image d'Haïti

Page 7



Réouverture de l'Université de la Fondation Aristide

Page 8



Discours du président iranien Ahmadinejad à l'ONU

Page 10



Cuba: un pays sans malnutrition infantile

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Face à la Grande Conspiration de Martelly !

Par Berthony Dupont

Les Etats-Unis multiplient des manœuvres de toutes sortes pour défendre leur domination et pour couvrir leurs actes criminels dans le monde. Ainsi, pour ce faire, toutes sortes d'interprétations ont été avancées dans la plupart des journaux occidentaux pour approuver les bombardements de l'Otan sur la Libye à dessein de mettre un terme au règne du gouvernement légitime de ce pays pour le remplacer par un régime fait d'une bande de forcenés sans aucun scrupule, tout ce remue-ménage, façonné uniquement pour servir les vautours impériaux.

Cette mise en scène orchestrée par les Nations Unies, n'a-t-elle pas tout à fait atteint son objectif à savoir, assouvir la soif et la faim des puissances impérialistes, en crise, avec les ressources d'autrui pour remédier à leur banqueroute économique.

Il est également évident que la faillite des occidentaux les oblige à s'ingérer ouvertement dans la politique des pays pauvres et à leur imposer au pouvoir des néo-colonisés, des mercenaires, des hors la loi, de véritables bourreaux du peuple et des fugitifs remplis d'audace pour leur donner un statut de dirigeant. Haiti n'a pas été exempte de cette formule, sorte de préparation du terrain pour la soumettre au plus bel abandon de sa souveraineté. En fait, Washington établit à bon escient cette formule pour perpétuer leur domination. Voilà pourquoi, les forces du mal internationales ont employé Martelly pour leur servir en tant qu'agent colonial afin de continuer à piller le pays et également de créer du boulot pour les sociétés américaines.

Ainsi à travers la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haiti, le pays serait un maillon clef dans la chaîne de domination américaine. Il ne s'agirait pas de développement, mais d'exploitation pure et simple. Pour illustrer leur satisfaction, Bill Clinton, l'architecte de ce sale coup, n'a-t-il pas déclaré haut et fort, à la réunion des Ministres des Affaires Etrangères des Partenaires d'Haïti à New York, le lundi 19 septembre 2011, « qu'il a attendu 30 ans pour entendre, enfin, un Chef d'État haïtien définir avec autant de conviction et de minutie les priorités de son pays ». Quelles sont ces priorités: l'éducation, la reconstruction, la création d'emploi et la mendicité, vu que Martelly plaide également pour une augmentation de l'enveloppe.

Quelle arrogance, quelle convoitise de Clinton qui n'a qu'un seul désir, celui d'aller jusqu'au bout de l'accumulation de ses richesses, de ses capitaux.

Quelle honte, lorsqu'il faut ajouter à ce sombre tableau, qu'au cours de sa participation à la 66ème Assemblée générale des Nations unies, Martelly s'est bien manifesté pour plaire à ses patrons. Il n'a trouvé rien de sérieux à faire que de se taire sur les véritables revendications et besoins urgents du peuple. A la tribune des Nations unies, il n'a fait que nous humilier davantage. Rien au sujet de la désoccupation du pays. Rien du choléra, fruit de l'occupation qui continue encore à tuer des gens dans les masses populaires. Rien sur les dérives de la Minustah dans un pays aux mains, les pieds et l'honneur liés et remis aux caprices de Washington.

Pourtant, ce que le président de doublure haïtien a saboté, le vice-président uruguayen, Daniel Astori, à la place du défaitiste, l'a condamné le lundi 26 septembre 2011 à l'ONU, dans les termes les plus forts, tel le viol collectif commis par les cinq casques bleus uruguayens sur notre jeune compatriote en qualifiant leur attitude de « honteuse et inacceptable ». « Nous n'avons pas hésité à agir avec la plus grande sévérité, comme l'exigeaient les circonstances », a-t-il poursuivi en ajoutant : « Nous tirerons toutes les conséquences de cette affaire pour éclaircir ce qui s'est passé et punir les coupables » Or, le soi-disant président haïtien, dans son allocution pour autant prenait la défense des soldats de la Minustah en qualifiant leurs actes de simples bavures. En un sens, il s'était converti en un agent de propagande pour la Minustah en déclarant « rien n'est plus irresponsable et dangereux que de laisser partir ces Missions, sans une alternative nationale efficace ». Une façon de solliciter de préférence le prolongement de la force d'occupation.

Mais son vrai rêve, c'est de voir la Communauté internationale l'aider à mettre sur pied une armée répressive comme la Garde d'Haiti que les marines américains nous avaient laissés, lors de la première occupation (1915-1934). N'a-t-il pas souligné à son retour concernant la Minustah que« le départ ne peut être que progressif et calculé dans la mesure où nous avons déjà notre plan pour mettre sur pied notre propre force de défense, un plan que nous avons présenté aux pays amis d'Haïti, vendredi dernier, avant de laisser le pays »

Ce type de civilisation que, Martelly, Clinton et ses multinationales cherchent à nous imposer ne rencontrera jamais aucun écho favorable aux seins des masses populaires. C'est pourquoi la lutte revêt une importance capitale dans cette période, et il reste aux organisations populaires et révolutionnaires à savoir ***s'organiser,*** se démarquer des positions ouvertement colonialistes de ce régime et de nous préparer pour les luttes à venir, face à cette force répressive que Martelly pense ***re***lancer comme il l'annonce lui-même, ***pour*** le 18 novembre prochain.

Félix Génélus assassiné à Cité Soleil



Félix Génélus

Par Jackson Rateau

Le soir du mercredi 21 septembre dernier, aux environs de 7 heures PM, sur la route de Bois Neuf, non loin du Commissariat de Cité Soleil, nord de Port-Au Prince, Félix Génélus a été abattu par des bandits armés. Félix Génélus, reconnu comme un leader de la commune de Cité Soleil et qui a rendu beaucoup de services à cette commune, a travaillé au Centre de Santé de Chapy, situé en plein cœur de Cité Soleil, pendant 25 ans.

Cet assassinat a provoqué la colère de la population de la Cité qui s'est lancée dans une vaste opération de chasse aux bandits qui ont terrassé cette localité.

Des habitants qui se sont lancées aux trousses des assassins de Génëus ont incendié des tentes où ils seraient cachés.

Un riverain de la Cité, témoins de la scène a fait la déclaration suivante :

« Plusieurs tentes ont été incendiées. Les gens sont en colère depuis l'assassinat de Felix. Ils ont essayé de s'en prendre aux bandits qui opèrent à Bois Neuf ».

Le député de Cité Soleil, Almétis Saint Fleur Jr, répondant aux questions d'un journaliste dans la capitale haïtienne, a ainsi expliqué la situation :

« La situation est très frustrante à Cité Soleil. Ce matin, toute la population se lève comme un seul homme. Elle demande aux autorités policières et judiciaires d'intervenir en urgence pour prêter concours à cette population aux abois à la violence due aux infractions des bandits. Le citoyen Felix Génél/üs est un vodouisant, vivant dans la Cité. Il travaillait au Centre de Santé Chapy à Cité Soleil. Hier soir, entre 6.30hres et 7 hres PM, sur la Route de Bois Neuf, des bandits armés sans foi ni loi, l'ont criblé de balles. Sa famille est très triste. C'est un deuil qui provoque beaucoup de douleurs. La population n'arrive pas à pouvoir transcender ce crime crapuleux. C'est ce qui explique la raison de cette tension à Citée Soleil. La population a protesté rageusement contre la MINUSTAH et d'autres forces de ténèbres qui sèment le deuil dans la Cité. Remarquons que la scène du crime s'est déroulée tout près du commissariat de Cité soleil, disons mieux sous les yeux des policiers de ce commissariat. Felix a travaillé pendant 25 ans au Centre de Santé Chapy.. Depuis des années, il y a 2 groupes ennemis qui se battent à Cité Soleil. Ces combats ont causé beaucoup de dégâts matériels et de pertes en vies humaines. Très souvent, j'ai demandé à la police de trancher sur cette question, de manière à ce que la population puisse vaquer en toute quiétude à ses activités… ».

Rapatriement des 10 cadavres des naufragés haïtiens au Cap

Le samedi 24 septembre 2011 dernier, les cadavres des 10 compatriotes haïtiens qui avaient fait naufrage au larges des Îles Turques et Caicos le 10 septembre 2011, ont été rapatriés au Cap-Haitien. Le maire de la ville du Cap, Michel Saint Croix qui avait reçu les cadavres, a procédé à leur inhumation le même jour. On n'a pas pu identifier les corps qui se trouvaient déjà en état de putréfaction avancée.

« Nous avons mis chaque cadavre dans un cercueil, avant de procéder à la mise en terre dans une fosse commune », a ainsi indiqué le maire Saint Croix.

D'autre part, des dizaines de compatriotes haïtiens qui vivent sur cette petite île britannique (Îles Turques et Caicos) ont été interpellés par le service de l'immigration de l'Île, puis jetés en prison, a-t-on appris.

Par ailleurs, le dimanche 25 septembre dernier, 39 clandestins haïtiens qui se trouvaient dans une frêle embarcation, faisant voile pour les Îles Bahamas (Nasseau), ont été interceptés en haute mer par un vaisseau patrouilleur des gardes-côtes américains et remis aux autorités haïtiennes basées dans la 2e ville du pays.

Grave accident d'avion à Milot, 3 morts

Dans l'après-midi du mardi 20 septembre dernier, dans la localité de Lorry, commune de Milot, Nord-est, un petit avion de ligne appartenu à la compagnie aérienne Salsa d'Haïti, s'est écrasé dans un champ de canne, faisant 3 morts. L'avion qui assurait le trajet Cap / Port-Au-Prince à raison de 3 vols par jour, revenait de Port-au-Prince, alors que les conditions météorologiques étaient très mauvaises.

Le bimoteur qui allait dégrader en altitude a soudainement subi l'effet d'un violent coup de tonnerre et d'orage à partir du sommet d'une montagne, puis est allé s'échouer dans un marécage à l'intérieur d'un champ de canne. Selon certaines sources combinées issues de la capitale haïtienne, les 3 victimes de l'accident dont 2 copilotes et l'assistante directrice technique de la NAT-COM, seraient de nationalité dominicaine, mexicaine et vietnamienne.

« Les 3 personnes qui se trouvaient à bord de l'avion sont mortes. Nous avons vu des corps déchiquetés, des membres par-ci, des têtes par-là. Impossible d'identifier les victimes pour l'instant », a précisé un des membres de CASEC de la zone, Jacques Fombrun.

« Je ne sais pas s'ils sont des étrangers, mais, ils en ont l'air. Cependant, nous avons vu les uniformes des pilotes et le corps d'une femme », a déclaré le maire du Cap-Haitien, Michel Saint Croix.

Martelly à New York: Un fiasco total

Par Kim Ives

En proclamant « *Je suis le chef maintenant* », le président haïtien Michel Martelly a essayé de vendre sa « *vision* » pour Haïti la semaine dernière à New York, où il était venu, comme beaucoup de chefs d'Etat, principalement pour s'adresser à la 66ème session d'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies.

En outre, Martelly a assisté à la réunion annuelle de la Clinton Global Initiative, et a été interviewé par CNN, et s'est adressé à un rassemblement d'Haïtiens à York College, Queens, NY.

Les Haïtiens ont accueilli sa présence à l›ONU par des manifestations le 19 septembre puis le 23 septembre pour demander le retrait de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), en vertu de laquelle plus de 12.000 soldats de l›ONU sont déployés en Haïti. Le mandat de la mission expire le 15 octobre, mais le Conseil de sécurité a prévu de le renouveler dans les deux prochaines semaines.

La MINUSTAH est profondément et généralement très impopulaire en Haïti. Mais, en dépit des manifestations vocales contre elle à New York et à Port-au-Prince dans les dernières semaines, Martelly est contre le départ de la force. « *Haïti a besoin du soutien de la MINUSTAH en ce moment* », a t-il déclaré dans une interview avec des journalistes à son hôtel, d'après le *New York Times*, parce que « *il y a encore de l'instabilité.* »

Face à une tempête de protestations provoquée par une vidéo récemment divulguée où cinq soldats Uruguayens de l›ONU ont été montrés agressant sexuellement un jeune homme de 18 ans à Port Salut en Juillet dernière, les responsables de l›ONU ont proposé de réduire la MINUSTAH à environ 9000, son déploiement avant le tremblement de terre du 12 janvier 2010

Mais Martelly a déclaré qu›il « *ne penserait même pas à réduire* » les troupes, peut-être exagérant son rôle dans une comédie annuelle, lorsque, comme l'expiration du mandat s'approche, le gouvernement haïtien « *invitera* » la MINUSTAH à rester en Haïti; un déploiement qui viole la Constitution haïtienne et la Charte des Nations Unies. Comme des câbles secrets de l'ambassade américaine obtenus par l'organisation médiatique Wikileaks ont montré, c'est sous le leadership de l'ONU, que seuls Washington et Paris, vraiment décident du maintien ou du retrait de la MINUSTAH, la troisième plus grande mission pour le «*maintien de la paix* » de l'ONU (voir *Haïti Liberté,* Vol. 5, n ° 10, 21/09/2011).

Dans son discours à l'Assemblée générale du 23 septembre, Martelly a minimisé l'épisode violent des uruguayens et d'autres agressions alléguées comme simplement «*des bavures inacceptables*» qui « *ont entaché le prestige de la Mission, mais les arbres ne devraient pas cacher la forêt* ».

Dans sa tentative de continuer à utiliser le retrait de la MINUSTAH comme une excuse pour réactiver l›armée haïtienne, dissoute il ya 16 ans, Martelly fait valoir dans son discours à la GA « *rien n'est plus irresponsable et dangereux que de laisser partir [la MINUSTAH], sans une alternative nationale efficace* ».

L›armée haïtienne, mis en place comme une force proxy par des Marines américains laissée après leur première occupation militaire d›Haïti (1915-1934), était devenue mondialement célèbre en tant qu›une force corrompue, créant les coups d›état, et vidant le budget de l›état. La plupart des Haïtiens ont été heureux de voir que l›armée a été démobilisée en 1995 par l›ancien président Jean-Bertrand Aristide (les soldats haïtiens l'avaient renversé en 1991) et ils voudraient que cette force soit oubliée. Même le *New York Times*, dans un éditorial du 19 septembre, s'est plaint que « *des plans post-séisme pour embaucher et former des milliers de nouveaux agents de [la police] sont en retard* », mais que Martelly « *semble plus intéressé à la rétablissement d›une armée - quelque chose dont Haïti n›a pas besoin.* »

Martelly également fait pression pour un retour de l›armée dans son rallie à York College, mais l›événement a été un fiasco. L›auditorium au siège de 1500 était à peine à moitié vide, un contraste frappant avec la foule de débordement qui avait salué l›ancien président René Préval dans le même auditorium cinq ans plus tôt.

Comme Martelly et certains membres de la délégation de 28 membres qu›il a fait voyager (à quelle dépense?) à New York ont pris la scène, le public, parfois s'est tu, ce qui a incité le maître de cérémonie à crier « *Maintenir au chaud! Maintenir au chaud!* » (Keep it warm!) dans une tentative pour générer des applaudissements.

Même cette foule largement pro-Martelly avait été pris de court pour voir comment «*l'équipe*» présidentielle était remplie des partisans bien connus de la dictature des Duvalier (1957-1986), y compris «*conseiller politique*» Daniel Supplice, «*conseiller juridique*» Grégory Mayard-Paul, et «*Conseiller en santé*» Dr Pierre Pompée. Il y avait aussi la présence inconfortablement grimaçante de Stanley Lucas, un ancien agent de l'Institute international républicain (IRI) de la National Endowment for Democracy, qui a joué un rôle de premier plan dans le coup d'État de 2004 contre Aristide et dont le rôle précis comme «*conseiller*» Martelly n'a pas été élucidé.

Martelly trahit qu'il est un peu sur la défensive quand il a déclaré au début à l›auditoire que «*je suis le dirigeant maintenant, et je dois prendre les bonnes décisions.*» Cela peut venir du fait qu'il a gagné des élections manifestement mauvaises en remportant un mandat très faible de moins de 17% de l'électorat. (Dans son discours à l'ONU, Martelly a également tenté de s'agrandir et de masquer la faiblesse de son mandat, lorsqu'il a déclaré que les Haïtiens ont besoin de «*changement, changement dans leur mentalité, dans leur gestion politique, économique et sociale*» et que «*tout un peuple en a eu l›intime conviction que j›ai été élu avec un mandat bien précis: celui de matérialiser ce changement.*»

À un autre moment dans son discours à York, Martelly dit «*Mwen pa vini pou fè popularite mwen monte pi wo. Mwen te deja popilè.*»

Sa poitrine-battant a commencé à prendre un timbre décidément menaçant quand il dit «*genyen anpil moun ki te panse mwen te vini pou kontinye ak dezòd ki te genyen an. Alò moun sa yo pral sezi! Mwen vini pou chanje*

Suite à la page (18)

Jugement de Jean Claude Duvalier : La justice doit triompher !

Par Isabelle L. Papillon

Le jeudi 22 Septembre 2011, l'Organisation Internationale des Droits Humains, Amnesty International a convoqué les médias à l'Hôtel Le Plaza, à Port-au-Prince pour présenter le deuxième rapport sur les crimes contre l'humanité commis sous la dictature de Jean Claude Duvalier. Elle demande aux autorités haïtiennes de tout mettre en œuvre pour arriver à un jugement de Duvalier. Le rapport intitulé : « On ne peut pas tuer la vérité. » est publié en deux langues, Français et Créole avec une chronologie des principaux évènements qui ont marqué le règne dictatorial des Duvalier, sortant de septembre 1957 au 18 janvier 2011.

Sont rapportées les dates de l'arrivée au pouvoir de François Duvalier et de l'arrestation suivie de l'inculpation de Jean Claude Duvalier pour détournement et vol de fonds publics. Par la suite il a été accusé de crimes contre l'humanité à l'époque où il était au pouvoir. Amnesty International a également présenté de nombreux cas de disparition et de détention arbitraire et de torture avec les photos des victimes qui n'ont jamais eu de justice. « On ne peut pas tuer la justice. » lit-on à l'introduction de ce rapport.

Il était environ 10 heures AM quand les 3 représentants d'Amnesty International : Javier Zúñiga, conseiller spécial, Gérardo Ducos, chercheur sur Haïti et James Burke chargé de campagne en Haïti ont fait leur entrée à la salle Toussaint Louverture II a l'hôtel. Gérardo Ducos a fait la lecture d'un résumé du rapport titré : « Haïti, il faut traduire Jean_ Claude Duvalier en justice » pour les journalistes présents dans la salle. Selon Gérardo, Amnesty International exhorte les autorités haïtiennes à déférer par devant la justice l'ex-tyran Jean Claude Duvalier, surnommé « Bébé Doc » pour les violations des droits humains commises sous son régime entre 1971 et 1986. Ce rapport contenant des témoignages de détention arbitraires, de torture, de morts en détention, d'homicides et de disparitions survenus durant les années de dictature féroce de Jean Claude Duvalier. « Entre 1971 e 1986, des dirigeants politiques, des journaliste, des syndicalistes et des personnes soupçonnées d'être des opposants au gouvernement risquaient tout particulièrement d'être victimes de détention arbitraire, de torture d'homicide à caractère politique et de disparition forcée. Il était courant que des prisonniers politiques meurent en détention, tout comme il était courant qu'ils soient torturés et souffrent de maladies et d'un manque de nourriture et d'installations sanitaires. », indique le rapport.

Pour sa part, Javier Zúñiga a fait savoir que : « Il existe suffisamment d'éléments permettant de poursuivre en justice Jean Claude Duvalier pour les nombreux cas de détention arbitraire, de torture, de mort en détention, d'homicide et de disparitions qui ont eu lieu sous son régime et dont certains s'apparentent à des crimes contre l'humanité. »

Il importe que les dirigeants haïtiens actuels, aux termes du droit international, traduisent en justice, Jean Claude Duvalier, responsable présumé de crimes contre l'humanité. L'ouverture d'une enquête pour crimes contre l'humanité, après le retour de Jean Claude Duvalier constitue non seulement la première étape vers une garantie de justice et de réparations pour les victimes de violations des droits humaines, mais aussi une occasion historique de commencer la construction d'un Etat haïtien qui protège et défende, enfin les droits humains en Haïti, a-t-il poursuivi.

Apres la présentation d'Amnesty International, les journalistes ont commencé par poser des questions, alors que quelques partisans de Duvalier qui étaient dans la salle grinçaient des dents. C'est alors que des avocats fauteurs de troubles, tels que, Osner Févry, Reynold Georges et Alix Jeanty, respectivement, ont fait soudainement leur apparition dans la salle. Avec le support de quelques partisans de l'ex-dictateur,



Les deux avocats de Baby Doc face à James Burke d'Amnisty International

ils ont invectivé les militants des droits humains d'Amnesty, les ont qualifiés d'imposteurs, alors qu'une vingtaine d'autres tenant l'effigie de « Papa Doc », une banderole noire et rouge manifeste devant l'hôtel. Ils disaient qu'ils voulaient commémorer le 54e anniversaire de la prise du pouvoir par François Duvalier, le 22 Septembre 1957. A la suite d'un va-et-vient dans la salle de conférence et dans la cour de l'Hôtel, des membres de la délégation d'Amnesty International qui effectuent un séjour en Haïti du 11 Septembre au premier Octobre 2011 ont finalement répondu aux questions des journalistes sur les thèses avancées prouvant que le jugement de Jean Claude Duvalier doit être réalisé instamment.

Gérardo Ducos a indiqué qu'une centaine de plaintes ont été déjà déposées par des victimes de la dictature ou leurs parents. Amnesty International s'inquiète de la conduite du processus judiciaire engagé au cabinet d'instruction contre Jean Claude Duvalier depuis Janvier dernier. En conséquence, l'Etat haïtien est invité à assumer ses responsabilités et le président Michel Martelly doit présenter des excuses publiques au peuple haïtien pour les atrocités de l'ancien régime. Ceci au nom des engagements internationaux auxquels Haïti a souscrit et en raison de son affinité avec le régime sanguinaire des Duvalier.

En réaction de ce qui s'était passé à la conférence de presse, le conseiller d'AI, Javier Zúñiga a déclaré : « Nous considérons que c'est un attentat à la liberté de la presse, c'est dommage que les Haïtiens n'aient pas eu l'occasion de nous interroger sur le rapport. » Le responsable des campagnes pour Amnesty International dans la région des Caraïbes, James Burke considère que ce qui s'est passé est vraiment une honte pour les avocats qui se disent défenseurs des Duvalier qui n'acceptent pas les débats contradictoires sur le dossier de Jean Claude Duvalier. C'était un très mauvais signal pour la justice haïtienne à un moment où la corruption et l'impunité gangrènent l'appareil judiciaire haïtien.

Par ailleurs, selon une note du Collectif contre l'impunité en date du 22 septembre 2011 et signée par Danièle Magloire, le dossier du jugement du tyran sanguinaire, Jean Claude Duvalier avance au niveau de la justice, nonobstant les remontrances de ses avocats. « Les plaintes déposées à date, au Tribunal de Premiere Instance de Port-au-Prince, ont été considérées recevables et ont été traitées. Le Cabinet d'instruction a procédé à des auditions, entre février et juillet, et a transmis au début du mois de septembre le dossier au commissaire du gouvernement (Procureur). Ce dernier devra sortir une ordonnance. Au regard des déficiences et dysfonctionnements du système judiciaire, le dossier a relativement bien avancé au niveau des premières étapes du processus. » Lit-on dans cette note.

La Plate-Forme des organisations des Droits de l'Homme POHDH a qualifié de malhonnête le comportement des avocats et des partisans des Duvalier. A la surprise des membres de l'auditoire, les partisans de Duvalier ont fait irruption dans la salle et ont perturbé le déroulement de la présentation du rapport. En effet, des avocats de l'ex dictateur dont Reynold Georges et Osner Fevry, très connus dans le milieu politique haïtien, ont sérieusement paralysé l'activité en lançant des propos hostiles. Ces derniers ont traité les membres de l'organisme international des droits humains d'imposteurs.

La Plate-forme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH) tient à dénoncer énergiquement l'acte malhonnête orchestré par les partisans de Duvalier lors de la présentation du rapport. La POHDH croit que l'intervention agressive des partisans de Duvalier constitue une menace inquiétante pour la liberté de la parole, qui est le résultat de sacrifices de plusieurs années de lutte pour la démocratie en Haïti. De plus, cet acte rappelle en quelque sorte la pratique d'intimidation du régime de 1957 à l'égard des citoyens et citoyennes qui exprimèrent leurs opinions.

Par ailleurs, la POHDH veut réaffirmer, à l'intention des partisans de l'ex dictateur en particulier et de la population en générale, que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles. En ce sens, la POHDH maintient sa position tendant à demander à la justice haïtienne de donner suite aux plaintes des victimes de Jean Claude DUVALIER. Le Comité des Avocats pour le respect des Libertés individuelles (CARLI) a condamné les actes d'intimidation, d'agression, de violences morales et physiques exercés sur les représentants d'Amnesty International par les avocats de Jean Claude Duvalier. Selon le signataire de cette note de protestation, Renan Hédouville, cette pratique traduit une forme d'intolérance inacceptable et rappelle les méthodes anti-démocratiques utilisées au cours de la période dictatoriale des Duvalier.

La CARLI reconnait que la situation des droits de l'homme aujourd'hui est préoccupante, si l'on se réfère particulièrement à la présence des agents de la Minustah en Haïti, impliqués dans de nombreuses violations des droits humains. Cependant, cette situation ne peut en aucun cas fermer les yeux sur les atrocités commises sous la dictature des Duvalier.

De son côté, le président haïtien, Michel Joseph Martelly, des Etats-Unis étant, interrogé sur le rapport d'Amnesty International pressant les autorités haïtiennes à exercer des poursuites contre l'ex-despote haïtien, Jean Claude Duvalier, a répondu : « Je laisserai la justice faire son travail. J'avais récemment rencontré M. Duvalier aux funérailles d'un ami commun, mais je n'ai pas discuté de cette question avec lui ». A-t-il révélé. Tandis que, Nicolas Duvalier, fils de l'ex-tyran est actuellement l'un des conseiller de Martelly.

Selon les grands principes du droit international, la justice est un droit humain. La quête de la justice en Haïti continuera tant que les victimes de violations des droits humains se verront nier le droit à la justice. L'Etat haïtien est tenu aux termes du droit international d'établir la vérité, de rendre justice aux victimes et de leur accorder des réparations. S'il existe des éléments de preuves recevables suffisantes et si le Parquet réussit à traduire Jean Claude Duvalier en justice, une étape considérable sera accomplie dans la lutte contre l'impunité au niveau mondial.

Le recours généralisé ou systématique à la torture et aux disparitions forcées en Haïti entre 1971 et 1986 constitue des crimes contre l'humanité. Ni le temps passé ni l'exemption des poursuites ne peuvent servir d'excuses pour ne pas mener d'enquête ou engager des poursuites contre les responsables présumés de crimes contre l'humanité.

Il faut que «justice» soit rendue

Par Fanfan La Tulipe

Dan pouri gen fòs sou bannann mi

Justice, démocratie, liberté. Trois mots-sésames. Ouvre-moi la porte, démocratie, et laisse-moi arpenter les chemins de la liberté jusqu'au pied de l'autel de la Justice dont la balance ne penche ni d'un côté ni de l'autre. Je te salue Dame Thémis. Honneur et respect que je te dois. Dis-moi si je dois continuer à te rendre hommage, si je dois continuer à te vénérer parce que tu tiens encore la balance égale entre le riche et le pauvre, entre le Blanc et le Noir, entre les puissants et les faibles, entre l'homme et la femme, entre l'Occident industrialisé et cette partie du monde encore colonisée.

Dame Justice, tu me dis que je n'ai besoin de ne rien craindre. Tu me dis que tu te tiens droite, ferme, au beau mitan du droit. A t'entendre parler, il ne t'arrive pas de pencher en faveur d'une partie ou de l'autre. Aucun risque de te voir trahir le droit, l'équité, la démocratie, les libertés fondamentales, prétends-tu. C'est peut-être vrai, Dame Thémis, mais il me semble que des fois *ou nan manti*.

Mais qui vous rend si hardi de penser que parfois je ne suis pas impartiale, et même que je mens ? Mon fléau se tient toujours au juste milieu de la plus parfaite équité. Donnez-vous plutôt la peine de chercher où sont les menteurs, les hypocrites, les cyniques, les manipulateurs de consciences, les fausses balances. Ce sont les hommes, certains hommes qui sont de vrais fléaux de l'humanité et qui font pencher leur propre balance – pas la mienne – dans le sens de leur pouvoir fou, de leur morbide déraison, de leurs mesquins intérêts du moment, de leur cruelle cécité. L'exécution de Troy Davis toute fraîche dans les mémoires est là pour vous le rappeler.

Troy Davis est ce Noir de 42 ans condamné à mort par la justice raciste du sud des États-Unis pour le meurtre d'un policier blanc en 1989, lors d'une bagarre. Neuf témoins ont désigné à l'époque Troy Davis comme l'auteur du coup de feu, mais l'arme du crime n'a jamais été retrouvée et aucune empreinte digitale ou trace d'ADN n'a été relevée. Depuis, sept témoins sont revenus sur leurs déclarations, dont cinq ont même désigné un autre tireur. Même les juges en appel ont émis de sérieux doutes entourant les preuves sur lesquelles a été établie la condamnation de M. Davis Après avoir passé 20 ans dans les couloirs de la mort, en Géorgie, il a finalement été exécuté le mercredi 21 septembre, malgré une demande de clémence de l'Union Européenne, du pape et de l'ex-président Carter.

Et qui a fait pencher la balance ? D'abord, le racisme-structurel du système juridique américain. C'est un pays riche en lynchage de milliers d'hommes et de femmes noirs lynchés brutalement, sur la place publique, devant des foules en liesse pour de prétendus «crimes» reposant sur peu ou pas de preuves. Dans ce Sud états-unien au racisme viscéral, un Noir est, en principe, coupable. Ergo il faut que «justice» soit toujours rendue.

Qui a encore fait pencher la balance ? Les policiers de Savannah en Géorgie qui insistent depuis déjà deux décennies que Troy Davis est le meurtrier. Faire marche arrière après 20 ans démolirait leur crédibilité, et leur intégrité en tant qu'institution, face au public. Alors, autruches géorgiennes, ils continuent d'enfouir leur tête dans le sable de leur intransigeance, de s'en tenir à leur histoire, et laisser exécuter un innocent. Il fallait que «justice» soit rendue à la famille du policier. Il fallait aussi que le gouverneur de la Géorgie, lui qui aurait pu gracier Davis, ménage ses électeurs, leur sensibilité pro-peine capitale toujours à fleur de peau blanche.

Qui aurait pu redresser la balance ? Le président Obama, assurément. Le premier président noir américain, l'une des rares personnes à pouvoir sauver la vie de Davis ne l'a pas fait. Il est resté outrageusement silencieux tout au long des dernières semaines précédant l'exécution, semaines au parfum de flagrante injustice. Quelle honte, président Obama ! Troy Davis a été exécuté. Vous ne



L'emblème de la justice : la déesse grecque « de la justice, de la loi et de l'équité » : Thémis

l'avez sans doute pas ordonné. Mais vous n'avez rien fait pour empêcher ce crime. Souvenez-vous toutefois de l'œil qui poursuivait Caïn jusque dans sa tombe.

Pour M. Obama il fallait que «justice» soit rendue aux policiers, à tous les échelons d'un système encore moyenâgeux à bien des égards, à son électorat, dans la perspective des élections à venir en 2012. Obama qui plaide pour le principe : un homme, un vote, un criminel, une peine capitale. Finalement, justice aura été rendue à la famille du policier qui arrêtera de faire des cauchemars: le fantôme d'un Noir dans le noir de leur douleur.

On n'oubliera pas de si tôt les tours jumelles de Wall Street. Leur explosion apocalyptique restée pour beaucoup une énigme de feu et de fumée. Presque trois mille vies humaines réduites à des morceaux de chair carbonisée, fumante. Outrage démesuré et nauséeux. Personne ne saurait le nier. Il fallait que justice soit rendue. Légitime. On le comprend. Mais Monsieur Bush avait décidé de rendre sa propre «justice».

Aussi, pour venger l'odieux attentat, donner une impression de «justice», et conforter le moral de l'Amérique, il fallut inventer les armes de destruction massive cachées par Saddam Hussein, il fallut que mensongèrement Al Qaeda fût implantée en Irak, il fallut faire une bouchée de l'armée iraquienne, capturer Saddam, l'exécuter au bout d'une corde de la honte, réduire Bagdad en cendres et créer un climat d'insécurité permanente dans la capitale iraquienne pour justifier une infâme occupation.

Dix ans plus tard, Oussama Ben Laden a été finalement capturé, mort certes, et immergé «Dans une mer sans fond, par une nuit sans lune». Son assistant Ayman Al-Zawahiri tient sa longue barbe à la trempe dans un bain de feuilles d'Allah. L'Afghanistan est en train d'être «libéré» de la mauvaise herbe talibano-terroriste. Les 3000 victimes du 9/11 sont vengées. Vive la «justice» à la sauce pimentée impérialo-bushiste et parfumée aux fines herbes ticoulouto-obamates !

Dame Justice qui n'a pas la mémoire courte se rappelle bien que le 23 octobre 1983, à 6h20 du matin un camion-suicide palestinien frappait le quartier général des forces américaines à Beyrouth, tuant 241 soldats américains. Les Etats-Unis étaient sous le choc de l'attentat et Ronald Reagan hébété, sous le coup de l'impuissance à procéder à un débarquement politiquement et militairement impossible. Mais il fallait que «justice» soit rendue.

Mauvais diable de la droite dure et s'agitant dans un bénitier de pure revanche, Reagan fit un clin d'œil avisé à la presse dominante, celle qui diffuse les mensonges. En un tour de propagande presse-cervelle, le peuple américain apprit que les *konminis* de Fidel Castro comptaient faire de la petite Grenade une grande base soviétique, à leur nez même. Les photos par satellite ne pouvaient mentir, encore moins pardonner. Hélas !

Mais plus grave encore, la vie de jeunes américains étudiant à Saint George, la capitale, était «en danger». Alors, le 25 octobre, sous prétexte d'épargner une mort infâme à ces universitaires, le président Reagan, seulement deux jours après l'hécatombe de Beyrouth, ordonna, au nom d'une «justice» légitime et rapide, l'invasion de la Grenade par 7.000 marines américains renforcés par 300 soldats antillais et deux bataillons américains supplémentaires accourus le 25 octobre au soir (tant la résistance grenadienne-cubaine était farouche). En face d'eux il y avait 1.500 soldats grenadiens plus 700 cubains, en majorité des ouvriers du bâtiment.

Pathétique, l'homme d'acier de la grande Amérique, flanqué de la «dame de fer antillaise» Madame Eugenia Charles, Premier ministre de la minuscule île Dominique, se montra à la télévision pour annoncer la bonne nouvelle: la victoire sur les communistes. Faute de grives libano-palestiniennes, Reagan dut se rabattre sur des merles grenadiens et cubains. L'«honneur» de l'Amérique était sauf. Il fallait que «justice» soit rendue. Le peuple américain pouvait pousser un grand ouf de soulagement, d'apaisement et de satisfaction. Les 241 marines de Beyrouth avaient été vengés, leurs proches lavés de l'opprobre «terroriste».

Ainsi sera brandie une certaine «justice» tant qu'elle sera aux mains des plus forts. A chacun de veiller et prier.

Courte visite du président Rafael Correa en Haïti



Le président de l'Equateur et de L'Union des Nations Sud Américaines (UNASUR), Rafael Correa, a effectué une visite de quelques heures dans la capitale haïtienne ce 27 septembre, dans le cadre d'une collaboration «efficace» et «sérieuse» entre l'Equateur et Haïti. Dans ce sens il a lancé un appel à la solidarité en faveur d'Haïti, vu les énormes difficultés auxquelles le pays est confronté surtout depuis le séisme dévastateur du 11 janvier 2010.

Le président Rafael Correa a été accueilli à l'aéroport Toussaint Louverture par son homologue Michel Martelly et plusieurs autres autorités haïtiennes. Correa a mis en relief les liens qui unissent Haïti à l'Amérique latine depuis très longtemps et n'a pas manqué de souligner une dette que dans ce sens cette Amérique latine doit à Haïti.

Pour sa part, Martelly a mis l'accent sur la solidarité réelle équatorienne envers Haïti concrétisée par la construction et la réhabilitation de dizaines de kilomètres de route et de deux ponts dans la vallée de l'Artibonite par le bataillon équatorien de la Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation d'Haïti (Minustah).Ces réalisations sont aux yeux de Martelly des « signes de fraternité (et) de solidarité », d'autant que le président Correa lui-même a affirmé que « Nous vivons l'heure de la solidarité ». Puis, à bord d'un hélicoptère, les deux chefs d'Etat se sont rendus dans l'Artibonite afin d'inaugurer les travaux réalisés par le contingent équatorien, faisant partie de la MINUSTAH.

Jakmel: 13 milyon goud disparèt tankou yon kout zeklè piskèt nan biwo LONA a

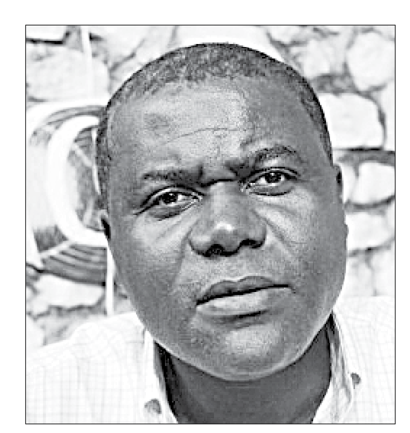
Pou moun ki pa konn vil sa a, se yon ti ponyen, konparativman ak lòt gwo vil pwovens nou yo tankou Okap, Okay ak Gonayiv. Si nou ta pran nan pòtay pou rive kafou avyasyon, yon motosiklis patap pran 6zèd tan plou pakouri tout vil la. Se yon bèl ti vil, preske tout lari ladan l gèn adoken ak alfat. Li gèn kèk bèl kay ladan l malgre goudougoudou a te pase byenfò. Gèn kèk ansyen kay ki date lontan lontan tou.

Jakmel se yon ti vil ki gen kèk bèl istwa ki make l tou. Youn nou kapab retni se pasay Miranda ak Boliva. 2 gwo pilye gason ki te vin chache èd, zam ak minisyon nan men Desalin ak Petyon pou yo t al libere lamerik disid anba grif kolon panyòl ak pòtigè.

Malerezman pou nou jounen jodi a nou jwenn anpil nan peyi sa yo nan tètatèt ak peyi ki vin okipe nou yo. Se yomenm menm k ap demantibile pitit fi nou yo, se yo menm menm kap defouke pitit gason nou yo an rekonesans. A la rèd sa rèd !

Si Jakmel se yon ti vil an sipèfisi, men sa pa vle di li pa 2 fwa pi gran pase zile Ayiti nan zafè politik. Politik ki pa fèt lajounen , men pi souvan fèt aswè. Kòm yon ansyen Direktè lekòl, Prezidan asosiyasyon, anseyan nan vil Jakmel, sa raple m premye mès Reveran Pè Ridoré chante pou make premye ane asosyasyon sa a aprè Baby Dok te kouri pran egzil an Frans.

Li te lanse yon fraz mwen te toujou gade nan memwa m. « Jakmel, vil politik, politik ki pa fèt lajounen» Li te di sa paske pou yo te voye JanKlod ale, tou lòt vil pwovens yo te konn frape lajounen, men Jakmel, se aswè li te konn frape. Vil politik, kote nèg pa konn kamarad lekòl yo, nèg pa epagnye menm moun ki aprann yo li. Si w pa vle m frape lestomak mwen avè w , pito w pa kanpe an fas mwen. Se kote nan zafè politik, nèg taye zèb anba pye nèg, nèg taye kostim mete sou nèg.



Direktè Ofis nasyonal asirans vyeyès la (ONA) Jean Alix Boyer

Anvan Papa dok te pran pouvwa a, bato te konn fè laviwonn dede nan lakou Jakmel. Imedyatman toro a te pouse konn, tout pò te rive fèmen. Se konsa anpil aktivite te ratresi. Kèk gwo mezon komès tankou Madsen, Bouka, Batis, Vital, Weinè te koumanse fèmen pòt. Sa te vin ralanti anpil aktivite ekonomik vil la.

Apre depa Divalye, Jakmèl te vin tankou yon vil moribon. Bongre, malgre, koulye a, li fè yon ti pa daprè sa yon ekonomis kap viv la fè nou konnen.

ONG, kèk mezon komès, se lajan ti malere sa yo ki disparèt kouwè yon zèklè piskèt nan ONA Jakmel. Ofis nasyonal asirans, wòl li se kolekte lajan sou tèt chak moun k ap travay nan yon enstitisyon ki pa sou lobedyans leta tankou faktori, mezon komès. Lajan sa yo depoze nan LONA, si yon travayè rive pèdi travay li, se pou l ta gen yon kote pou l al chache yon ti tyotyo. Men, se pasa nou wè. 13 milyon 1.625 000 dola vèt sa a eske se direktè ONA a ki vòlò l ! Nan sans sa a, Opinyon nan vil la pataje. Direktè ki te pase kèk mwa nan prizon sou youn nan gouvèlman ki sòt pase yo pou yon zafè poud blanch pa yon mouton. Kòm tout moun nan vil la konnen, msye te jwenn liberasyon l gras a entèvansyon yon gwo palto ki te voye l monte kòm direktè sikisal Jakmel. Lè msye te rive nan enstitisyon an, te gen anpil pawol komkwa li pat konpetan pou dyob la. Nou gen pou n di tou, anvan li te pase nan tèt ONA, li te sou direktè dwan nan vil la.

An nou tounen sou koze detounman lajan an. Eske se yon sèl moun ki konplis ou byen, tout moun ki te nan bwat la ?

Direktè jeneral ONA a ki te tande tout anplwaye l yo nan Jakmel, eksepsyon fèt pou direktè a ki te gen tan vole gagè, pa kapab di anyen. Menm lajistis rete bouch fèmen. Sepandan, anpil moun nan vil la di « si 3 milyon nan lajan sa a rete an dedan vil la, lòt 10 milyon an li menm pran lòt chimen pou l al bout kay yon gran nèg, yon gwo palto ki te gen dwa lavi ak lanmò sou moun nan vil Jakmel, ki te gen dwa revoke ak ranplase jan l pito.

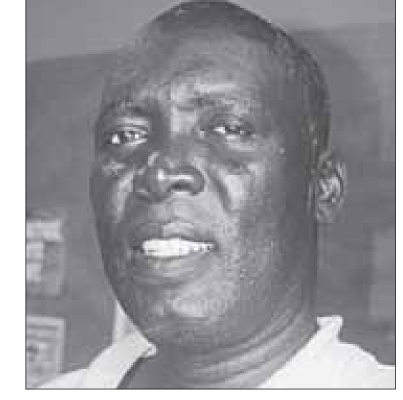
Donk, van an vire, dapre sa moun nan Jakmel kontinye di. Y ap tann zotobre sa a pèdi iminite l pou lajistis mete l anba kòd. Li pap kapab fè yon pa, paske se li ki di ak bouch li, sèl viza ki konte pou li, se sa Jakmel la.

13 milyon sa a pap disparèt konsa. Fòk tout koupab yo parèt devan lajistis dekwa pou yo vonmi lajan yo vòlò a epi jwenn sanksyon yo merite nan prizon pou debon.

Jean Sorel Pompée

KOSIJID denonse zak entimidasyon avoka Duvalier yo

Kolektif Sitwayen pou Jije Duvalier (KOSIJID) kondane epi denonse zak entimidasyon avoka Jean-Claude Duvalier yo tankou : mèt Osner Févry, mèt Reynold Georges ak mèt Alix Jeanty te fè sou 3 reprezantan Amnesty International jedi 22 septanm pase a, nan Otèl Le Plaza, Pòtoprens. Reprezantan Amnesty International yo t ap prezante yon rapò sou vyolasyon dwa moun ak anpil lòt zak kriminèl ki te komèt sou diktati Duvalier yo epi mande lajistis pran tout dispozisyon pou jije Jean Claude Duvalier prese prese.



Raymond Davius

3 avoka Duvalier yo ak kèk patizan rejim nan te debake nan Otèl la twouble prezantasyon rapò a. Raymond Davius ki te sibi 17 arestasyon sou diktati Jean-Claude Duvalier a e ki t ap patisipe nan konferans lan te resevwa anpil presyon ak menas nan bouch Osner Fevry. Kòdonatè KOSIJID la, Raymond Davius, te rele laprès madi 27 septanm nan pou denonse konpòtman avoka Duvalier yo ki pa aksepte jiskaprezan deba kontradiktwa, sou dosye jijman Jean-Claude Duvalier k ap trennen nan tiwa lajistis.

« Kolektif sitwayen pou jije Duvalier ''KOSIJID" ap di w, yon mèt avoka tankou mèt Osner Fevry pa yon senp enbesil, li tou senpleman vle jijman Jean Claude Duvalier a fèt pi vit, li vin fè pwovokasyon piblik, pou l pwouve opinyon nasyonal ak entènasyonal Duvaliériste yo pa chanje, se san yo konn bwè nan sasinen moun, nan touye moun pou pouvwa, nan dechèpiye richès peyi-a. Paske makout yo pa chanje, okontrè, pitit tig se tig, li vin pi move ak akolit li yo.

Kolektif sitwayen pou jije Duvalier ''KOSIJID" ap raple pou popilasyon an demonstrasyon fòs mèt avoka, pastè Osner Fevry te fè jou jedi 22 septanm nan pa ka etone pèsonn. Makout pa janm fè lòt bagay, se akizasyon fantezis, difamasyon, menas, entimidasyon, disparisyon fòse, elatriye.

Kolektif sitwayen pou jije Duvalier ''KOSIJID" ap di mèt avoka, pastè Osner Fevry li pi fasil a pou yon moun fou pou l idantifye yon lòt moun fou parèy li. Paske moun ki malad se li ki konn remèd ; pa vre mèt avoka, pastè Osner Fevry

1-Konbyen peyizan, kiltivatè kap kriye pou mèt avoka, pastè sa a, ki fè jan li konnen pou yo pèdi tè yo.

2-Mèt avoka, pastè Osner Fevry fè dappiyanp sou pati PDCH san l pat janm manm pati sa a ;

3-Pèsònn pap janm bliye eskandal gaz met avoka, pastè Osner Fevry te enplike nan palè nasyonal. Se te manti pastè ?

An tou ka nou pa janm konnen kilè yon moun ap fou, atansyon pa kapon.

Pou tèt sa kolektif la deside :

1- Pote plent kont mèt avoka, pastè Osner Fevry pou agresyon vèbal, enjis piblik grav ak akizasyon fantezis ak difamasyon ;

2- Mande lajistis peyi Dayiti pou l fè prese prese pwosè Jean Claude Duvalier a, bay tout viktim, ki pote plent yo sekirite. San sa, n ap rann gouvènman n responsab sa k pase viktim yo ;

3- Pou lajistis met anba kòd tout avoka makout k ap fè menas ak entimidasyon. Paske makout yo fò nan zafè disparèt moun.

Kolektif sitwayen pou jije duvalier '' KOSIJID" ap di pèp la jistis dwe fèt pou viktim rejim sanginè Duvalier a. Paske touye laverite se touye lajistis e touye lajistis se touye bèl rèv demokrasi a nan peyi Dayiti.

Kilè represyon polisye nan Site Solèy ap fini ?



Site Solèy rete jiskaprezan yon zòn kote moun yo ap viv pi mal pase bèt nan dlo santi, nan labou, nan fatra ak tout lòt pwoblèm yo ki genyen sou latè.

Responsab Komite Kan Tapivè yo ki chita sou wout nèf la, nan Site Solèy, ki genyen 800 fanmi k ap viv ladan l denonse nan yon konferans pou laprès madi 20 septanm 2011 lan, zak represyon viktim tranblemanntè 12 janvye yo ap sibi anba men lapolis yo di k ap chache bandi. Elisma Etzer, ki se prezidan komite a e k ap dirije yon lekòl ki rele « L'Ecole Foyer de Lumière » andedan Kan, ki nan teren « Athlétique d'Haïti II », ki genyen 185 elèv, fè konnen yo pa tande pale nan Tapivè ki se pi gwo Kan andedan komin Site Solèy.

« Tapivè ki pi gwo Kan andedan Site Solèy, kote depi aprè 12 janvye 2010, moun ki abite nan Kan sa a ap pase yon pakèt peripesi. Kote etranje kou Ayisyen frè nou met tèt yo ansanm pou yo fè kapital enterè yo. Sak vin anpire sitiyasyon an, se madi 13 septanm kote lapolis te debake vin kraze zo popilasyon an k ap viv andedan Kan. . Menm tibebe pran chaplèt sou pretèks nou toleran. Mezanmi, sa se yon krim kont limanite, moun anba tant pa ka lite ak nèg ki gen zam.

Se yonn nan rezon ki fè ane sa mwen te ramase 185 timoun, paran yo pa t ka voye yo lekòl, nou degaje nou, achte bwa, konstwi yon tonèl, fè bankèt yon mannyè pou anpeche delenkans sosyal nan Site a. Malgre tout demach nou fè pou n te ka mete inifòm sou timoun yo, jwenn tant ki pi solid ak ban, mwayen pou peye pwofesè yo, bò kote OIM, Medsen dimonn Canada, AVSI, TOO All Nation, MSF ti mari pa t monte timari pa t desann.

Konnye a sa mwen remake, se ta kòmanse bati prizon, paske yo pi fasil depanse pou fè mal pase yo fòme moun. Se latrin yo t ap netwaye nan Kan mwen fè pwofesè ba yo travay, malgre genyen ki te twouve m te byen frekan yon manyè pou m te ka bouke ale lekòl la. Ane sa a paran yo ap plede mande m kisa k ap fèt. Mwen di yo al priye Bondye, paske se li ki ka fè tout bagay, yon manyè pou m pa dekouraje yo paske m pa wè ni anwo ni anba. M ap mande prezidan peyi a, Joseph Michel Martelly, pou l pran responsabilite l paske moun Site Solèy se moun menm jan ak tout moun. »

Yon lòt kote mèkredi 21 septanm lan bandi ame touye Felix Genelus, yon anplwaye k ap travay depi 25 lane nan Sant Sante CHAPI ki chita nan katye Bouklin e tout moun nan Site a rekonèt li e apresye. Lanmò Felix te leve plim sou do popilasyon an nan Site a.

Suite à la page (14)

Violences et insécurité dans le bas Artibonite



Le secrétaire exécutif, de la Plate-Forme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH) Antonal Mortimé

Par Pierre Junior Dessalines

La Plate-Forme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH) attire l'attention des autorités haïtiennes sur des actes de violences et des cas d'insécurité enregistrés depuis le début du mois d'Aout 2011, dans les différentes communes du bas du département de l'Artibonite. Dans une note datée du 20 septembre 2011, signée par son secrétaire exécutif, Antonal Mortimé, la Plate-Forme des droits humains a fait savoir que la population du bas Artibonite a fait face ces derniers jours à de nombreux actes arbitraires : « abus d'autorité, répressions policières, violation quasi systématique du droit à la vie et autres actes de violences orchestrés par des bandits non identifiés, qui sèment la panique devant la passivité et l'impuissance des autorités locales et les représentants de l'Etat central. » lit-on dans cette note.

La note indique que plusieurs cas ont été enregistrés dans des communes telles que : Saint-Marc, Desdunes, L'Estère t Pont-Sondé, Petite-Rivière de l'Artibonite entre autres. A Saint-Marc, le 10 Aout 2011, trois bandits non identifiés, circulant à bord d'une moto, ont tué un commerçant connu sous le nom de Blanc, au centre-ville, vers 3h PM. Les bandits sont partis avec de l'argent de la victime. Le 23 Août, Orlando Prophète, âgé de 23 ans a été sauvagement abattu par balles d'un policier de l'Unité Départementale de maintien de l'Ordre (UDMO) répondant au nom de Roosevelt Désiré. A l'hôpital de Saint-Nicolas de Saint-Marc les femmes enceintes et souffrantes ont été méprisées par des infirmières qui exigent des pots-de-vin avant de prodiguer des soins que leur cas nécessite, en dépit de leur gravité manifeste.

Par ailleurs, le vendredi 16 septembre, la ville de Saint-Marc s'était vue barricadée particulièrement au niveau de Portail guêpe, sur la route nationale #1. Les habitants ont bloqué la route, à l'entrée et sortie Nord de la ville pour protester, disaient-ils contre le

Suite à la page (15)

Minustah, un handicap pour l'image d'Haïti

Par Catherine Charlemagne

Dans quelques jours arrivera la fin du mandat de la Minustah (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti). Elle sera une nouvelle fois renouvelée. Sa modalité, son mode de fonctionnement et ses effectifs demeureront inchangés. Cette mission dans ce pays est là pour durer. Combien de temps ? Vingt, trente, cinquante, mille ans. Personne n'en sait rien. Et pour cause, personne ne décide de rien. Ou du moins au niveau où des personnes ont le pouvoir de décider en Haïti pour les Haïtiens. Cela n'existe pas encore. Ni hier, ni aujourd'hui ni certainement pas demain. Bref, la force d'occupation militaro-policière, présente sur le sol de l'ancienne armée indigène d'Haïti, celle qui nous a donné l'indépendance, n'a pas à s'inquiéter pour son départ dans l'immédiat.

Elle peut continuer à violer. Cambrioler. Apporter des maladies de toute sorte. Assassiner et torturer sans

Suite à la page (15)



Jusqu'à son départ de la présidence, René Préval ne fera rien qui laisse supposer que la soldatesque de l'ONU avait dépassé les limites de sa mission supposée

Résolution soutenant la demande du départ immédiat et sans condition de la MINUSTAH

L'Association Internationale des Juristes Démocrates (AIJD) a été saisie des exactions commises en Haïti par la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) notamment des massacres dans des quartiers populaires, la pendaison d'un jeune homme de 17 ans, des actes de pédophilie, des violences sexuelles sur des femmes et filles etc... La MINUSTAH est également responsable de l'épidémie de Choléra apportée par les soldats népalais qui a déjà causé la mort de plus de 6000 haïtiens et contaminée plus de 400.000 haïtiens et l'épidémie continue de faire rage dans le pays.

De façon générale, la MINUSTAH fait régner en Haïti un climat d'autoritarisme et d'insécurité constituant une atteinte grave à la souveraineté du peuple haïtien.

Or, la présence de la MINUSTAH est injustifiable juridiquement. Le seul motif qui peut justifier la constitution d'une mission d'intervention militaire en vertu du chapitre 7 de la Charte des Nations Unies (ONU) est le pouvoir que celle-ci confère au Conseil de Sécurité dans les strictes limites du maintien ou de rétablissement de la Paix dans les relations internationales.

Or, à aucun moment, Haïti n'a été en guerre avec aucun autre Etat. Il n'y avait donc aucune matière juridique à application du chapitre 7.

Le fait qu'un Premier Ministre de facto en ait donné l'autorisation en 2004 ne saurait en couvrir l'illégalité absolue. Le chapitre 7 ne donnant au Conseil de Sécurité aucune compétence pour intervenir dans des affaires intérieures au mépris de l'article 2.7 de la Charte même avec l'autorisation du Chef de Gouvernement.

En conséquence, le respect de la légalité internationale impose le départ immédiat de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti MINUSTAH et l'indemnisation totale et solidaire des dommages causés par cette occupation illégale par tous ceux qui y ont concouru.

Le Bureau de l'Association Internationale des Juristes Démocrates (AIJD) réuni à Costa Rica du 24 au 25 Septembre 2011 soutient les organisations du mouvement social haïtien regroupées dans le Collectif de mobilisation pour dédommager les victimes de choléra demandant et exigeant le départ immédiat et sans condition de la MUNISTAH du territoire haïtien.

AIJD, Association Internationale des Juristes Démocrates, est une organisation non gouvernementale (O.N.G.) avec le statut consultatif à l'ECOSOC, à l'UNICEF et à l'UNESCO. Me Mario JOSEPH est membre du bureau de l'AIJD.

Comment l'extrême droite est revenue à la tête de l'Etat haïtien

Par Elsie Haas *

Je lisais cet article *« Equateur Correa déclare la guerre à la presse de droite »* (Voir page 13) sur la bataille de Correa contre les médias dominants qui appartiennent aux hommes d›affaires réactionnaires, pro-putschistes, adeptes du désordre qui autorise les pires crapuleries.

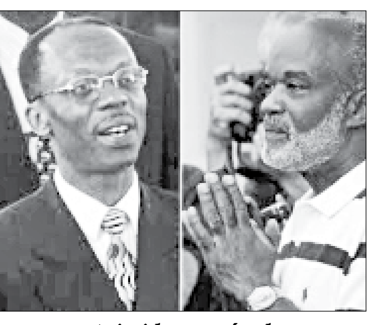
Comme en Haïti. Par contre, en Haïti, les Présidents Aristide ou Préval contre lesquels la presse dominante s›est acharnée, -moins contre Préval à partir du moment où il avait autorisé la Minustah à accomplir ces raids meurtriers contre les pauvres de Cité Soleil- n›ont jamais osé répliquer, tout simplement en portant l›affaire devant les tribunaux

Tous les deux ont eu peur d›être traités de fascistes, d›être assimilés à la dictature duvaliériste où n›existait pas la liberté de la presse. Ce qui est du domaine du tragi-comique quand on sait que c›est précisément l›extrême droite qui organisait ces coups pour déstabiliser le régime constitutionnel- au nom de la démocratie.

Encore une fois, ils sont tombés-du moins Aristide- dans le piège tendu par l›extrême droite qui d›une part, à coups de provocations et de mensonges a voulu les acculer à la faute, et d›autre part a organisé des «false flags», comme celui de la destruction des émetteurs de Boutilliers commis par Guy Philippe, imputée aux «chimères» lavalassiennes..

C›est précisément cette absence de culture de la justice en Haïti qui a permis le retour des morts vivants de l›extrême droite en Haïti. A l›inverse de ce qui se passe chez le voisin de la RD. A la demande d›un lecteur: « un buste mais pas une bibliothèque » (Voir page 14)

Aujourd›hui, Aristide à partir des déclarations de Guy Philippe pourrait porter plainte contre diffamation. Mais il ne le fera pas. Pour la simple raison que les mêmes juges qui sont incapables de juger Duvalier qui sont par ailleurs capables de relaxer Chamblain, ou bien de juger que Boulos, nonobstant le fait qu›il soit de nationalité étatsunienne peut être sénateur, ces juges-là, étant comme la presse dominante aux mains de l›extrême droite, n›accepteraient jamais de prendre en considération une quelconque plainte d›Aristide.



Aristide et Préval

D›ailleurs, ces juges auraient trop peur d›être «volatilisés», «disparus», foudroyés par une crise cardiaque ou bien de se suicider sur leur balcon, en short, un livre à la main comme le général brésilien ou en étant forcés d›ingurgiter de l›acide de batterie.

Tout le monde connaît les méthodes des grenn-nanbounda et des macouto/militaro/duvaliéristes. C›est une histoire longue, tragique et bien documentée dont les acteurs et complices se trouvent aujourd›hui au sommet de l›Etat.

Néanmoins, les parents des personnes tuées au cours de cette action de sabotage des émetteurs de Boutilliers pourraient porter plainte devant le tribunal international contre les auteurs de ce crime qui n›ont aucun scrupule d›en faire l›aveu publiquement.

Tout comme les victimes françaises de l›attentat de Karachi l›ont fait.

L›extrême droite a pu revenir à la tête de l›Etat haïtien à la faveur de la propagande mensongère des média, du soutien de la «communauté internationale» de la complicité des zentellectuels affidés primés/surprimés/comprimés/déprimés et des coups de force des mercenaires financés par les commerçants.

C›est exactement le sort funeste que Correa veut éviter à son pays et à la population de l›Equateur.

Quel est le pays au monde, en 2011, qui voudrait faire le choix comme Haïti

du retour au totalitarisme ?

NDLR. * **Elsie Hass** : réalisatrice, artiste peintre, journaliste, humaniste.

Commemoration of the Assassination of EMPEROR JEAN-JACQUES DESSALINES



The Bicentennial of Haitian Independence Memorial Plaza
In Roger Williams Park, Providence, Rhode Island

Jean-Jacques Dessalines (September 20, 1758- October 17, 1806) was a leader of the Haitian Revolution and the first ruler of an independent Haiti (1804-1806). He is regarded as Haiti's founding father.

We will honor the spirit and great contribution of Jean-Jacques Dessalines in an event on Sunday, October 16, 2011 from 10:30 am until 12:10pm at the Wyndham Garden Hotel, located at 220 India Street in Providence, Rhode Island.

It will be followed by a ceremony at Roger Williams Park in Providence to lay a commemorative wreath at the Haitian Memorial Plaza, from 12:30 pm to 1:00 pm.

We invite you to join several Haitian community leaders to commemorate the 205th anniversary of the Dessalines' death and to continue to celebrate our history and foster appreciation of our heritage in our young people.

Phone (508) 840 6300
E-mail: rdazulme@yahoo.com

Réouverture de l'Université de la Fondation Aristide

Par Lucien Thomas



Le bâtiment principal de l'UNIFA (Le Nouvelliste)

Après plus de sept (7) ans de fermeture forcée de l'Université de la Fondation Aristide (UNIFA), suite au coup d'Etat-kidnapping des forces réactionnaires d'ici et d'ailleurs, le 29 février 2004 contre le président Jean Bertrand Aristide constitutionnellement élu par majorité écrasante, les activités académiques de l'Université ont été reprises le mardi 27 septembre 2011 avec la réouverture de la Faculté de médecine. Sur concours, 126 postulants ont été admis sur les 1000 inscrits à la faculté de médecine de l'UNIFA. Le docteur Ginette Rivière Lubin, la présidente de l'Association médicale Haïtienne a été nommée doyenne de ladite faculté. Les cours seront dispensés par des professeurs chevronnés haïtiens et cubains. Au départ, les étudiants suivront des cours intensifs d'espagnol.

De son côté, le médecin-anthropologue, Paul Farmer a donné sa contribution significative pour favoriser la réouverture de la faculté de médecine. Et, de même, il offrira aux étudiants en médecine la possibilité de faire leurs pratiques à l'hôpital Zanmi Lasante, situé à Mirebalais, dans le département du Centre du pays. Le Dr. Paul Farmer est un professeur à Harvard University aux Etats-Unis, responsable du département de médecine globale et sociale de cette université de renommée mondiale. Il s'est également engagé à favoriser les relations institutionnelles entre l'Université du Cambridge (MA) et l'Université de la Fondation du docteur Aristide.

L'UNIFA était fondée en 2001 par l'ex-président Jean Bertrand Aristide. Cette même année, elle avait reçu son premier groupe d'étudiants en médecine, dirigée par le Dr. Yves Polynice qui avait alors laissé toutes ses activités en Allemagne pour se mettre au service de la population haïtienne.

L›Université de la Fondation Aristide (UNIFA) est une institution à but non lucratif. Elle fait partie des œuvres de la Fondation dénommée Fondation Aristide pour la démocratie dont le fondateur, le Dr Jean Bertrand Aristide a donné naissance le 8 Mars 1996 ; gigantesque entreprise humaine dont l'objectif stratégique fondamental est de faire participer Haïti à l'enrichissement de la connaissance universelle. Ainsi, l›UNIFA est la dernière en date des institutions sœurs créées par la Fondation Aristide. Fondée le 14 février 2001 et reconnue légalement par le Ministère de l›Education Nationale, elle est sans affi-



L'ex-président Jean-Bertrand Aristide

liation politique et idéologique. Elle vise la recherche de la vérité scientifique et la promotion de l'humain.

Sur le plan académique, l›UNIFA est organisée en facultés et départements. Les Sciences de la Santé, du Droit, de l'Education, de la communication, de la Gestion et de l'Environnement font partie des premiers domaines d'intervention, envisagés par l›UNIFA. La faculté des Sciences de la Santé, dont l'Ecole de Médecine, en est la première entité fonctionnelle. D'autres facultés pourront au besoin être créées, telles : la Pharmacie, la Médecine buccodentaire, la Stomatologie, les Sciences biomédicales et paramédicales, une Ecole d›infirmières ainsi qu'un Institut d'Education physique et de réadaptation.

En 2004, après le coup d'Etat-kidnapping contre le président Jean Bertrand Aristide, l'UNIFA était contrainte de fermer ses portes. Les étudiants en avaient pratiquement été chassés pour faire place à des contingents de soldats des forces d'occupation de l'ONU. Les étudiants en médecine étaient finalement accueillis à Cuba pour y poursuivre leurs études. Alors, les études firent place à la force militaire brute. Après une longue lutte, ces soldats de la Minustah se sont vus dans l'obligation de vider les lieux 4 ans plus tard, en 2008. Des cours d'informatique et d'espagnol ont été prodigués par des professeurs cubains aux 200 étudiants haïtiens.

Au cours de ce mois de septembre, l'ancien sénateur de la république, Louis Gérald Gilles a informé l'Associated Press (AP) que le docteur Jean Bertrand Aristide devrait faire sa première apparition en public le mois prochain. Selon Gilles, l'ex-président Aristide aurait prévu d'assister en Octobre prochain à une cérémonie inaugurale de l'Université de la Fondation Aristide et il prononcera un discours sur l'éducation. Mais, selon une source sûre, le docteur Aristide a démenti cette information qu'il a qualifiée de « rumeur ».

L'opération « Deboulonnen MINUSTAH-Choléra-Kadejakè » se poursuit



Sur la banderole, on pouvait lire : « Aba Minustah ak CIRH ! Jistis ap Reparasyon pou tout viktim Kolera yo !

Par Thomas Péralte

Le Collectif Mobilisation pour dédommager les victimes du Choléra en Haïti a organisé sa deuxième manifestation, le vendredi 23 septembre 2011 pour exiger le départ immédiat et inconditionnel des forces d'occupations l'ONU, présentes dans le pays depuis juin 2004, sous le label de la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Les protestataires réclament également justice et réparation pour toutes les victimes de l'épidémie de Choléra importée en Haïti par les soldats de l'ONU en Octobre 2010, les victimes de violations des droits humains, les victimes d'agression sexuelle des soldats de la Minustah.

Pour une deuxième fois des centaines de manifestants venus de divers secteurs de la vie nationale se sont rassemblées dans le quartier populaire de Fort-National, à Port-au-Prince. Il était environ 10h AM, quand le mot d'ordre du départ a été lancé. Les manifestants chantant l'hymne national, regroupés derrière la banderole, sur laquelle on pouvait lire : « *Aba Minustah ak CIRH ! Jistis ap Reparasyon pou tout viktim Kolera yo* ! » Et pancartes en mains, les manifestants déterminés à mettre la Minustah dehors dans le pays, accompagnés des journalistes étrangers et locaux, encadrés par la Police Nationale d'Haïti (PNH) ont fait le tour du Fort-National avant d'emprunter le parcours défini initialement par les organisateurs. Ils sont descendus par l'avenue Pourpelard, en montant par Lalue, ont tourné sur la rue Martin Luther King, longé l'avenue Lamartinière (Bois Verna), faisant escale devant les locaux du ministère des Affaires étrangères pour délivrer un premier message aux autorités haïtiennes.

Les manifestants infatigables et déterminés tenant le bicolore haïtien poursuivirent leurs parcours sur la rue Magny, la rue Capois, la rue Saint-Honoré avant de mettre fin à ce mouvement de protestation contre l'occupation étrangère devant les locaux de l'Ecole Normale Supérieure, à la rue Mgr. Guilloux, en face de l'entrée Sud du palais national. Malgré les barrages imposés tout autour du palais, particulièrement à l'entrée de la rue Mgr. Guilloux, et de plus barricadée par de agents de CIMO, les manifestants, sans hésiter ont hâtivement franchi les obstacles pour parvenir à leur destination. La manifestation pacifique s'est bel et bien terminée sans aucun incident.

Tout au cours du parcours, on lisait sur les pancartes : « MINUSTAH = Choléra ! MINUSTAH= *Kadejak* (Violence et/ou agression sexuelle) ! *MINUSTAH ak Kolera se Marasa* ! CIRH= Occupation ! Martelly = Occupation ! Bill Clinton= occupation ! Garry Conille=occupation ! ONU=Occupation ! NON à CIRH ! NON à Occupation ! Brésil + Chili = Occupation … »

Les manifestants de leur côté ont déclaré que : « La Minustah est intolérable, insupportable et indésirable en Haïti. Depuis l'arrivée de la Minustah dans le pays, aucune bonne élection n'a été organisée. Les droits de l'homme sont bafoués et la drogue continue de circuler beaucoup plus dans le pays. Le pays en a assez des forces de l'ONU, elles tuent des gens des quartiers pauvres, elles commettent des actes de violences sexuelles sur les jeunes haïtiens des deux sexes. » Les manifestants criaient haut et fort « Liberté ou La mort ! La Minustah doit partir ! Les Haïtiens ne veulent pas que le mandat de la Minustah soit renouvelé. Votre mission a pris fin. » Et d'autres chantent : « *Ayisyen pap renouvle kontra a ankò. O O Minustah kontra w fini ! O O Minustah kontra w fini…* ! »

Les manifestants s'en prirent également à Bill Clinton qui se comporte comme un proconsul, en président de doublure de Martelly. Ils ont demandé d'écarter l'ex-président étasunien, Bill Clinton dans les affaires internes du pays. Bill Clinton est un nouveau pion de l'impérialisme. Les manifestants ont réaffirmé leur détermination de mener la lutte jusqu'au départ définitif des forces d'occupations de l'ONU.

Suite au mouvement de protestation du mercredi 14 septembre dernier, le Sénat de la République a adopté à l'unanimité une résolution le mardi 20 septembre réclamant le départ de la Minustah au plus tard le 15 Octobre 2012. Selon l'un des sénateurs, la résolution reflète l'opinion de la société haïtienne. Contrairement à la résolution du Sénat, l'opinion nationale exige le départ immédiat ou dans les 90 jours au plus tard, et le Sénat le demande une année plus tard, c'est-à-dire en Octobre 2012. La résolution du Sénat haïtien ne reflète pas tout à fait l'opinion générale du peuple haïtien.

Alors que le peuple haïtien à maintes reprises est descendu dans les rues, tant à Port-au-Prince que dans des villes de province pour exiger le retrait immédiat de la Minustah, le président Michel Martelly a déclaré à un journaliste de New York Times, aux Etats-Unis : « Je ne penserais même pas à cette réduction. Haïti a besoin maintenant du support de la Minustah. Haïti est encore instable. Ce sont ceux qui font de la politique qui demandent le départ de la Minustah, parce qu'ils veulent créer de l'instabilité. La Minustah pourra partir quand il y aura une alternative. »

Et pourtant les pays du Sud de l'Amérique ont déjà débattu en Uruguay au début du mois de Septembre en dehors de Martelly sur la réduction des troupes l'ONU. Le Brésil a proposé une réduction de 15% de sa composante et cette proposition a été adoptée.

Quelle image d'instabilité d'Haïti le président Martelly est-il allé vendre à l'extérieur ? Il dit que ceux qui réclament le retrait de la Minustah veulent créer de l'instabilité dans le pays. Alors, du fait qu'on exige le départ de la Minustah, on veut pour autant créer l'instabilité. Voyons président Martelly. Vous semblez oublier que vous avez participé à la déstabilisation du pays lors des deux derniers coups d'Etat 1991 et 2004.

President Michel Martelly's Visit to New York

By Kim Ives

Proclaiming "*I am the leader now,*" Haitian President Michel Martelly tried to sell his "*vision*" for Haiti last week in New York, where he, like many heads of state, had come principally to address the 66th opening session of the United Nations General Assembly.

In addition, Martelly attended the annual meeting of the Clinton Global Initiative, was interviewed by CNN, and addressed a rally of Haitians at York College in Queens, NY.

Haitians greeted his presence at the UN with demonstrations on Sep. 19 and Sep. 23 to demand the withdrawal of the UN Stabilization Mission for Haiti (MINUSTAH), under which over 12,000 UN troops are deployed in Haiti. The mission's mandate expires on Oct. 15, but the UN Security Council is expected to renew it in the next two weeks.

MINUSTAH is deeply and widely unpopular in Haiti, but, despite vocal demonstrations against it in New York and Port-au-Prince in recent weeks, Martelly defended keeping the force. "*Haiti needs the support of MINUSTAH right now,*" he said in an interview with reporters at his hotel, the *New York Times* reported, because "*there is still instability.*"

In the face of a firestorm of protest provoked by a recently-divulged video of five Uruguayan UN soldiers apparently sexually assaulting an 18-year-old man in Port Salut last July, UN officials have proposed scaling back the force to about 9,000, its strength prior to the Jan. 12, 2010 earthquake.

But Martelly said he "*would not even think of reducing*" the troops, perhaps overplaying his role in an annual charade where, as the mandate's expiration nears, the Haitian government "*invites*" the MINUSTAH to remain in Haiti, a deployment which violates the Haitian Constitution and the UN Charter. As secret U.S. Embassy cables obtained by the media organization WikiLeaks have shown, the UN's leadership, in concert with Washington and Paris, really decide on whether and in what strength to deploy MINUSTAH, the UN's third largest "*peacekeeping*" mission (see *Haïti Liberté,* Vol. 5, No. 10, 9/21/2011).

In his speech to the General Assembly on Sep. 23, Martelly minimized the recent violent Uruguayan episode and other alleged assaults as merely "*unacceptable blunders*" which "*have stained the prestige of the Mission, but we should not lose the forest for the trees.*"

Nowhere in his speech did Martelly raise the fact that UN troops brought cholera to Haiti a year ago, unleashing an epidemic which has now killed 6,200 people and infected over 400,000.

In his continuing attempt to use the MINUSTAH's eventual withdrawal as an excuse to reactivate the Haitian Army, which was disbanded 16 years ago, Martelly argued in his GA speech that "*nothing would be more irresponsible and dangerous than letting [MINUSTAH] leave without an effective national alternative.*"

The Haitian Army, set up as a surrogate force by U.S. Marines leaving after their first military occupation of Haiti (1915-1934), became world-infamous as a corrupt, coup-making, budget-draining force. Most Haitians were happy to see it demobilized in 1995 by former president Jean-Bertrand Aristide (whom Haitian soldiers overthrew in 1991) and would like it to stay that way. Even the *New York Times*, in a Sep. 19 editorial, complained that "*Post-quake plans to hire and train thousands of new [police] officers are behind schedule*" but that Martelly "*appears more interested in building up an army — something Haiti does not need.*"

Time Magazine's Tim Padgett echoed this position, writing on Sep. 27 that "*many hope [Martelly] realizes*



President Michel Martelly speaking at York College in Queens on Sep. 22: "I am the leader now."

... that an army is the last thing Haiti needs."

(As we go to press on Sep. 27, the Associated Press reports that "*Haiti's president is moving forward with a controversial campaign pledge to restore the country's disbanded military with an initial force of 3,500 soldiers,*" according to a leaked official internal document it obtained.)

Martelly also pushed for a return of the Army in his rally at York College, but the event was a dud. The 1,500 seat auditorium was barely half-full, a striking contrast to the overflow crowd that greeted former President René Préval in the same auditorium five years earlier.

As Martelly and some members of the 28-member delegation he brought (at great expense) to New York took the stage, the audience sometimes fell silent, prompting the emcee to shout "*Keep it warm! Keep it warm!*" in an attempt to generate applause.

Even this largely pro-Martelly crowd may have been taken aback to see how many of the President's "*team*" were well-known partisans of the Duvalier dictatorship (1957-1986), including "*political advisor*" Daniel Supplice, "*legal advisor*" Grégory Mayard-Paul, and "*health advisor*" Dr. Pierre Pompée. There was also the uncomfortably grinning presence of Stanley Lucas, a former agent of the National Endowment for Democracy's International Republican Institute (IRI), who played a leading role in the 2004 coup d'état against Aristide and whose precise advisorial role Martelly chose not to announce.

Martelly betrayed a bit of a chip on his shoulder when he declared early on to the audience that "*I am the leader now, and I must take the right decisions.*" This may come from the fact that he has come to power in a patently flawed elections with a very weak mandate of less than 17% of the electorate. (In his UN speech, Martelly also attempted to self-aggrandize and obfuscate his weak mandate when he declared that Haitians need "*change, change in their mentality, in their political, economic and social conduct*" and that "*an entire people were convinced that I was elected with a very definite mandate: **to bring about this change.***" (Martelly's emphasis)

At another point in his York address, Martelly said "*I didn't come to boost my popularity. I was already popular.*"

His chest-beating began to take a decidedly threatening timbre when he said "*there are many people that thought I came to continue the same anarchy that was there. Well, those people will be surprised! I have come to change Haiti!*"

He also warned that "*there are Haitians, because they lost power, or because the anarchy was good for them and they have a whole system in their hand, they are still talking stupidities. All those people will be surprised... So the question of coming and doing whatever you want in the country, that is over!*"

Despite all his bluster, Martelly intimated that he felt misunderstood by the Haitian people. "*Sometimes – I don't like to say this – but sometimes I have the impression that I find more support abroad, as if people there understand what I've come to do, something new.*"

But the program Martelly has come with is not new. It is almost a duplicate of the failed development strategy laid out by dictator Jean-Claude Duvalier three decades ago and by President René Préval over the last five years. It consists of "*creating jobs*" by attracting foreign sweatshop investors with Haiti's cheap labor (now $5 a day), tourism and handicrafts.

Martelly repeated several times his claim that by (irregularly, and perhaps illegally) taxing all international phone calls to Haiti five cents, and every $100 money transfer for $1.50, that he will be able to send 772,000 kids to school this year for free. (Martelly said his "*economic advisor,*" telcom magnate Laurent Lamothe, devised and supervises this "education" fund.)

Even offering free education – the center-piece of his program – is not new. President Aristide heavily subsidized education during his coup-truncated administrations, as did Préval, to a lesser extent. Aristide also built more schools in Haiti during his time in office than the previous total built in all of Haitian history. And yet Martelly applauded the overthrow of that "*education president.*"

(On Sep. 26, without fanfare, Aristide re-opened his medical school which was closed down by U.S. troops occupying Haiti in 2004 after his Washington-backed ouster. It has 126 Haitian students and mostly Cuban doctors as teachers.)

Martelly is cutting himself plenty of slack for the success of his education program. "*I say that education is a beautiful thing, but the results will come in 15 or 20 years,*" he said.

In short, Martelly's overriding goal is to "*rebrand Haiti,*" as he calls it. He said he wants to "*motivate Haitians, rebuild their confidence, have them know that Haiti is not just 'cholera,' not just 'boat people,' not just 'poverty,'... And there are some people who live off these bad images, who make this propaganda, who present Haiti only as a poverty country, cholera country, boat people country.*"

In short, like many privileged Haitian-Americans, Martelly wants to remove the perceived stigma that Haiti's poverty generates. But he did not target the other stigmas, like that of Haiti's tiny "Morally Repugnant Elite," which owns 90% of Haiti's resources, or the former death-squad leaders and soldiers who are among his most zealous supporters.

On Sep. 22, the day of the York address, Duvalierist hooligans broke up a press conference by Amnesty International in Port-au-Prince calling on Haitian authorities to try former dictator Jean-Claude Duvalier, who has still not been charged eight months after arriving in Haiti last January.

"*I intend not to interfere with what the judiciary system has to do,*" Martelly told CNN. "*I will give them the free latitude to take the right decision. But I will even avoid giving my opinion on that matter.*"

But after packing his "*team*" with Duvalierist "*advisors*" (including Jean-Claude's son, Nicolas Duvalier), Martelly leaves little doubt about his position. And when he pledged at York to stop the "*disorder*" in Haiti, he was not talking about the disruption of Amnesty International's press conference earlier that day. He was referring to the demonstrations of Haiti's masses calling for Duvalier's judgement and MINUSTAH's withdrawal.

Although Martelly asked Haitians to "*unite behind my vision,*" his New York trip did little to reinforce his flagging popularity. In fact, many of declarations had an ominous tone. He said that "*as President, you have to be ready to take big decisions. And this, no matter what the cost. No matter what the cost.*"

What Paul Farmer Neglected to Mention in Montreal



A recent Montreal conference, in which Dr. Paul Farmer (above) participated, "was a major disappointment" for the author

By Darren Ell

On Sep. 22, 2011, Dr. Paul Farmer, UN Deputy Special Envoy to Haiti and founder of Partners in Health global health agency, along with Régine Chassagne of the Montreal musical group, Arcade Fire, and Madeleine Féquière, a director of Domtar corporation addressed over 300 people at Concordia University's DB Clarke Theatre. All three of the speakers are involved with KANPE, a charity that is rebuilding the village of Thomonde in Haiti.

Entitled "*Up Close and Personal: A Panel Discussion on Engagement in Haiti,*" the event was a major disappointment for anyone hoping to learn something, in fact anything, about Haiti. During the first 15 minutes of the 75-minute event, the audience heard the moderator, along with special guest, author Tracy Kidder, praise Dr. Farmer. The following 15 minutes consisted of the three panel members discussing how they met each other. The final 45 minutes was peppered with humor and consisted of personal anecdotes, and some discussion of the work of KANPE and Partners in Health. The tone was set in Dr. Farmer's response to the first question: "*How is Haiti doing?*" He responded by comparing Haiti to a hospital patient in critical care. No details, just an analogy.

The only substantive discussion came when panelists described how KANPE hoped to coordinate NGOs in Haiti to work together on "*poverty reduction.*" This objective was inspired in reaction to the catastrophic post-earthquake relief effort, a consequence of Haiti's social services being run by an estimated 10, 000 NGOs and charities operating independently of each other. The event ended 15 minutes early with no question period.

For me, this was a major disappointment, in particular as concerns Paul Farmer. His work with Partners in Health and especially his book, *The Uses of Haiti*, was instrumental in motivating me to work for change in Haiti. Three hundred people sitting together in Montreal to learn about Haiti is, unfortunately, a not frequent-enough occurrence, particularly in the presence of one of the world's foremost experts on Haiti's history. The theme of the event, "*Engagement in Haiti,*" was vague, but the only conclusion that audience members could draw was that one should "*engage*" by supporting KANPE.

For Dr. Farmer to discuss "*poverty reduction*" or encourage support for a charity in Haiti without explaining the wider context of the crisis in Haiti is a missed opportunity, particularly in Montreal. Montreal is home to many of the organizations and politicians who between 2000 and 2004 contributed to the overthrow of the democratic government in Haiti, which ushered in a terrible period of violence and stagnation in the country. There were only a small number of avid Haiti watchers in the crowd, so most audience members surely knew nothing of Canada's involvement in the 2004 coup d'état.

Furthermore, to discuss charity or NGO work without at least mentioning the debilitating effect of these organizations on the Haitian government does a disservice to an uninformed public. In my 2008 interview with former Aristide cabinet member Patrick Elie, he stated that charities and NGOs were being used to "*remove all the flesh from the state [of Haiti].*" In terms of their impact on Haitian sovereignty, he added: "*Unless we react to this invasion, it could be the thing that finally vanquishes us.*"

There were other issues that should have been raised, or at least mentioned. For example:

(1) The head of the Interim Haitian Reconstruction Commission and UN Envoy to Haiti (to whom Dr. Farmer is the assistant) is former U.S. President Bill Clinton. While the U.S. president, Clinton imposed on Haiti what its people call an economic "*death plan.*" U.S. agricultural policies, among others, drove hundreds of thousands of peasants off their land into the misery of the slums of Port au Prince and other cities. Many of these internal refugees would die or lose their homes in the January 2010 earthquake.

(2) The post-earthquake economic model for Haiti being promoted by, among others, Bill Clinton is another imposed "death plan," ignoring development of agricultural production, which is unarguably the economic foundation for a sovereign Haiti. A grand total of 0.3% of reconstruction money has been allotted for agricultural development, while Haitians have called for agriculture to be the top priority in reconstruction. How many NGOs will be required to achieve "*poverty reduction*" under such a plan?

(3) The country is being "*governed*" by a dysfunctional presidency, brought to power through an illegal and exclusionary election process supported by the U.S., France and Canada and propped up by an international military force, MINUSTAH, which enjoys immunity for crimes such as introducing cholera to Haiti (which has killed over 6,000), sexual assault, and excessive force that has resulted in the deaths of dozens of innocent Haitians. As the fraudulent election process was underway in 2010, Brian Concannon of the Institute for Justice and Democracy in Haiti warned that supporting such an illegitimate process would lead Haiti into five more dark years.

(4) Thousands of earthquake victims have been violently expelled from tent cities, while hundreds of thousands more continue to languish in unsanitary and dangerous conditions.

The majority of Canadians are in the dark as to why Haiti moves from one terrible crisis to another. It is only through an accurate understanding of history that they will be able to imagine doing anything else other than throwing money at charities or NGOs. Why did Paul Farmer not use this opportunity in Montreal to help them?

Darren Ell is a photographer and longtime Haiti solidarity activist in Montreal.

DISCOURS DU IRANIEN AHMAD

Voici le discours du président de la République Islamique d'Iran Mahmoud Ahmadinejad à la 66ème session de l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 22 septembre 2011, qualifié de «diatribe contre les occidentaux» par les médias et qui a provoqué la colère des diplomates occidentaux qui ont quitté la salle en guise de protestation.

Au nom de Dieu, le Compatissant, le Miséricordieux,« Loué soit Allah, le Seigneur de l'Univers, paix et bénédiction soient sur notre Maître et Prophète, Mahomet, sa pure demeure, ses nobles Compagnons et tous ses divins messagers »

« Ô Dieu, hâte l'arrivée de l'imam Al-Mahdi et accorde lui une bonne santé ainsi que la victoire et fais de nous ses disciples et ceux qui témoignent de sa justesse »

M. le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je suis reconnaissant au tout-puissant Allah qui m'a accordé, une fois de plus, l'opportunité de paraître devant cette assemblée mondiale. J'ai le plaisir d'exprimer mes sincères remerciements à H.E. Joseph Deiss, président de la 65ème session pour ses énormes efforts durant sa tenue. Je voudrais également féliciter H.E Nassir Abdulaziz Al-Nasser pour son élection en tant que président de cette 66ème session de l'assemblée générale et je lui souhaite le succès.

Permettez-moi de profiter de ce moment pour rendre hommage à tous ceux qui ont perdu la vie cette année, particulièrement aux victimes de la tragique famine en Somalie et de la dévastatrice épidémie au Pakistan et spécialement du tremblement de terre et les explosions suivantes dans les centrales nucléaires au Japon.

J'exhorte chacun à intensifier son assistance et son aide aux populations touchées dans ces pays.

Les années passées, j'ai parlé de différents problèmes mondiaux, et le besoin d'introduire des changements fondamentaux dans l'ordre international actuel.

Aujourd'hui, tenant compte des évolutions internationales, j'essaierai d'analyser la situation actuelle d'un angle différent.

Comme vous le savez tous, la domination et la supériorité des êtres humains sur les créatures se trouvent dans la nature même et la réalité de l'humanité, qui est un don divin et une manifestation de l'esprit divin comprenant : la foi en Dieu, qui est l'éternel créateur et architecte de l'univers ; montrer de la compassion envers les autres, la générosité, la recherche de la justice, faire valoir l'intégrité dans les mots et les actes ; la quête de dignité pour atteindre les sommets de la perfection, l'aspiration à élever la matière et le spirituel de tout un chacun, et le désir d'être libre ; défier l'oppression, la corruption, et la discrimination en supportant les opprimés ; rechercher le bonheur, et la prospérité durable et la sécurité pour tous.

Voici quelques-unes des manifestations des attributs communément humains et divins, que l'on peut clairement observer dans les aspirations historiques des êtres humains, comme le reflète l'héritage de nos recherches dans l'art et les travaux littéraires, prose et poésie, et dans les mouvements socio-culturels et politiques des êtres humains dans la course de l'histoire.

Tous les prophètes divins et réformateurs sociaux ont toujours invité les êtres humains à emprunter ce droit chemin.

Dieu a donné la dignité à l'humanité afin qu'elle élève son statut pour assumer son rôle de successeur sur la Terre.

Chers collègues et amis,

Il est particulièrement clair, que malgré les accomplissements historiques, par exemple la création des Nations Unies, qui a été le produit d'inlassables luttes et d'efforts d'esprits libres et d'individus cherchant la justice autant que de la coopération internationale, les sociétés humaines sont encore loin de satisfaire leurs nobles désirs et aspirations.

La plupart des nations du monde ne sont pas satisfaites des circonstances internationales actuelles.

Et malgré le désir général et l'aspiration à promouvoir la paix, le progrès et la fraternité, des guerres, des meurtres de masse, la pauvreté généralisée, les crises socio-économiques et politiques continuent de porter atteinte aux droits et souveraineté des nations, causant d'irréparables dommages de par le monde.

Trois milliards de personnes environ vivent avec moins de 2.5 dollars par jour, et plus d'un milliard vit sans avoir même un seul repas suffisant par jour.

40% des populations les plus pauvres du monde se partagent seulement 5% de la richesse globale, tandis que 20% des plus riches détiennent 75% de la richesse mondiale.

Plus de 20.000 enfants démunis et innocents meurent chaque jour à cause de la pauvreté.

Aux États-Unis, 80% des ressources financières sont contrôlées par 10% de la population, alors que 20% de ces ressources appartiennent à 90% de la population.

Quelles sont les causes et les raisons derrière ces inégalités ? Comment remédier à de telles injustices ?

Les dirigeants des cercles de gouvernance globale séparent la vie sociale de l'éthique et de la spiritualité tout en déclarant que la situation est le résultat de la poursuite du chemin de divins prophètes ou de la vulnérabilité des nations ou de la performance malade de petits groupes ou d'individus. Ils proclament que seules leurs opinions et approches peuvent sauver la société humaine.

Chers collègues et amis,

Ne pensez-vous pas que la cause fondamentale des problèmes devrait être considérée dans l'ordre international en vigueur, la manière dont le monde est gouverné ?

J'aimerais porter votre aimable attention sur les questions suivantes :

- Qui a enlevé par la force des millions de personnes de leurs maisons en Afrique et d'autres régions du monde durant la sombre période de l'esclavage, faisant d'eux les victimes de leur avidité matérielle ?

- Qui a imposé le colonialisme durant 4 siècles dans ce monde ? Qui a occupé des terres et massivement spolié les ressources d'autres nations, détruisant les talents, les langues traditionnelles, les cultures et les identités de ces nations ?

- Qui a déclenché les premières et secondes guerres mondiales, qui ont tué 70 millions de personnes et des blessés ou mis à la rue des centaines de millions d'autres ? Qui a lancé les guerres en Corée et au Vietnam ?

- Qui a imposé, au moyen de la tromperie et de l'hypocrisie, le Sionisme, et près de 60 ans de guerre, exclusion, terreur, et meurtre de masse sur le peuple Palestinien et les pays de la région ?

- Qui a imposé et supporté pendant des décennies des dictatures militaires et des régimes totalitaires en Asie, Afrique et Amérique Latine ?

- Qui a utilisé la bombe nucléaire contre des personnes sans défense, et possède des milliers de têtes nucléaires dans ses arsenaux ?

Les économies de quels pays reposent sur la guerre et la vente d'armes ?

- Qui a provoqué et encouragé Saddam Hussein à envahir et imposer une guerre de 8 ans à l'Iran, et qui l'a assisté et équipé à déployer des armes chimiques contre nos villes et notre peuple ?

- Qui a utilisé l'incident mystérieux du 11 septembre comme un prétexte pour attaquer l'Afghanistan et l'Irak, en tuant, blessant et déplaçant de force des millions de personnes dans ces deux pays, avec comme objectif final la domination





Des victimes de la tragique famine en Somalie

La fleur de la démocratie peut-elle surgir des missiles de l'OTAN et de ses armes ?



Le président de la République Islamique d
session de l'assemblée générale des Natio



Les Nations Unies ont été créées pour met
toutes les nations dans les processu



Si seulement la moitié des dépenses militai
étaient prélevées pour aider à résoudre les
pays, seraient-ils en train d'assister au m

sur le Moyen-Orient et ses ressources pétrolières ?

- Qui a mis fin au système de Bretton Woods en imprimant des milliards de dollars sans en avoir les réserves ou la monnaie équivalente ? Un changement qui a déclenché l'inflation dans le monde entier et qui avait pour but la préemption sur les gains économiques des autres nations ?

- De quel pays la dépense militaire dépasse annuellement mille milliards de dollars, dépassant les budgets militaires cumulés de tous les autres pays du monde ? Quels gouvernements sont les plus endettés du monde ?

- Qui domine l'élaboration d'établissement des politiques sur l'économie mondiale ?

- Qui est responsable pour la récession économique mondiale, et est en train d'imposer ses conséquences sur l'Amérique, l'Europe et le reste du monde ?

- Quels gouvernements sont toujours prêts à lancer des milliers de bombes sur d'autres pays, mais tergiversent à fournir de l'aide aux personnes frappées par la pauvreté en Somalie ou d'autres pays ?

- Quels sont ceux qui dominent le conseil de sécurité de l'ONU, qui est ostensiblement responsable de la sauvegarde de la sécurité du monde ?

Il existe quantité d'autres questions similaires. Evidemment, les réponses sont claires. La majorité des nations et des gouvernements du monde n'ont eu aucun rôle dans la création des crises globales actuelles, et donc, elles ont été elles-mêmes victimes de telles politiques.

Il est aussi clair que la lumière du jour que les mêmes esclavagistes et pouvoirs coloniaux qui jadis ont déclenché les deux guerres mondiales ont maintenant causé la misère généralisée et le désordre avec des conséquences à long terme de par le monde depuis lors.

Chers collègues et amis,

Est-ce que ces pouvoirs arrogants ont réellement la compétence et la capacité de diriger ou gouverner le monde ? Est-il acceptable qu'ils s'appellent eux-mêmes les uniques défenseurs de la liberté, la démocratie et les droits de l'homme, lorsqu'ils attaquent militairement et occupent d'autres pays ?

La fleur de la démocratie peut-elle surgir des missiles de l'OTAN et de ses armes ?

Mesdames et Messieurs,

Si certains pays Européens utilisent encore l'Holocauste, après six décennies, comme l'excuse pour payer des rançons aux sionistes, ne devrait-il pas être une obligation pour les esclavagistes ou pouvoirs coloniaux de donner réparations aux nations concernées ?

Si les dommages et pertes de la période de l'esclavage et du colonialisme étaient compensés, qu'arriverait-il aux manipulateurs et pouvoirs politiques cachés aux États-Unis et en Europe ? Resterait-il des accrocs entre le Nord et Le Sud ?

Si seulement la moitié des dépenses militaires des États-Unis et de ses alliés à l'OTAN étaient prélevés pour aider à résoudre les problèmes économiques dans leurs propres pays, seraient-ils en train d'assister au moindre symptôme de crise économique ?

Qu'arriverait-il si la même somme était offerte aux nations pauvres ? Quelle est la justification de la présence de centaines de militaires américains et de bases de renseignement dans les différentes parties du monde, incluant 268 bases en Allemagne, 124 au Japon, 87 en Corée du Sud, 83 en Italie, 45 au Royaume-Uni, et 21 au Portugal ? Cela signi-

U PRÉSIDENT
DINEJAD À L'ONU



d'Iran Mahmoud Ahmadinejad à la 66ème
ns Unies à New York le 22 septembre 2011



tre en place une participation effective de
s de prise de décision internationale



res des États-Unis et de ses alliés à l'OTAN
problèmes économiques dans leurs propres
noindre symptôme de crise économique ?





Plus de 20.000 enfants démunis et innocents meurent chaque jour à cause de la pauvreté





Qui a utilisé l'incident mystérieux du 11 septembre comme un prétexte pour attaquer l'Afghanistan et l'Irak, en tuant, blessant et déplaçant de force des millions de personnes dans ces deux pays, avec comme objectif final la domination sur le Moyen-Orient et ses ressources pétrolières ?

fie-t-il autre chose que l'occupation militaire ?

Les bombes déployées dans les bases susdites ne mettent-elles pas en danger la sécurité de ces nations ?

Mesdames et Messieurs,

La question principale est la recherche de la cause fondamentale de telles attitudes. La raison principale devrait être cherchée dans les croyances et les tendances de l'establishment.

Une assemblée de gens en contradiction avec les instincts humains propres et leurs dispositions, qui n'ont aussi aucune foi en Dieu et dans le chemin des divins prophètes justifient leur soif de pouvoir et leurs fins matérialistes par des valeurs divines. Pour eux, seul le pouvoir et la richesse prévalent, et toute tentative doit amener à ces sinistres objectifs.

Les nations opprimées n'ont aucun espoir de restaurer ou de protéger leurs droits légitimes contre ces pouvoirs.

Ces pouvoirs cherchent leur propre progrès, prospérité et dignité tout en imposant la pauvreté, l'humiliation et l'annihilation aux autres.

Ils se considèrent eux-mêmes supérieurs aux autres, jouissant de privilèges spéciaux et de concessions. Ils n'ont aucun respect pour les autres et violent aisément les droits des nations et des gouvernements.

Ils s'autoproclament comme les indiscutables gardiens de tous les gouvernements et nations à travers l'intimidation, recourent à la menace et la force, et abusent des mécanismes internationaux. Ils brisent simplement toutes les régulations internationales reconnues.

Ils insistent pour imposer leur style de vie et leurs croyances aux autres. Ils appuient officiellement le racisme. Ils affaiblissent les pays, grâce à des interventions militaires, et détruisent leurs infrastructures, dans le but de piller leurs ressources, les rendant encore plus dépendants.

Ils sèment les graines de la haine et de l'hostilité parmi les nations et les peuples par différentes poursuites, afin de les empêcher de remplir leurs objectifs de développement et de progrès.

Toutes les cultures, les identités, les vies, les valeurs et la richesse des nations, femmes, jeunesse, familles, comme richesse des nations, sont sacrifiées à leurs désirs impérialistes et leur plaisir pour l'esclavagisme et la capture.

L'hypocrisie et la tromperie sont autorisées afin de sécuriser leurs intérêts et leurs buts impérialistes. Le trafic de drogues et la mort d'êtres humains innocents sont également autorisés dans la recherche de tels buts diaboliques. Malgré la présence de l'OTAN dans l'Afghanistan occupé, il y a eu une augmentation dramatique de la production de drogues illégales là-bas.

Ils ne tolèrent aucun questionnement ou critique, et au lieu de présenter des raisons pour leurs violations, ils se posent toujours dans la position d'inquisiteurs.

Au moyen de leur réseau de médias impérialiste, sous l'influence du colonialisme, ils menacent quiconque questionne l'holocauste et le 11 septembre avec des sanctions et des actions militaires.

L'année dernière, lorsqu'un besoin de créer une équipe de recherche pour mener une enquête approfondie concernant les éléments cachés du 11 septembre s'est mis en place ; une idée également soutenue par tous les gouvernements et nations indépendants, ainsi que la majorité des gens aux États-Unis, mon pays et moi-même avons subi des pressions et des menaces par le gouvernement des États-Unis.

Au lieu de mettre en place une équipe de recherche, ils ont tué le principal responsable et jeté son corps à la mer.

N'aurait-il pas été raisonnable de mener devant la justice et mettre à l'épreuve le principal responsable de l'incident dans le but de mettre au clair les éléments gardés secrets concernant l'avion détourné pour attaquer les twins towers ?

Pourquoi n'aurait-il pas dû être autorisé de l'amener devant la justice afin d'aider à trouver ceux qui lancent des groupes terroristes et mènent des combats et d'autres malheurs dans la région ?

Y a-t-il une quelconque information qui doive être gardée secrète ? Ils voient le sionisme comme une idée sacrée et une idéologie. N'importe quelle question concernant sa véritable origine et histoire est condamnée par eux comme un pêché impardonnable. Toutefois ils approuvent et permettent des sacrilèges et des insultes contre les croyances d'autres divines religions.

Chers collègues et amis,

La liberté réelle, la justice, la dignité, le bien-être, et la sécurité durable sont les droits de toute nation.

Ces valeurs ne peuvent être achevées ni par la dépendance sur le système inefficace actuel de gouvernance, ni au travers de l'invasion du monde par des pouvoirs arrogants et les barils des forces de l'OTAN.

Ces valeurs pourront être atteintes seulement à travers l'indépendance et la reconnaissance des droits d'autrui dans l'harmonie et la coopération. Y a-t-il une quelconque manière de résoudre les problèmes et les défis qui assaillent le monde en utilisant les mécanismes internationaux en vigueur pour aider l'humanité à réaliser ses aspirations de longue date, de sécurité et d'égalité ?

Tous ceux qui ont essayé d'introduire des réformes tout en préservant les normes et tendances en vigueur ont échoué. Les précieux efforts apportés par le mouvement des Non-Alignés, le groupe 77 et le groupe 15 tout comme quelques célèbres individus ont échoué à apporter des changements fondamentaux.

La gouvernance et la direction du monde requièrent des réformes fondamentales.

Que devrait-il être fait maintenant ?

Chers collègues et amis,

Des efforts doivent être faits avec une résolution ferme et grâce à la coopération collective pour créer un nouveau plan, sur la base des principes et la fondation même des droits universels humains comme le monothéisme, la justice, la liberté, l'amour et la recherche du bonheur.

L'idée de la création des Nations Unies reste un grand et historique succès pour l'humanité. Son importance doit être appréciée et ses capacités doivent être utilisées le plus possible pour nos nobles objectifs.

Nous ne devrions pas autoriser cette organisation, qui est le reflet de la volonté collective et l'aspiration partagée de la communauté des nations, à dévier de sa course principale pour jouer dans les mains des pouvoirs mondiaux.

Un terrain favorable doit être préparé pour assurer la participation collective et l'implication des nations dans un effort pour promouvoir la paix durable et la sécurité.

La gestion partagée et collective du monde doit être réalisée dans sa vraie signification, et basée sur les principes soulignés et consacrés dans la loi internationale. La justice doit servir de critère et de base pour toutes les décisions et actions internationales.

Chacun d'entre nous devrait reconnaitre le fait qu'il n'y a pas d'autre moyen que la gestion partagée et collective du monde pour mettre fin aux désordres actuels, la tyrannie et la discrimination de par le monde

C'est en fait la seule voie vers la prospérité et le bien-être de la société humaine qui est une vérité établie et vive.

Tout en reconnaissant cette vérité, chacun devrait remarquer que la reconnaissance seule n'est pas assez. Nous devons croire en elle et redoubler d'efforts pour sa réalisation.

Chers collègues et amis,

La gestion partagée et collective du monde est le droit légitime de toutes les nations, et nous en tant que représentants, avons une obligation de défendre leurs droits. Bien que certains pouvoirs essayent en permanence de bloquer tout effort international destiné à promouvoir la coopération collective, nous devons, toutefois, renforcer notre foi dans l'accomplissement de ce but poursuivi qui est d'établir une gestion partagée et collective du monde.

Les Nations Unies ont été créées pour mettre en place une participation effective de toutes les nations dans les processus de prise de décision internationale.

Nous savons tous que cet objectif n'a pas encore été rempli à cause de l'absence de justice dans les structures de gestion actuelle et des mécanismes de l'ONU.

La composition du conseil de sécurité est injuste et inéquitable. Par conséquent, des changements incluant la restructuration des Nations Unies sont considérés comme les demandes basiques des nations auxquelles doit s'adresser l'assemblée générale.

Durant la session de l'année dernière, j'ai insisté sur l'importance de cet objectif et appelé pour la désignation de la décennie actuelle comme la décennie de la gestion globale partagée et collective.

J'aimerais réitérer encore ma proposition. Je suis convaincu qu'à travers la coopération internationale, la vigilance, et les efforts des leaders mondiaux et des gouvernements, et en insistant sur la nécessité de la justice et l'appui des autres nations, nous puissions jeter les bases d'un brillant futur commun.

Ce mouvement est certainement sur son droit chemin de création, assurant un futur prometteur pour l'humanité.

Un futur qui sera construit lorsque l'humanité commencera à emprunter le chemin des divins prophètes et des justes sous le commandement de l'Imam Al-Mahdi, le sauveur ultime de l'humanité et l'héritier de tous les messagers divins, des meneurs et la génération pure de notre grand prophète.

La création d'une suprême et idéale société avec l'arrivée d'un être humain parfait qui est un vrai et sincère amoureux de tous les droits de l'homme, est la promesse garantie d'Allah.

Il viendra accompagné de Jésus Christ afin de mener les amoureux de la liberté et de la justice pour détruire la tyrannie et la discrimination, et promouvoir le savoir, la paix, la justice, la paix à travers le monde. Il présentera à chaque individu toutes les merveilles du monde et toutes les bonnes choses qui apporteront le bonheur à l'humanité.

Aujourd'hui les nations se sont réveillées. Avec l'augmentation de la prise de conscience publique, elles ne subiront plus très longtemps les oppressions et les discriminations.

Le monde est désormais en train d'assister plus que jamais, au réveil étendu dans les terres Islamiques, en Asie, en Europe, en Amérique. Ces mouvements leur ouvrent l'esprit un peu plus chaque jour et influencent la poursuite de la réalisation de la justice, de la liberté et la création d'un meilleur futur.

Notre grande nation se tient prête à joindre les mains à celles des autres nations pour emprunter ce magnifique chemin dans l'harmonie et en symbiose avec les aspirations partagées de l'humanité.

Laissez-nous saluer l'amour, la liberté, la justice, la sagesse et le futur merveilleux qui attendent l'humanité.

Merci!

Traduction : KAISER
LGS 26 septembre 2011

Chávez, Evo et Obama *(1ère partie)*

Par Fidel Castro

Je fais une pause dans les tâches qui occupent tout mon temps ces jours-ci pour dire quelques mots au sujet de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies qui offre une occasion singulière à la science politique.

Cette réunion annuelle demande un gros effort et constitue une dure épreuve pour ceux qui occupent les plus hautes responsabilités politiques dans bien des pays. Quant aux amateurs de cet art, qui ne sont pas peu nombreux dans la mesure où il touche vitalement tout le monde, il leur est difficile d'échapper à la tentation d'observer ce spectacle interminable, quoiqu'instructif.

Il existe tout d'abord une foule de thème épineux et de conflits d'intérêts. Un grand nombre de participants doivent prendre position au sujet de faits qui constituent des violations de principes flagrantes. Ainsi, quelle position adopter devant les massacres de l'OTAN en Libye ? Quel gouvernement souhaite-t-il vraiment laisser un témoignage qu'il a appuyé le crime monstrueux des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN dont les avions dernier cri, avec ou sans pilote, ont réalisé plus de vingt mille missions d'attaque contre un petit État du Tiers-monde d'à peine six millions d'habitants, alléguant des mêmes prétextes qu'ils ont avancés hier pour attaquer ou envahir la Serbie, l'Afghanistan, l'Iraq, et qu'ils avancent aujourd'hui pour menacer de le faire contre la Syrie ou n'importe quel autre pays du monde ?

Or, n'est-ce donc pas le gouvernement de l'État hôte de l'ONU qui a réalisé la boucherie du Vietnam, du Laos et du Cambodge, l'attaque mercenaire de la baie des Cochons à Cuba, l'invasion de Saint-Domingue, la « sale guerre » au Nicaragua, l'occupation de la Grenade, l'attaque du Panama et le massacre de ses habitants d'El Chorrillo ? Qui donc a fomenté les coups d'États militaires et les tueries au Chili, en Argentine et en Uruguay, qui se sont soldés par des dizaines de milliers de morts et de disparus ? Je ne parle pas de faits survenus voilà cinq cents ans quand les Espagnols inaugurèrent le génocide en Amérique ou voilà deux cents ans, quand les Yankees exterminaient les Indiens aux États-Unis ou esclavageaient les Africains, bien que, selon la Déclaration de Philadelphie, « tous les hommes naissent libres et égaux » ; non, je parle de faits survenus ces dernières décennies et survenant aujourd'hui même.



Hugo Chávez Frías Président de la République bolivarienne du Venezuela et son homologue de la Bolivie Evo Morales

On ne saurait manquer de rappeler et d'évoquer ces faits face à un événement aussi important et aussi marquant que cette session de l'Organisation des Nations Unies qui met à l'épreuve la fermeté politique et la morale des gouvernements.

Beaucoup y représentent des pays petits et pauvres qui ont besoin de l'appui et de la coopération internationale, de la technologie, des marchés et des crédits que les puissances capitalistes développées ont manipulés à leur guise.

Malgré le monopole que les médias exercent d'une manière éhontée et les méthodes fascistes auxquelles recourent les États-Unis et leurs alliés pour berner et duper l'opinion mondiale, la résistance des peuples se durcit, et l'on peut le constater dans les débats en cours aux Nations Unies.

De nombreux dirigeants du Tiers-monde ont, malgré les obstacles et les contradictions susmentionnés, exposé leurs idées avec courage. Ainsi, on ne perçoit plus dans les voix des gouvernements latino-américains et caribéens le honteux accent lèche-bottes, manière OEA, qui caractérisait les prises de position des chefs d'État ces dernières décennies. Deux d'entre eux se sont adressés à l'Assemblée générale, et tous deux, le président bolivarien Hugo Chávez, sang-mêlé des races qui forme le peuple vénézuélien, et Evo Morales, de la pure lignée millénaire des indigènes, ont présenté leurs vues à cette session, le premier à travers un message, le second en direct pour répondre au discours du président yankee.

La chaîne Telesur a transmis les trois prises de position, ce qui a permis de connaître, dès mardi soir, 20 septembre, le message du président Chávez que Walter Martínez a lu à son programme Dossier. Obama, lui, a pris la parole mercredi matin, en tant que chef d'État du pays hôte de l'ONU, et Evo Morales l'a fait ce même jour en début d'après-midi. Pour faire court, je reprendrai les paragraphes essentiels de chaque texte.

Chávez n'a pas pu assister personnellement au sommet des Nations Unies, parce que douze années de lutte



Le président des Etats-unis Barack Obama

inlassable, sans un jour de repos, ont menacé sa santé et mis sa vie en danger et qu'il se bat aujourd'hui avec courage pour se rétablir pleinement. Mais il ne pouvait pas ne pas aborder le point le plus épineux de cette session historique dans son message courageux que je reproduis presque intégralement :

Je m'adresse à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies […] pour ratifier aujourd'hui et en ce lieu l'appui total du Venezuela à la reconnaissance de l'État de Palestine, au droit de la Palestine de se convertir en un État libre, souverain et indépendant. Il s'agit là d'un acte de justice historique envers un peuple qui porte en soi depuis toujours toute la douleur et toute la souffrance du monde,

Le grand philosophe français Gilles Deleuze a dit, empruntant l'accent de la vérité […] : « La cause palestinienne est avant tout l'ensemble des injustices que ce peuple a souffert et continue de souffrir. » Il est aussi – oserai-je ajouter – une volonté de résistance permanente et irrépressible qui est d'ores et déjà inscrite dans la mémoire héroïque de la condition humaine. […] Mahmoud Darwish, cette voix infinie de la Palestine possible, nous parle depuis le sentiment et la conscience de cet amour :

Qu'avons-nous besoin du souvenir

Le Carmel est en nous

Et sur nos paupières pousse l'herbe de Galilée

Ne dis pas : Que ne courrions-nous pas comme un fleuve pour le rejoindre

Nous sommes dans la chair de notre pays

Il est en nous

Contre ceux qui soutiennent à tort que ce que le peuple palestinien a souffert n'est pas un génocide, Deleuze soutient avec une lucidité implacable : « D'un bout à l'autre, il s'agira de faire comme si le peuple palestinien, non seulement ne devait plus être, mais n'avait jamais été. » C'est là - comment dire ? – le degré zéro du génocide : décréter qu'un peuple n'existe pas ; lui nier le droit à l'existence.

[…] Aussi la solution du conflit du Moyen-Orient passe-t-elle forcément par la justice à rendre au peuple palestinien : telle est la seule voie si l'on veut conquérir la paix.

L'on souffre et l'on s'indigne de constater que ceux qui ont subi l'un des pires génocides de l'Histoire se sont convertis en bourreaux du peuple palestinien ; l'on souffre et l'on s'indigne de constater que le legs de l'Holocauste est la Nakba. Et l'on s'indigne tout court de constater que le sionisme continue de recourir au chantage de l'antisémitisme contre ceux qui s'opposent à ses sévices et à ses crimes. Israël a instrumentalisé et instrumentalise d'une façon éhontée et vile la mémoire des victimes. Et il le fait pour pouvoir agir en toute impunité contre la Palestine. Il n'est pas oiseux, soit dit en passant, de rappeler que l'antisémitisme est une plaie occidentale, européenne, dont les Arabes ne sont pas partie prenante. N'oublions pas en plus que c'est le peuple sémite palestinien qui souffre de l'épuration ethnique pratiquée par l'État colonialiste israélien.

Qu'on me comprenne bien : autre chose est refuser l'antisémitisme, autre chose, et très différente, d'accepter passivement que la barbarie sioniste impose au peuple palestinien un régime d'apartheid. D'un point de vue éthique, quiconque refuse le premier doit condamner le second.

…Le sionisme, comme vision du monde, est foncièrement raciste. Les affirmations de Golda Meir en sont, dans le cynisme atterrant, la preuve criante : « Comment pourrions-nous rendre les territoires occupés ? Il n'y a personne à qui les rendre ! Ce qu'on appelle les Palestiniens n'existe pas. Ce n'est pas comme on pensait : qu'il existait un peuple dit palestinien, qui se considère lui-même palestinien, et qu'à notre arrivée nous avons expulsé et auquel nous avons enlevé son pays. Non, ils n'existaient pas. »

[…] Lisez et relisez donc ce document qui est passé à l'Histoire comme la Déclaration de Balfour de 1917 : le gouvernement britannique s'arrogeait la faculté de promettre aux juifs un foyer national en Palestine, méconnaissant délibérément la présence de ses habitants et leur volonté. Et rappelons que chrétiens et musulmans ont vécu en paix, des siècles durant, en Terre sainte jusqu'à ce que le sionisme ait entrepris de la revendiquer comme sa propriété entière et exclusive.

Rappelons encore [..] qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le peuple palestinien verrait sa tragédie empirer par son expulsion à la fois de son territoire et de l'Histoire. La résolution 181 des Nations Unies – ignominieuse et illégale – recommanda en 1947 la partition de la Palestine en un État juif, en un État arabe et en une zone sous contrôle international (Jérusalem et Bethléem), concédant ainsi […] 56 p. 100 du territoire au sionisme pour qu'il y constitue son État. Cette Résolution violait de fait le droit international et bafouait d'une manière flagrante la volonté des grandes majorités arabes : le droit des peuples à l'autodétermination devenait lettre morte.

[…]…contrairement à ce qu'Israël et les États-Unis prétendent faire accroire au monde à travers les transnationales de la communication, ce qu'il est arrivé et ce qu'il continue d'arriver en Palestine n'est pas – disons-le avec Saïd – un conflit religieux : c'est un conflit politique marqué au sceau du colonialisme et de l'impérialisme ; ce n'est pas un conflit millénaire : c'est un conflit contemporain ; ce n'est pas un conflit qui est né au Moyen-Orient : c'est un conflit qui est né en Europe.

Quel était et quel est encore le nœud du conflit ? Le fait qu'on privilégie dans les discussions et les analyses la sécurité d'Israël, jamais celle de la Palestine. L'histoire récente le corrobore : il suffit de rappeler la nouvelle équipée génocidaire déclenchée à Gaza par Israël à travers l'opération Plomb fondu.

On ne saurait ramener la sécurité de la Palestine à la simple reconnaissance d'un gouvernement autonome et d'un contrôle policier limités dans ses « enclaves » de la Rive Ouest du Jourdain et de la bande de Gaza, tout en ignorant non seulement la création de l'État palestinien dans les frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, les droits de ses nationaux et le droit de son peuple à l'autodétermination, mais encore le droit à la compensation et le droit au retour de la moitié de la population palestinienne dispersée dans le monde entier, aux termes de la Résolution 194.

Il est incroyable qu'un pays, Israël, qui doit son existence à une résolution de l'Assemblée générale puisse mépriser à ce point les résolutions émanant des Nations Unies ! Voilà ce que dénonçait le père Miguel D'Escoto quand il réclamait la fin du massacre de la population de Gaza fin 2008 et début 2009.

[…] On ne saurait ignorer la crise des Nations Unies. J'ai soutenu en 2005, devant cette même Assemblée générale, que le modèle des Nations Unies périclitait. Le fait que le débat sur la question de Palestine ait été ajourné et qu'on soit en train de le saboter ouvertement en est une nouvelle confirmation.

Washington ne cesse de répéter depuis plusieurs jours qu'il opposera son veto, au Conseil de sécurité, à ce qui sera une résolution majoritaire de l'Assemblée générale : à la reconnaissance de la Palestine comme membre de plein droit de l'ONU. Nous avons d'ores et déjà déployé, aux côtés des nations sœurs qui constituent l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA), dans la Déclaration de reconnaissance de l'État de Palestine, qu'une aspiration si juste soit bloquée par ce biais. L'Empire, nous le savons tous, prétend dans ce cas comme dans d'autres imposer un deux-poids-deux-mesures dans l'arène internationale : c'est là la double morale yankee qui, tout en violant le droit international en Libye, permet à Israël de faire ce qu'il lui chante, devenant ainsi le principal complice du génocide que la barbarie sioniste commet contre les Palestiniens. Je rappelle une phrase de Saïd qui met bien le doigt sur la plaie : compte tenu

Suite à la page (15)

L'Amérique d'Obama : son double rendez-vous manqué avec l'Histoire



Le gouvernement US en exécutant Troy Davis vient de prouver qu'elle n'avait que mépris et indifférence pour ces millions d'hommes et de femmes qui réclamaient, à cor et à cri, une justice une peu plus humaine et compassionnelle

Par Daniel Salvatore Schiffer*

Que jamais plus, tant qu'elle n'aura pas aboli l'odieuse et ancestrale peine de mort, l'Amérique ne prétende donner des leçons de démocratie, et surtout pas au nom des droits de l'homme, au reste du monde !

Car cette Amérique, en exécutant froidement Troy Davis cette nuit, vient de prouver à la terre entière qu'elle n'avait que mépris et indifférence pour ces millions d'hommes et de femmes qui réclamaient, à cor et à cri, une justice une peu plus humaine et compassionnelle, tout simplement plus « juste », envers un innocent.

Oui : c'est là une tache indélébile désormais, aux yeux effarés des vrais démocrates, sur cette Amérique qui, loin d'être cette grande nation moderne qu'elle se vante d'être, ne vaut guère mieux, en la circonstance, que ces pays ayant recours, en matière de justice, aux méthodes les plus barbares et moyenâgeuses, telles la lapidation ou la pendaison, pratiques communément appliquées là où sévit, de sinistre mémoire, l'obscurantiste « charia ».

Davantage : il vaut apparemment mieux se voir condamné à mort en Iran, là où l'on peut encore sauver sa peau, comme Sakineh, lorsque l'opinion publique internationale implore la clémence des autorités politico-religieuses, qu'aux Etats-Unis, là où nul ne peut venir à votre secours, comme pour Troy, lorsque cette même opinion publique internationale implore une même clémence aux autorités politico-judiciaires !

Paradoxe consternant : les ayatollahs et autres enturbannés de Téhéran, pour intégristes qu'ils soient, se sont avérés moins fanatiques, au bout de ce sordide compte, que les juges en costume et cravate de Géorgie !

Quant à Barack Obama, n'en parlons pas : son fracassant silence, sur cette douloureuse affaire Davis, est indigne, par-delà son manque de courage politique et de clairvoyance intellectuelle, de ce prix Nobel de la paix que le comité d'Oslo lui a, sur l'unique et très mince base de ses beaux mais seuls discours théoriques, un peu trop vite accordé. Ainsi est-ce bien plus qu'une simple tache sur la justice américaine que cet assassinat de Troy Davis révèle en négatif : c'est le prix Nobel de la paix lui-même, son sens profond et sa portée philosophique, qui, à travers cette lâcheté de Barack Obama, dont les véritables préoccupations sont manifestement plus électoralistes qu'humanistes, se voit éclaboussé là !

J'exagère ? Que l'on considère alors cette encore plus incompréhensible déclaration de ce même prix Nobel de la paix, Barack Obama toujours, lorsqu'il adresse au Président de l'Autorité Palestinienne, comme il vient encore de le faire en ce funeste 21 septembre 2011, une fin de non-recevoir, et même la menace de brandir un implacable veto, quant à sa volonté de voir son pays enfin reconnu officiellement par les Nations-Unies. Oui : l'Amérique d'Obama a manqué là, en s'obstinant à ne pas gracier Troy Davis, d'une part, et en se refusant à reconnaître la Palestine, d'autre part, un double rendez-vous avec l'Histoire !

*Philosophe, écrivain, auteur de « La Philosophie d'Emmanuel Levinas » (PUF) et « Critique de la déraison pure » (Bourin Editeur).

Agora Vox 22 septembre 2011

Les câbles Wikileaks sur la Bolivie:

les Etats-Unis reconnaissent les « racines économiques de la révolution sociale »

Par Federico Fuentes

Les politiques néolibérales « qui ont alimenté l'apathie politique croissante de la majorité pauvre de la Bolivie, ont aidé à alimenter l'actuelle révolution sociale du pays ».

C'est ainsi qu'un câble de l'ambassade des États-Unis à La Paz daté du 6 Mai 2006 voit la puissante vague de luttes qui ont conduit à l'élection du premier président indigène de la Bolivie, Evo Morales, en 2005.

La déclaration secrète a été faite alors même que Washington chantait les politiques néolibérales comme le moyen de régler le problème des pauvres d'Amérique Latine. En 1985, sur les conseils de l'économiste étasuniens Jeffrey Sachs, le gouvernement Victor Paz Estenssoro a ouvert l'économie bolivienne aux firmes transnationales.

Un certain nombre d'entreprises publiques ont été privatisées, y compris dans le secteur crucial des mines. Les restrictions concernant le capital étranger ont été éliminées et la sécurité des travailleurs négligée.

L'ambassade étasunienne a admis dans ce câble : « En dépit des promesses des politiciens [...] les réformes néolibérales de la fin des années 80 et des années 90 ont été largement impuissantes, face à la pauvreté. »

Le câble notait que le pourcentage de boliviens vivant au-dessous du seuil de pauvreté demeurait « pratiquement inchangé (supérieur à 60%) [...] et a même augmenté durant la crise économique de 1999-2003. »

Au même moment, les réformes néolibérales ont « clairement échoué à rencontrer l'aspiration du public à plus d'emplois et à de meilleurs revenus »

« En fait, les réformes ont à court terme eu un effet négatif palpable sur l'emploi, causant une chute immédiate de 17% de l'emploi dans le secteur public et déclenchant le renvoi de milliers de mineurs du secteur public quand les entreprises minières publiques gourmandes en ressources ont été fermées. »

A l'intérieur du pays, l'impact du néolibéralisme a été encore plus élevé, notait le câble. « D'après l'INE, disait le câble, 90% de la population des zones urbaines a l'électricité, contre seulement 29% dans les zones rurales. »

Cela a conduit à un exode massif, dans lequel « entre 1999 et 2003 plus d'un million de personnes soit 10% de l'actuelle population urbaine a migré à la ville » El Alto, autrefois une banlieue éloignée de La Paz, était une destination clé. L'endroit a bourgeonné en une des plus grandes villes du pays.

Le câble disait que « les attentes plus grandes des nouveaux arrivants en ville » à EL Alto ont été déterminantes pour promouvoir « un sens accru de la pauvreté relative du fait de la richesses que voyaient ces gens autour d'eux »

» Bien que « plus aisés » en termes absolus qu'ils ne l'étaient avant; ils ont peu à peu commencé à percevoir des services comme l'eau, le gaz et l'électricité comme un droit que doit satisfaire le système économique et politique, un droit qu'ils sont prêts à défendre dans la rue. »

Cela a aidé à transformer El Alto en ce que le câble étasunien décrit comme « un élément central et changeant dans les crises successives » qui ont forcé deux présidents à la démission.

L'ambassade étasunienne a noté que la race était un autre facteur déterminant dans les inégalités économiques et sociales.

Elle explique : « La plupart des pauvres de Bolivie, par exemple, sont d'origine métisse ou indigène. Beaucoup des familles les plus riches du pays, en contraste, sont d'ascendance visiblement européenne. « Ces différences économiques et sociales en apparence basées sur la race ont exacerbé le sentiment de la séparation raciale, et, à la racine de celle-ci, du point de vue de certains, d'une sorte d'apartheid économique de fait. » « De plus, affirme l'ambassade, les progrès de la conscience ethnique ont nourri un ressentiment « indigène » croissant envers la minorité « blanche » dominante et le système politique qui, croit-on, la maintient. »

Néanmoins, le câble étasunien maintenait que le néolibéralisme fournissait à la Bolivie « la stabilité macro-économique et la plateforme nécessaire à une augmentation de l'investissement étranger ». Le problème, d'après le câble, était qu'une large majorité partageait l' »impression qu'une grande part de l'investissement direct étranger reçu par la Bolivie entre 1997 et 2003 en conséquence de la privatisation a bénéficié aux riches mais pas aux pauvres. »

Le câble, toutefois, concédait : « Cette impression n'était pas complètement fausse ». L'impact économique du néolibéralisme, s'est combiné « à l'apathie politique croissante des pauvres boliviens, majoritaires et largement indigènes, pour former un mélange explosif qui n'est toujours pas désamorcé ».

Commençant « avec l'infâme guerre de l'eau de Cochabamba de Mai (Avril) 2000 », où les manifestants ont forcé le gouvernement à annuler la privatisation des eaux de Cochabamba à la multinationale étasunienne Bechtel, « les manifestations de masse [...] ont conduit au départ du président Gonzalo



Evo Morales, le premier président indigène de la Bolivie, a pu arriver aux affaires suite à l'échec des politiques néolibérales soutenues par Washington

(« Goni ») Sanchez Lozada » en Octobre 2003.

Le successeur de Goni, Carlos Mesa, a aussi été forcé à démissionner en Juin 2005. Une question clé dans les deux soulèvements était « la gestion par l'Etat des vastes ressources de gaz naturel bolivien. »

Ces mouvements, ont eu de solides racines chez les indigènes pauvres de l'Ouest. Le câble remarquait que ces régions ont aussi voté massivement pour conduire Evo Morales aux affaires, sur une plate-forme programmatique promettant de « nationaliser l'industrie gazière bolivienne, « refonder »l'État par une Assemblée Constituante; et de transformer l'ordre « conémique néolibéral prétendument en faillite à l'avantage de la majorité oubliée des boliviens. »

La « révolution sociale en cours » en Bolivie continue à avancer vers la réalisation de son programme. Elle a repris le contrôle public sur le gaz, approuvé une nouvelle constitution et commencé à s'écarter des politiques néolibérales soutenues par les États-Unis.

Source: Green Left Weekly, 18 Septembre 2011
Traduit de l'anglais par Marc Harpon
Changement de Société
24 septembre 2011

Equateur : Correa déclare la guerre à la presse de droite

Par Diane Cambon

Trois ans de prison et 40 millions de dollars d'amende pour avoir calomnié le président de la République d'Equateur. C'est le prix que devront payer trois dirigeants du quotidien El Universo de Guyaquil. La sentence a eu l'effet d'une bombe au sein des médias équatoriens, en majorité de droite et dans l'œil de mire du président socialiste Rafael Correa.

Le chef de l'exécutif avait déposé une plainte contre ce quotidien suite à la publication d'un éditorial considéré par la présidence comme injurieux. Le journaliste Emilio Palacio, aujourd'hui en exil à Miami, accusait en effet Correa d'avoir « ordonné de tirer à discrétion dans un hôpital plein de civils » lors de la tentative de coup d'Etat orchestrée par la police le 30 septembre 2010.

Il a également taxé Correa de « dictateur » et a ajouté qu'il devrait être poursuivi par la Cour pénale internationale pour « crimes contre l'humanité », pour avoir ordonné « feu à volonté ».



Le président de la République d'Equateur Rafael Correa

Journée de violence entre les policiers révoltés et la population

Retour sur cette journée noire : séquestré par une partie du corps policier, qui cherche à renverser le pouvoir, Rafael Correa trouve refuge dans un hôpital de Quito, après avoir été aspergé de bombe lacrymogène. Au terme d'une journée de violence entre les policiers révoltés et la population civile, venue appuyer Correa, l'armée prend la situation en main et ordonne l'assaut de l'hôpital afin de libérer le chef de l'Etat.

Après plus de quatre heures d'échanges de tirs entre policiers et militaires, Correa parvient à s'extraire et

Suite à la page (18)

A la demande d'un lecteur: "un buste mais pas une bibliothèque" *



La sénatrice Edmonde Supplice Beauzile



Lyonel Trouillot

Par Elsie Haas

Un lecteur m'ayant demandé de "prouver" ce que j'ai résumé par "une bibliothèque non, un buste aurait suffi" concernant l'observation de Lyonel Trouillot, face à "l'excellente initiative" de la sénatrice Edmonde Supplice Beauzile, au nom bien choisi, de baptiser une bibliothèque du nom de la directrice de Fort-Dimanche, prison où ont été torturés et où sont morts des milliers d'opposants aux 2 Duvalier, dont l'écrivain Jacques Stephen Alexis auquel ce même Lyonel Trouillot a piqué le titre de son dernier roman " La belle amour humaine", p'têt ben qu'on pourrait faire une statue de Mme Max Adolphe serrant dans ses bras Jacques Stephen Alexis. Pourquoi pas ? On appellerait ça la "réconciliation duvaliérienne" qui serait la suite de la "révolution duvaliérienne".

Dans ce pays à l'envers, dans ce pays tête en bas, où toutes les valeurs sont celles des grenn-nanbounda (violence et injustice) où les assassins d'hier se sont mutés miraculeusement en donneur de leçons et trônent à des commissions de justice; dans ce pays où les comédiens avec ou sans lunettes noires sont devenus des modèles de civisme et de réussite, toutes sortes de cruautés et de perversités sont possibles.

Je voudrais rappeler que Le Monde du Sud, ne pratique pas l'art de mentir vrai ni du zen. Ce qui est discuté, critiqué, analysé est du domaine public. Ce n'est ni du "papamadi", ni du "j'ai entendu que quelqu'un aurait dit qu'il aurait vu," etc. Je voudrais vous rappeler le traitement qui est fait des tortionnaires et fils de tortionnaires en RD où jusqu'à présent aucune apologie du dictateur Trujillo n'est admise par la loi.

En RD celui qui ferait l'apologie d'un criminel de l'époque de la dictature et nommerait une bibliothèque à son nom serait considéré lui-même comme un criminel et passible de peines de justice. C'est ainsi. Ils font de l'éducation et de la prévention pour empêcher la prolifération des cinglés et la contamination de la population. Disons que là-bas, la déclaration de L. Trouillot sur le buste qui serait suffisant pour honorer la mémoire d'une des collaboratrices les plus proches des 2 Duvalier une "partner in crime" aurait soulevé un tollé dans les milieux intellectuels.

En Haïti, depuis 2004, l'outrage à la dignité est banalisé. Tout le monde trouve ça normal. Oui après tout pourquoi pas un buste pour Mme Max Adolphe ? Pour Ti Bobo, pour Ti Roro, pour Ravix Rémissainthe et les autres. On pourrait même demander à Martelly d'édifier un monument, en hommage aux macoutes, aux zenglendos, aux paramilitaires et à toutes ces merveilles d'hommes et de femmes qui avant "ces vingt cinq dernières années" ont oeuvré pour la prospérité d'Haïti en vidant les caisses de l'Etat pour en transférer le contenu dans leurs comptes en banques perso.

Vous voyez, la différence entre ces deux pays, Haïti et la RD. Ce n'est pas comme dit le Baron de Ti-Malice de Time is Money parce que les gens de la RD ont une mentalité business et les Haïtiens pas (ce qui est faux au passage) mais c'est que les gens de la RD ont eu la volonté farouche de rompre avec les années de la dictature Trujillo et ils ont pris les lois et les mesures nécessaires pour ça. Les Haïtiens de la classe moyenne, au contraire, en redemandent des gros bleus macoutes, ils sont nostalgiques de l'armée Kraze zo, du beau temps des léopards, du SD, des gros ventres, des chaînes, des bagouses, des gourmettes en or sans oublier le koko makak, le djak, les trivialités, les insultes, les viols, la pédophilie.

Et ça, messieurs dames, ça fait une différence gigantesque, phé-no-mé-nale ! pour le futur de ces deux moitiés d'îles. D'un côté de l'île des dirigeants qui veulent aller de l'avant et ne plus se laisser piéger par la fascination de l'homme fort, du caudillo qui va tout régler dans le pays qui a fait pendant longtemps le malheur de l'Amérique Latine. De l'autre des élites qui ne rêvent que de se re-vautrer dans la fange du duvaliérisme. Ce n'est pas la mentalité pro-business qui fait la différence mais la volonté déterminée des dirigeants de la RD de ne pas retomber dans l'enfer.

Voici donc le passage de la chronique qui fait très brièvement allusion à cette affaire.

SI M PA RELE / La chronique de Lyonel TROUILLOT

« Jésus, Marie, quelle décadence ! Quelque chose est pourrie dans mon royaume.

Il y a l'odeur de la pauvreté. Des immondices.

Il y a l'odeur des crimes de sang, et la culture de l'oubli. Une bibliothèque municipale portant le nom d'une tortionnaire, tristement célèbre, à l'époque où l'on tuait des jeunes gens. Son nom était le symbole de la répression, de la barbarie. Une bibliothèque à son nom, la honte. Qu'elle ait aidé sa ville natale, et qu'on y garde d'elle la mémoire d'une bonne marraine, on peut comprendre. Un buste, mais pas une bibliothèque, symbole du savoir et de la liberté».

Radio Kiskeya / jeudi 26 août 2010

*Texte de Elsie Haas paru dans *Le Monde du Sud /Elsie News*

Ce qui s'est passé à Union City contre Raphael Correa aurait pu être pire

Par Iroel Sánchez

«Bienvenu à New- Jersey à Luis Posada Carriles » pouvait-on lire sur une affiche en mai 2011 en honneur à l'auteur de pas mal d'actes terroristes, ville qui aujourd'hui refuse de recevoir le président de l'Equateur. Photo prise par la Contre-ingérence [1].

Le président Equatorien Raphael Correa se trouve ces jours-ci à New-York pour assister à l'Assemblée Générale des Nations- Unies. Profitant de sa présence à New- York, la communauté Equatorienne de la localité d' Union City- de l'autre côté de la rivière Hudson et appartenant à l'état du New- Jersey- a voulu profiter de la présence du chef de l'Etat latino-américain pour l'inviter à une cérémonie dans un établissement scolaire de cette ville.

Cependant, le maire de la ville d'Union City, du nom de Brian Stack, a déclaré non grata la présence de Correa dans sa communauté, prétextant que celui-ci entretient des liens avec des leaders " dont les idéologies favorisent la violence et l'oppression. Une dépêche de l'agence EFE à qui Stack a remis un communiqué attribue sa position " aux pressions du monde des exilés cubains", dont l'influence à Union City n'est pas des moindres. D'après le témoignage de l'agent du FBI Omar Vega en mars dernier durant le jugement contre Luis Posada Carriles pour parjure, c'était depuis la ville d'Union City qu'ont été financés les attentats à la bombe contre les installations touristiques à la Havane en 1997 qui ont coûté la vie au touriste italien Fabio di Celmo.

Luis Posada Carriles est réclamé par Le Vénezuela pour différents crimes, y compris l'explosion en plein vol d'un avion civil cubain, explosion dans laquelle périrent 73 personnes. Il a passé quelque temps en prison au Panama pour tentative d'assassinat du président cubain Fidel Castro et a récemment recommandé la voie armée pour renverser le gouvernement cubain.

Le témoignage de Omar Vega a produit devant un jury de la ville de El Paso les paiements que les collaborateurs de Posada Carriles à Union City ont expédiés au Guatemala à un mandataire de celui-ci, appelé Jose Alvarez. Un fax utilisé comme preuve par le ministère public pendant le procès et signé par Posada sous le pseudonyme de " SEULEMENT' a donné à José Alvarez des instructions destinées à collecter quatre tirages évalués à 800.00 dollars chacun, tirages expédiés depuis Union City par Pedro Perez, Abel Hernandez, José y Ruben Gonzalo. Les détails et documents y relatifs peuvent être consultés dans la chronique que l'avocat du gouvernement Vénézuelien José Pertiera – réclamant l'extradition de Posada Carriles – a écrit sur le site *Cubadebate* .

L'argent pour les attentats provenait d'Arnold Fashions, un magasin de vêtements féminins à Union- City, propriété D'Arnoldo Monzón Plasencia, qui fut un donateur important des campagnes politiques du sénateur nord-américain Robert Menéndez, ancien maire d'Union City. Le comptable de Monzón – du nom de Oscar de Royas – a témoigné au sujet des transferts d'argent à Posada lors du jugement contre celui-ci. Un rapport du gouvernement cubain présente Monzón comme l'auteur intellectuel et le financier d'un plan pour assassiner le président cubain Fidel Castro et de l'attentat avorté contre le cabaret Tropicana à Cuba. Monzón est décédé en 2000 et Menéndez a assisté à ses obsèques et l'a décrit comme un ami. La complaisance de la mairie à l'endroit des terroristes semble être habituelle à Union –City: le sénateur Menéndez, lorsqu'il occupait la position de maire qu'aujourd'hui occupe monsieur Stack, prit la défense d'Eduardo Arocena, condamné aux E.U. pour avoir été l'assassin d'un diplomate cubain.

"*Il est évident que le président Correa est lié à Fidel et Raoul Castro ainsi que Chavez' et ces liens avec ce type de régime envoient un terrible message au monde*" a affirmé le maire Brian Stack dans son communiqué, mais peut-être que le qualificatif terrible [aux yeux de] Union- City – jouissant d'une importante influence dans cette mairie – tient du fait qu'elle se sent beaucoup plus confortable avec d'autres types d'invités.

Un rapport du site Contre-ingérence décrit, photos à l'appui, le parcours triomphal que le 17 mai passé, le célèbre terroriste Luis Posada Carriles a réalisé avec plusieurs de ses amis à travers Union-City, l'ouest de New-York et la ville de New-York pour célébrer son acquittement, lors de son jugement à El Paso. Sur les photos publiées par Contre-ingérence, il était accompagné d'illustres citoyens d'Union City comme Rubén Gonzalo et Abel Hernández, qui selon le FBI lui avaient envoyé l'argent pour les attentats à la bombe à la Havane en1997.

Le 16 mai 2011, au restaurant Marinero Grill de l'ouest de New-York, New-Jersey, étaient réunis autour de Posada, Abel Hernandez, Aracelio González, Angel Alphonso et Ruben Gonzalo. Photo prise par Contre-ingérence.

Contre-ingérence signale aussi la présence du sénateur Robert Menéndez et du représentant Albio Sires au restaurant Marinero Grill de l'ouest de New- York, " au cours d'une assemblée d'illustres terroristes de la "région Nord" et des chefs de la mafia cubano-américaine de Miami convoqués pour célébrer la libération du terroriste international Posada Carriles. Ces personnages ont-ils été les auteurs «des pressions du monde des exilés cubains" pour porter [le Maire d'Union City] à déclarer le président Correa persona non grata?

Avec un total sans-gêne Posada Carriles a même eu l'audace durant son parcours triomphal depuis Union-City de se planter devant la mission cubaine à l'ONU. Photo prise par la Contre-ingérence.



Une provocation grave des terroristes, ils ont emmené Posada Carriles jusqu'au coin du bâtiment de la mission cubaine à Manhattan

Assis au centre Posada Carriles

Combien de personnes devrait assassiner Raphael Correa pour être accepté à Union City par des individus comme Hernández et Gonzalo ? Les Equatoriens qui résident à Union-City, sans le pouvoir économique et politique que détiennent les individus liés au terrorisme dans cette ville, ne peuvent recevoir leur président parce que celui-ci maintient des relations amicales avec le gouvernement que ces individus prétendent renverser violemment?

L'obsession du lobby anti cubain au Congrès des EE. UU – dont Siles et Menéndez sont des membres bien connus – contre l'ALBA et dans le but d'abîmer les relations du gouvernement de Barack Obama avec les nations qui la composent aurait pu résulter en quelque chose de plus grave qu'une simple déclaration de persona non grata. Monnayer et exécuter des actes terroristes dans des institutions où se dispense l'enseignement est quelque chose qui plaît aux extrémistes d'Union City. Ils ont déjà essayé de le mettre en pratique avec Posada Carriles dans le grand amphithéâtre de l'université de Panama en l'an 2000 à l'occasion d'une visite du président cubain Fidel Castro pour participer au 10eme sommet Latino –américain.

La **Contre-ingérence** a pour objectif de déceler et neutraliser toute menace contre la sécurité résultant des activités des services de renseignement, d'organisations ou d'agents se livrant à l'espionnage, au sabotage, à la subversion, au terrorisme ou au crime organisé.

Suite de la page (6)

Popilasyon an te leve kanpe jedi 22 septanm nan, yo te manifeste kont otorite yo nan peyi a ak fòs okipasyon LONI, Minustah yo di ki pap regle anyen nan peyi a, yo egzije depa sòlda Nasyonzini yo nan peyi a yo di k ap touye ak Kolera. Sou inisyativ plizyè òganizasyon baz Fanmi Lavalas nan Site a, vandredi 30 Septanm 2011 lan k ap fè 20 lane depi lame sanmanman Cédras la, Michel Francois ak tout lòt fòs reyaksyonè tchyoul enperyalis yo te bay prezidan Aristide premye koudeta li a, 29-30 septanm 1991, ap òganize yon gwo manifestasyon nan Site a pou yo di NON a koudeta, NON a okipasyon. Dirijan òganizasyon baz Fanmi Lavalas yo fè konnen y ap goumen pou dat madichon sa yo : 11 septanm 88, 29-30 septanm 91, 29 fevriye 2004 pa janm repete ankò nan listwa peyi Dayiti. Se yon okazyon tou pou yo mande jistis ak reparasyon pou tout viktim koudeta kriminèl 29-30 septanm 91, koudeta 29 fevriye 2004, viktim Kolera-Minustah-LONU yo nan peyi a. Responsab òganizasyon yo fè konnen popilasyon Site Solèy la, vandredi 30 septanm lan : « Nou pral rele anmwey kont tout enjistis sosyal n ap sibi nan peyi a depi plis pase 200 lane. Nou pral rele anmwey dèyè Minustah k ap touye pèp ayisyen an ak Kolera. N ap tann tout moun vandredi 30 septanm lan a 9vè nan maten devan ansyen lokal meri Site Solèy la. »

Malgre pil ak pakèt ONG k ap monte desann nan Site Solèy, al mande sou do malere ak malerèz yo nan Site a, plis pase 400 mil moun k ap viv nan komin sa a pa janm chanje. Site Solèy rete jiskaprezan yon zòn kote moun yo ap viv pi mal pase bèt nan dlo santi, nan labou, nan fatra ak tout lòt pwoblèm yo ki genyen sou latè.

Minustah

Suite de la page (7)

crainte. 2004, c'était sa mission. 2011, c'est sa mission. 2099, ce sera toujours sa mission. La Minustah, pour qui ? Et quelle mission ! Chacun a sa réponse. Pour certains, cela ne fait aucun doute cette mission est là pour protéger la bourgeoisie, la classe économique et bien entendu, les pouvoirs en place. Pour d'autres, elle est au service des intérêts non identifiés. Qu'on se rassure, les deux camps s'accordent à dire que la Minustah est au service de tout, sauf des Haïtiens. Sauf d'Haïti. Succédant à deux autres missions de maintien d'ordre, la Minustah par sa sulfureuse réputation se démarque de ses prédécesseurs dont la discrétion à travers le pays tranche avec ces nouvelles têtes brûlées multinationales.

En 2004, les autorités intérimaires utilisaient cette force comme leurs bras armés pour écraser, mater toutes tentatives de revendications populaires. La résistance pro-Aristide luttant contre l'imposture a payé un lourd tribut. Le Premier ministre de facto, Gérard Latortue et le Président fantoche, Boniface Alexandre, pour affirmer leur pouvoir usurpé, cautionnaient toutes les turpitudes et les barbaries de cette armée venue d'ailleurs. C'était le prix. Le prix de leur complicité avec l'étranger. Prix pour mettre définitivement le pays sous la coupe réglée d'une Communauté internationale totalement dépendante de Washington et de Paris. Grâce à cette formidable machine à tuer, à harceler, à broyer le peuple, le couple Latortue/Alexandre s'est maintenu jusqu'en 2006.

En donnant carte blanche à cette armée échappant à tout contrôle des autorités nationales, le trio d'« amis » d'Haïti (États Unis, France et Canada) sous couvert d'une organisation sous leur contrôle, parachève la mise en croix de cet État dont les élites ont failli à leur mission. A ceux qui reprochent aujourd'hui à l'ONU que la Minustah est une force d'occupation, leurs porte-parole rétorquent qu'ils n'étaient pas demandeurs. Ce sont les Haïtiens qui avaient réclamé l'envoie d'une force de maintien de la paix dans le pays. En l'occurrence, les élites haïtiennes sont les seules responsables de tous les maux et les incivilités causés par les soldats tiers-mondistes de l'occupation.

En 2006, de nouvelles autorités haïtiennes, légitimes cette fois, arrivent sur la scène. L'espoir nait de nouveau pour les patriotes. Ils attendent un geste fort du nouveau pouvoir sur ce dossier. Persuadés que la légitimité du Président René Garcia Préval et la paix retrouvée dans la Cité l'autoriseraient à négocier le retrait de la force d'occupation dont l'image se dégrade par ses agissements et son inutilité dans le pays. Ils seront déçus, ces patriotes. Ces rêveurs. Ces Haïtiens qui croient encore dans le patriotisme de nos dirigeants. Pire, Préval s'approprie la Minustah. Il s'accroche aux vertus perverses de ces gens.

Cette mission devient même sa raison d'être pour mener à bien sa propre mission. Son propre calendrier. Son objectif. Ainsi, la Minustah, par les pouvoirs qui lui sont conférés de l'autre coté des océans et avec le soutien ouvert de nos dirigeants, enchaîne des actes de brutalités sur la population. Se comportant de plus en plus comme si elle était en terrain conquis, la Minustah s'invite, comme disait un sénateur de la République, dans nos chambres sinon dans nos lits.

Jusqu'à son départ de la présidence, René Préval ne fera rien qui laisse supposer que la soldatesque de l'ONU avait dépassé les limites de sa mission supposée de maintien de la paix dans un pays où la tranquillité qui y règne dépasse de loin celle de la Jamaïque ou de la plupart des Etats latino-américains. Et vint son successeur, le Président Michel Joseph Martelly. Par ses discours à courtes échelles, les plus optimistes se disaient détecter une sorte de fierté haïtienne d'antan. Ils l'attendaient sur le dossier de l'occupation. Ils espéraient un discours qui ferait changer de comportement aux soldats de la Minustah vis-à-vis de la population. Un discours dans lequel la Communauté internationale se sentirait, tout au moins, visée pour son laxisme vis-à-vis de sa mission en Haïti.

Ce fut le contraire qui se produisit. Les responsables de cette occupation décorés. Félicités. Applaudis même. Encouragés. Le dernier scandale en date, le viol d'un adolescent à Port-Salut par une horde de casques bleus uruguayens. Une barbarie à l'état pur. Acte impardonnable moralement. Insoutenable humainement. Les condamnations multiples et transgénérationnelles démontrent à quel point toute une nation se sentait humiliée. Déshonorée. Choquée à la fois. Elle réclame aussi justice pour cet enfant de la République, victime collatérale d'une occupation dont il n'est point responsable. Certaines voix demandent réparation financière. Cela va de soi. Certes. Mais ni l'argent ni tout l'or du monde ne pourront lui rendre son honneur. Sa dignité.

Pas même les joyaux de la couronne. Le plus écœurant dans cette sale affaire est que notre Président n'a même pas eu le courage de condamner publiquement cet acte criminel de ce groupe de soldats onusiens. Pourtant, ç'aurait dû être son premier devoir. Que n'aurait-on pas entendu de la part du pouvoir si cet acte avait été perpétué sur un membre de la haute bourgeoisie ? Or, en guise de réponse appropriée



Après sept années de présence en Haïti (2004-2011), la présence de la Minustah ne fait que renforcer l'image négative qui a tant desservi le pays

à la demande des étudiants demandant légitimement le départ de la Minustah puisque c'en est trop, c'est la violence policière qui s'est abattue sur eux lors des manifestations à Port-au-Prince, voire l'interdiction de manifester dans l'aire du Champs Mars.

Nous avons lu attentivement l'allocution du chef de l'Etat à la tribune des Nations Unies, le vendredi 23 septembre dernier. A aucun moment, il n'a fait allusion à cette affaire qui a secoué toute la République. De même, pour la propagation de la maladie du Choléra dans le pays par les soldats de la mission puisque cela a été prouvé par différentes enquêtes. Pas un mot. Pourtant, la tribune de l'ONU est le lieu idéal pour les gouvernants de poser les vrais problèmes de leurs peuples. La pauvreté et la famine. La maladie. Le sous-développement, Etc. Encore une fois, ce fut une occasion ratée. Une occasion de revenir sur la responsabilité des soldats de la mission pour leurs actes répréhensibles et condamnables en Haïti. Le Président Martelly a préféré rester dans la généralité avec des envolées lyriques auxquelles personne ne porte plus attention maintenant. Il n'a abordé aucun problème de fond relatif au retrait programmé de la force d'occupation dans un Etat indépendant.

Sous couvert du thème générique de la « Reconstruction » d'Haïti post-séisme, les dirigeants haïtiens ne peuvent plus cautionner les dérapages d'une force d'occupation dont l'effet ne peut être, en toute logique, que négatif pour le pays. Si l'on veut vraiment la Reconstruction, le développement durable et le progrès de ce pays, il faut que les dirigeants haïtiens aient le courage de dire la vérité au Co-Président de la CIRH, Bill Clinton et aux autres décideurs internationaux. Tant qu'il existe une force étrangère sur le territoire national, aucun investisseur étranger sérieux, aucune grande firme multinationale ne viendra s'aventurer avec ses capitaux dans le pays. Avec le renouvèlement du mandat de la Minustah en octobre prochain, la priorité devrait être le désengagement de cette mission en Haïti afin d'envoyer un message clair à l'opinion internationale sur la stabilité politique et sociale du pays. Plus rien ne justifie la présence d'une force armée étrangère sur le territoire national.

Sinon, l'on peut être armé de toutes les bonnes volontés du monde, passer sa vie à monter des Commissions pour la Reconstruction et pour l'Investissement ou des *Conseils Consultatifs pour le Développement* avec toutes les grandes personnalités de la planète sauf que cela n'amènera nulle part. L'image des soldats étrangers passée en boucle sur les télés du monde à chaque fois qu'Haïti est à la « Une » demeure un handicap majeur pour attirer les touristes aussi bien que les investisseurs étrangers mêmes pour les vrais amoureux d'Haïti.

Après sept années de présence en Haïti (2004-2011), il faut considérer la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (Minustah), avec tout ce que cela comporte, comme faisant partie des problèmes à résoudre dans ce pays au même titre que la Reconstruction qui, à bientôt deux ans, reste toujours à l'état de projets d'étude. Si hier cette mission était utile, aujourd'hui elle ne sert à rien. Sa présence ne fait que renforcer l'image négative qui a tant desservi le pays sur le plan international et ce, à tous les niveaux. Une fois pour toutes, essayons de dire: occupation « ¡Basta ya ! », ça suffit !

C.C

Suite de la page (7) *Violences et insécurité ...*

rationnement drastique du courant électrique dans la zone. Ils exigent également une révision à la baisse du prix de l'engrais sur le marché local. A l'Estère, Pont-Sondé et Marchand Dessalines, depuis environ un mois, les habitants ont déclenché un mouvement revendicatif pour forcer les autorités à résoudre le problème de l'électricité dans les différentes communes du bas Artibonite. Le bilan de ce mouvement de protestation s'était soldé par un mort, Serène Charles âgé de 40 ans, un vendeur de borlette tué par un agent UDMO venant des Gonaïves. Plusieurs autres dégâts matériels ont été enregistrés au niveau de l'Estère.

A la Petite-Rivière de l'Artibonite, des bandits armés sèment régulièrement la terreur, même les autorités n'ont pas été épargnées. Le mardi 30 Aout, aux environs de 6h du soir, des bandits ont pillé la station d'essence de la zone. Le même jour, ils ont ouvert le feu sur un autre commerçant, Exhumé Ménès, il a été atteint de 3 balles. Transporté à l'hôpital Charles Colimon de Petite-Rivière, il a rendu l'âme, le mercredi 31 Aout.

Toujours au cours du mois d'Aout, à la première section de Petite-Rivière, dans la localité de « Moreau Pey », deux bandits armés ont assassiné un chauffeur de taxi-moto, répondant au nom de Rial Aristilde, âgé de 35 ans, et se sont emparés de sa moto.

Le mercredi 7 septembre 2011, des bandits non identifiés ont ouvert le feu sur le véhicule du maire de la commune de Petite-Rivière de l'Artibonite, Claude Rollin Delva, dans la localité de Liancourt, alors qu'il revenait de la fête patronale de Verettes. Il a été atteint d'un projectile au niveau de sa clavicule gauche et s'est rendu à l'hôpital Albert Schweitzer pour se faire soigner.

Par cette note, la POHDH attire l'attention des autorités du pays et elle leur demande de diligenter une enquête pour arriver à connaitre les véritables agresseurs du premier citoyen de la commune.

Dans ses recommandations, la POHDH rappelle à la Police que sa mission première est de protéger et de servir les citoyens et citoyennes. Elle demande également à la Police Nationale d'Haïti de se mettre effectivement au travail en régularisant et intensifiant ses patrouilles dans les zones stratégiques de manière à protéger le droit à la vie de la population, garanti par la constitution haïtienne de 1987, dans son article 260 et la Déclaration universelle des Droits de l'homme dans son article 23. Elle demande aussi à la justice de prendre des dispositions nécessaires afin de rendre justice aux victimes des actes de violences et d'insécurité dans le bas Artibonite et des réparations doivent être accordées aux familles des victimes de la brutalité policière.

En outre, la Plate-Forme dénonce énergiquement les violences planifiées de la Police sur les manifestants revendiquant pacifiquement des services de base tels : l'électricité, l'eau potable, la baisse du prix de l'engrais. Comme à Port-au-Prince, la Police a exercé de fortes violences contre des centaines d'Haïtiens qui ont pacifiquement manifesté le mercredi 14 septembre dernier pour exiger le départ des forces d'occupation de l'ONU, la Minustah en Haïti. La police a violé les lois de la République, le droit de revendiquer du peuple haïtien.

De leur côté, les organisations populaires et progressistes du mouvement social haïtien, particulièrement, la Collective mobilisation pour dédommager les victimes du choléra attendent impatiemment la condamnation, par des organisations ou institutions défendant les droits humains, des différentes menaces du pouvoir en place sur les libertés publiques et la violente répression policière du mercredi 14 septembre 2011 sur des manifestants pacifiques dans l'aire du Champ de Mars.

Chávez, Evo et Obama

Suite de la page (12)
des intérêts d'Israël aux États-Unis, la politique de ce pays au Moyen-Orient est donc israélocentriste.

Je voudrais conclure en faisant entendre la voix de Mahmoud Darwish dans un poème mémorable Sur cette terre :

Il y a sur cette terre ce qui mérite de vivre

Il y a sur cette terre,

Le commencement des commencements,

La fin des fins.

On l'appelait Palestine et on l'appelle désormais Palestine.

Madame, je mérite, parce que vous êtes ma dame,

Je mérite de vivre.

Elle continuera de s'appeler la Palestine. La Palestine vivra et vaincra ! Vive la Palestine libre, souveraine et indépendante !

Hugo Chávez Frías

Président de la République bolivarienne du Venezuela

Quand la session s'est ouverte le lendemain matin, ses mots étaient gravés dans le cœur et l'esprit des délégués réunis.

Le dirigeant bolivarien n'est pas un ennemi du peuple juif. Fort de sa sensibilité si particulière, il hait profondément le crime brutal que les nazis ont commis contre des enfants, des femmes et des hommes, jeunes ou vieux, dans les camps de concentration où – faut-il le rappeler, bien que personne ne le mentionne ? – les gitans ont été victimes de crimes atroces et d'une tentative d'extermination, et où des centaines de milliers de Russes ont aussi péri en tant que race inférieure selon les conceptions raciales nazies.

De retour dans son pays en provenance de Cuba, le jeudi 22 septembre au soir, il s'est référé, indigné, au discours prononcé par Barack Obama aux Nations Unies. Je l'ai rarement entendu parler avec un tel désenchantement d'un dirigeant qu'il traitait jusque-là avec un certain respect en tant que victime de la propre histoire de discrimination raciale aux États-Unis, dont il conservait un souvenir respectueux découlant de leurs échanges au Sommet de Trinité-et-Tobago, mais qu'il n'aurait jamais cru capable d'agir comme un George W. Bush :

« Hier, nous avons écouté une série de discours, et avant-hier aussi, aux Nations Unies, des discours précis comme celui de la présidente Dilma Rousseff, des discours d'une grande charge morale comme celui du président Evo Morales, mais aussi un discours, celui du président Obama, qu'on pourrait qualifier de monument au cynisme. Oui, un cynisme, peint sur son propre visage qui était d'ailleurs tout un poème ! Obama lançant un appel à la paix, vous imaginez un peu ? Au nom de quelle morale ? Oui, un monument historique au cynisme, ce discours du président Obama.

« On a aussi entendu des discours précis, ouvrant des voies : celui du président Lugo, celui de la présidente argentine, fixant des positions courageuses face au monde. »

Une fois la session inaugurée à New York, mercredi 21 septembre au matin, par le discours de la présidente brésilienne, le président étasunien est monté à la tribune et a pris la parole :

Depuis presque sept décennies, quand bien même les Nations Unies ont contribué à empêcher une troisième guerre mondiale, nous vivons encore dans un monde balafré par les conflits et tourmenté par la pauvreté. Quand bien même nous proclamons notre amour de la paix et notre haine de la guerre, le monde reste en proie à des troubles qui nous mettent tous en danger.

Je serais curieux de savoir à quel moment, selon Obama, l'ONU a empêché une troisième guerre mondiale !

Je suis entré en fonction alors que les États-Unis livraient deux guerres. Qui plus est, les extrémistes violents qui nous ont fait entrer en guerre en premier lieu – Oussama ben Laden et son organisation Al-Qaeda – avaient toujours les coudées franches. Aujourd'hui, nous avons fixé un nouveau cap.

Les opérations militaires des USA en Iraq vont prendre fin d'ici à la fin de l'année. Nous allons avoir des relations normales avec un pays souverain, membre de la communauté des nations. Ce partenariat égal se renforcera grâce à notre soutien à l'Iraq, à son gouvernement et à ses forces de sécurité, à son peuple et à ses aspirations.

De quel pays parle vraiment Obama?

Tout en mettant fin à la guerre en Iraq, les États-Unis et nos partenaires de la coalition ont commencé une transition en Afghanistan. D'ici à 2014, un gouvernement afghan et des forces de sécurité toujours plus capables entreprendront d'assumer la responsabilité de l'avenir du pays. Et à mesure qu'ils le feront, nous retirerons nos forces tout en construisant un partenariat durable avec le peuple afghan.

Nul ne doute, donc, que la marée de la guerre est en train de refluer. Quand je suis entré en fonction, à peu près 180 000 Étasuniens servaient en Afghanistan et en Iraq. D'ici la fin de l'année, leur quantité aura diminué de moitié et continuera de diminuer. Ceci est capital pour la souveraineté de l'Iraq et de l'Afghanistan, et tout aussi essentiel pour le renforcement des USA dans la mesure où nous édifions notre nation chez nous.

De plus, nous allons finir ces guerres en position de force. Voilà dix ans, il y avait une plaie béante ouverte et des amas d'acier tordus, un cœur brisé au centre de cette ville-ci. La nouvelle tour qui se dresse au Grounds Zéro symbolise la renaissance de New York, tandis qu'Al Qaeda est soumis aujourd'hui à plus de pressions que jamais, que son leadership s'est dégradé, et qu'Oussama ben Laden, quelqu'un qui a tué de milliers de personnes dans des dizaines de pays, ne mettra plus jamais la paix du monde en péril.

De qui Ben Laden a-t-il été l'allié ? Qui donc l'a entraîné et armé pour combattre les Soviétiques en Afghanistan ? Pas les socialistes ni les révolutionnaires, en tout cas, nulle part au monde !

Eh bien, oui, cette décennie a été difficile. Mais nous sommes aujourd'hui au carrefour de l'Histoire, et nous avons l'occasion de nous acheminer décisivement vers la paix. Mais, pour ce faire, nous devons en revenir à la sagesse de ceux qui ont créé cette institution. La Charte des Nations Unies nous appelle à « joindre nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales ». […]

Qui donc a des bases militaires partout dans le monde? Qui donc est le plus gros exportateur d'armes ? Qui donc possède des centaines de satellites espions ? Qui donc investit plus d'un billion de dollars par an en dépenses militaires ?

[…] Cette année a été une époque de transformation extraordinaire. Toujours plus de nations ont progressé pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Toujours plus d'individus réclament le droit universel de vivre dans la liberté et la dignité.

Il a cité les cas du Soudan du Sud et de la Côte-d'Ivoire. Sans dire, bien entendu, que, dans le premier, les transnationales yankees se sont précipitées sur les réserves pétrolière de ce nouvel État dont le président a dit à l'Assemblée générale même des Nations Unies qu'il s'agissait d'une ressource précieuse, mais épuisable, et a proposé de l'utiliser d'une manière rationnelle et optimale.

Dans le cas de la Côte-d'Ivoire, Obama n'a pas dit non plus que la paix y a été instaurée avec l'appui des soldats colonialistes d'un membre éminent de la belliqueuse OTAN qui vient de larguer des milliers de bombes sur la Libye.

Obama a mentionné ensuite la Tunisie, attribuant aux États-Unis le mérite du mouvement populaire qui y a renversé un gouvernement allié de l'impérialisme.

Plus étonnant encore : Obama prétend ignorer que les États-Unis ont été les responsables de l'installation en Égypte d'un gouvernement tyrannique et corrompu, celui d'Hosni Moubarak, qui, bafouant les principes de Nasser, s'alliа à l'impérialisme, vola à son pays des dizaines de milliards et asservit ce peuple courageux.

Voilà un an, l'Égypte avait connu le même président depuis presque trente ans. Mais, pendant dix-huit jours, les yeux du monde ont été tournés vers la place Taghir où des Égyptiens de tous les horizons – hommes et femmes, jeunes et vieux, musulmans et chrétiens – réclamaient leurs droits universels. Nous avons vu dans ces manifestants la force morale de la non-violence qui a illuminé le monde, de la Nouvelle-Delhi à Varsovie, de Selma à l'Afrique du Sud, et nous avons su que le changement était arrivé en Égypte et dans le monde arabe.

[…] Face aux balles et aux bombes, le peuple libyen a refusé jour après jour de renoncer à cette liberté. Et quand il a été menacé par ce genre d'atrocités massives qui a si souvent sévi au siècle dernier, les Nations Unies ont fait la fête à leur Charte, le Conseil de sécurité a autorisé toutes les mesures requises pour éviter un massacre, la Ligue arabe a réclamé cet effort, des nations arabes ont rejoint la coalition conduite par l'OTAN qui a barré la route aux forces de Kadhafi.

[..] Hier, les dirigeants de la nouvelle Libye ont pris place ici, parmi nous, de plein droit, et cette semaine les États-Unis rouvrent leur ambassade à Tripoli.

Voici comment la communauté internationale est censée fonctionner : des nations qui s'unissent au nom de la paix et de la sécurité ; des individus qui réclament leurs droits. Maintenant, nous avons tous la responsabilité d'appuyer la nouvelle Libye, le nouveau gouvernement libyen qui doit relever le défi de transformer ce moment de promesse en une paix juste et durable pour tous les Libyens.

Oui, cette année a été remarquable. Le régime de Kadhafi est terminé. Gbagbo, ben Ali, Moubarak ne sont plus au pouvoir. Oussama ben Laden est parti, et l'idée que le changement ne peut arriver que par la violence a été ensevelie avec lui.

Quelle façon euphémique de liquider la question Ben Laden ! Quelles qu'aient été les responsabilités de cet ancien allié, il a été exécuté d'une balle en plein visage devant sa femme et ses enfants, puis lancé en mer depuis un porte-avions, en violation des mœurs et des traditions religieuses de plus d'un milliard de croyants et des principes juridiques élémentaires fixés dans tous les systèmes pénaux. De telles méthodes ne conduisent pas à la paix et n'y conduiront jamais !

Il a affirmé aussitôt après : Quelque chose se passe dans notre monde. Ce n'est pas parce que les choses se sont déroulées d'une certaine façon par le passé qu'elles se dérouleront de la même manière à l'avenir. La dalle humiliante de la corruption et de la tyrannie est en train de se soulever. Les dictateurs sont mis en demeure. La technologie met le pouvoir aux mains du peuple. Les jeunes refusent fortement la dictature et rejettent le mensonge selon lequel des races, des peuples, des religions, des ethnies ne désirent pas la démocratie. La promesse écrite sur le papier : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits », est toujours plus à portée de la main.

[…] L'aune de notre succès est si les gens peuvent vivre dans une liberté, une dignité et une sécurité durables. Et les Nations Unies et leurs États membres doivent jouer leur rôle pour soutenir ces aspirations essentielles. Et nous avons encore du pain sur la planche.

Puis Obama s'en est pris à un autre pays musulman où, on le sait, ses services secrets et ceux d'Israël assassinent systématiquement les meilleurs scientifiques en matière de technologie militaire.

Il a, aussitôt après, menacer la Syrie où l'agressivité yankee peut conduire à un massacre encore plus épouvantable qu'en Libye : […] Des hommes, des femmes et des enfants ont été et torturés, emprisonnés et tués par le régime syrien. Des milliers ont été assassinés, dont beaucoup durant la période sainte du Ramadan. Des milliers d'autres ont fui à travers la frontière. Le peuple syrien a fait preuve de dignité et de courage dans sa quête de la justice, protestant pacifiquement, s'asseyant en silence dans les rues, mourant pour les mêmes valeurs que cette institution-ci est censée défendre. Et la question pour nous est claire : allons-nous appuyer le peuple syrien ou allons-nous appuyer ses oppresseurs ?

L'ONU a déjà appliqué de dures sanctions aux dirigeants syriens. Nous soutenons un transfert de pouvoir qui réponde au peuple syrien, et beaucoup de nos alliés nous ont rejoints dans cet effort. Mais, pour le bien de la Syrie et pour la paix et la sécurité dans le monde, nous devons tous parler d'une seule voix : il n'y a plus d'excuses pour ne pas agir. Il est temps que le Conseil de sécurité des Nations Unies sanctionne le régime syrien et appuie le peuple syrien. Reste-t-il, par hasard, un pays qui soit à l'abri des menaces belliqueuses de cet illustre défenseur de la sécurité et de la paix internationales ? Qui donc a concédé de telles prérogatives aux États-Unis ?

Nous devons répondre aux appels au changement dans cette région. Au Yémen, des hommes des femmes et des enfants se réunissent tous les jours par milliers dans les rues et sur les places dans l'espoir que leur détermination et l'effusion de sang l'emporteront sur un système corrompu. Les Etats-Unis appuient ces aspirations. Nous devons œuvrer avec les voisins du Yémen et avec nos partenaires dans le monde pour chercher une voie qui conduise à une passation pacifique de pouvoir de la part du président Saleh et à l'organisation dans les meilleurs délais d'élections justes et libres.

Au Bahreïn, des mesures ont été prises pour démarrer la réforme et la responsabilité. Nous en sommes satisfaits, mais il en faut plus. Les États-Unis sont des proches amis du Bahreïn, et nous continuerons d'appeler le gouvernement et le principal bloc d'opposition – le Wifaq – à poursuivre un dialogue sérieux qui apporte les changements pacifiques que désire le peuple. Nous croyons que le patriotisme qui maintient les Bahreïnis ensemble doit être plus puissant que le sectarisme qui les déchirerait. Ce sera dur, mais c'est possible.

Obama se garde bien de dire qu'il s'y trouve une des plus grandes bases militaires étasuniennes de la région et que les transnationales yankees contrôlent et manipulent à leur guise les plus grandes réserves de pétrole et de gaz d'Arabie saoudite et des Émirats arabes.

Nous croyons que chaque nation doit suivre son propre chemin pour satisfaire aux aspirations des peuples. Les États-Unis ne sauraient espérer être d'accord avec les vues politiques de chaque personne ou de chaque individu. Mais nous défendrons toujours les droits universels que prône cette Assemblée. Ces droits dépendent d'élections libres et justes, d'une gouvernance transparente et responsable, du respect des droits des femmes et des minorités, d'une justice égale pour tous et équitable. Voilà ce que méritent nos peuples. Tels sont les facteurs d'une paix appelée à durer.

De plus, les États-Unis continueront d'appuyer les nations en transition vers la démocratie par plus de commerce et d'investissements, afin que la liberté soit accompagnée des chances. Nous renforcerons notre engagement avec les gouvernements, mais aussi avec la société civile – les étudiants, les hommes d'affaire, les partis politiques et la presse. Nous avons interdit aux violateurs des droits humains d'entrer dans notre pays. Et nous avons sanctionné ceux qui les bafouent à l'étranger. Et nous serons toujours la voix de ceux qui ont été bâillonnés.

Après ce long laïus, l'insigne Prix Nobel de la paix a abordé la question épineuse de son allience avec Israël, un pays qui ne figure pas, comme chacun sait, parmi les détenteurs privilégiés d'un des systèmes les plus modernes d'armes atomiques et de vecteurs capables d'atteindre des cibles lointaines. Obama sait pertinemment combien cette politique est arbitraire et impopulaire.

Je sais maintenant, en particulier cette semaine, que, pour beaucoup dans cette salle, il est un point qui apparaît comme un test pour ces principes et un test pour la politique étrangère étasunienne : le conflit entre Israël et les Palestiniens.

Voilà un an, de cette même tribune, j'ai lancé un appel à une Palestine indépendante. Je croyais alors et je le crois encore, que le peuple palestinien mérite son État. Mais j'ai aussi affirmé qu'une paix authentique ne pouvait se faire qu'entre les Israéliens et les Palestiniens eux-mêmes. Un an après, malgré les efforts intenses consentis par les États-Unis et d'autres acteurs, les parties n'ont toujours pas comblé leurs différends. Devant cette impasse, j'ai avancé une nouvelle base de négociations en mai dernier. Cette base est claire. Chacun de vous la connaît. Les Israéliens doivent savoir que tout accord leur garantira la sécurité. Les Palestiniens méritent de savoir ce que sera la base territoriale de leur État.

Je sais que beaucoup sont frustrés par ce manque de progrès. Moi aussi, je vous l'assure. En fait, la question n'est pas le but que nous cherchons, mais comment l'atteindre. […] La paix demande qu'on travaille dur. La paix ne viendra pas à travers des déclarations et des résolutions des Nations Unies – si c'était si facile, elle aurait déjà été faite. Somme toute, ce sont les Israéliens et les Palestiniens qui doivent vivre côte à côte. Somme toute, ce sont les Israéliens et les Palestiniens, et pas nous, qui doivent tomber d'accord sur les points qui les divisent : les frontières et la sécurité, les réfugiés et Jérusalem.

Somme toute, la paix dépend d'un compromis entre des gens qui sont appelés à vivre ensemble bien longtemps après que nous ayons prononcé nos discours, bien après que nos scrutins aient été dépouillés.

Il s'est lancé ensuite dans une longue tirade pour expliquer l'inexplicable et justifier l'injustifiable : […] Il est incontestable que les Palestiniens ont vu cet espoir [un État souverain] retardé durant trop longtemps. C'est justement parce que nous croyons si fort aux aspirations du peuple palestinien que les États-Unis ont investi tant de temps et tant d'efforts dans la construction d'un État palestinien,

Suite à la page (18)

Poutine se proclame président



Le Premier ministre et le président deviendront peut-être l'an prochain... président et Premier ministre. (Reuters)

Par Emmanuel Grynszpan

Chassé-croisé à Moscou : Medvedev devrait devenir Premier ministre, son mentor va revenir au Kremlin. La fin d'un vrai-faux suspense...

Vladimir Poutine va remonter sur un trône qu'il n'a jamais vraiment quitté. Sans l'ombre d'un doute, il sera président de 2012 à 2018, puisque son seul concurrent potentiel, le président actuel, Dmitri Medvedev, lui cède délibérément la place. "Je pense qu'il serait juste que le congrès [du parti Russie unie] soutienne la candidature de son président, Vladimir Poutine, afin qu'il se présente à la présidentielle [prévue le 4 mars 2012]", a déclaré hier Medvedev sous les applaudissements et cris frénétiques des caciques du parti, soutenant le Kremlin. "C'est un grand honneur pour moi", a minaudé Poutine en lui succédant à la tribune.

Le vrai-faux suspense sur le choix du futur maître du pays a pris fin hier en milieu de journée sur cette scène passablement surjouée. Et surréaliste. D'habitude, un cycle électoral commence par une campagne et se termine par la célébration de la victoire. Ici, c'est l'inverse. Les délégués du parti du pouvoir étaient en transe à l'annonce de la désignation de Vladimir Poutine, qui reste le politicien le plus populaire de la Russie et l'homme fort du régime, pour assumer un troisième mandat* à la tête du pays, garantissant ainsi la stabilité pour l'élite politique. Au terme d'un chassé-croisé bien réglé, Dmitri Medvedev, tête de la liste Russie unie pour les législatives de décembre, devrait, lui, devenir Premier ministre.

Russie unie craint le cap des législatives

«Ce n'est pas une grande surprise, car Poutine avait, à de nombreuses reprises, suggéré qu'il reviendrait à la présidence en 2012», souligne Chris Weafer, financier et observateur avisé du théâtre d'ombres moscovite. «La raison pour laquelle les cartes ont été dévoilées si tôt est qu'il faut déplacer l'objectif des élections parlementaires pour en faire un plébiscite au bénéfice de Poutine. Russie unie est en chute libre dans les sondages et il existe un vrai risque de très faible participation aux législatives. Faire de ce scrutin un test de la présidentielle est le meilleur moyen pour le parti de garder ses sièges au parlement», soit deux tiers des mandats.

Très pessimiste, l'opposant libéral Boris Nemtsov estime, de son côté, qu'il «ne pouvait rien arriver de pire à la Russie». Systématiquement écarté de tous les scrutins par une commission électorale excluant tout mouvement trop critique, Nemtsov affirme que le retour de Poutine va conduire à «un enrichissement accéléré de l'oligarchie formée par [s]es amis et une politique étrangère agressive. Poutine va se transformer en quelque chose ressemblant à Kadhafi, Moubarak et [au dictateur biélorusse] Loukachenko. Je n'exclus pas que des mouvements de révolte apparaissent dans un futur proche».

Une «intrigue» artificielle

Et le président Medvedev dans tout ça? Il a finalement résolu l'énigme formant

Suite à la page (18)

Bolivie : périlleux exercice démocratique pour Morales

Une route de 300 km doit traverser une réserve écologique où vivent des Indiens. Après de rudes contestations, Morales intervient, suspend les travaux et propose un référendum régional pour trancher le problème. « *Tant que ce débat national se tient et afin que les provinces (concernées par le parc) en décident, le projet de route dans le Territoire indigène et parc national Isiboro Secure (TIPNIS) est suspendu* » a déclaré lundi Evo Morales. Le président est bien gêné : dimanche, les forces de l'ordre ont assez violemment réprimés les manifestations d'Indiens d'Amazonie qui protestaient contre ce projet, à renfort de gaz lacrymogènes et d'interpellations.

Morales a clairement condamné ces violences et a du coup suspendu les travaux. Ceux-ci ne repartiront que si les habitants des deux régions concernées, les provinces de Beni (nord) et Cochabamba (centre), le décident. La consultation pourrait prendre un an, mais les 50 000 Indiens y vivant pourront voter. « *Que le peuple décide, particulièrement les provinces concernées* », a réaffirmé lundi soir Morales. Ces dernières semaines, il avait suggéré que l'opposition à la route était le fait d'une minorité. Quelques centaines d'Indiens s'étaient lancées dans une marche de protestation depuis 40 jours jusqu'à La Paz. Le président socialiste, premier Indien à diriger la Bolivie, espère ainsi ne pas trop se mettre à dos les communautés indiennes qui l'ont porté au pouvoir.

L'Humanité 27 Septembre 2011

Mouammar Kaddafi dit se trouver en Libye et promet au CNT un "choc inattendu"

L'ancien "Guide" libyen a assuré ne pas avoir quitté le territoire libyen et vouloir y mourir en martyr, dans une nouvelle allocution diffusée mardi. Il a également promis une revanche au Conseil national de transition (CNT) dans les prochains jours.

« *Ils mentent en disant que Kaddafi se trouve tantôt au Venezuela, tantôt au Niger. Je suis parmi mon peuple et les prochains jours réservent à cette clique d›agents un choc inattendu* », a déclaré l'ex-« Guide » libyen. Diffusée par une radio locale de Bani Walid, l'un des derniers fiefs kaddafiste, l'allocution du colonel a été retransmise mardi par le site internet d'Allibiya, une télévision fidèle à l'ancien régime.



Mouammar Kaddafi

« Nous attendons nous aussi le martyre »

Mouammar Kaddafi a réaffirmé vouloir mourir sur le sol libyen. « *Des héros ont résisté et sont tombés en martyrs et nous attendons nous aussi le martyre* », a-t-il clamé. L'ex homme fort du pays s'adressait notamment à ses partisans, issus de Warfala, une grande tribu libyenne, qui se battent actuellement contre les pro-CNT à Bani Walid. « *Par votre jihad, vous êtes en train de rééditer les exploits de vos aïeux. Sachez que je suis sur le terrain comme vous* », a déclaré Mouammar Kaddafi.

Jeune Afrique 27 septembre 2011

Cuba: un pays sans malnutrition infantile

Par Tania Hernández

Le dernier rapport du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, UNICEF, vient de confirmer que Cuba est le seul pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes qui est arrivé à éradiquer la malnutrition infantile, un fléau qui menace le présent et l'avenir de la région.

Le cas de Cuba prouve que la volonté politique d'accorder la priorité à la solution des besoins de la population, l'emporte toujours sur le manque de ressources et d'autres contraintes économiques ou financières.

Il y a des pays de la région, ayant une extension territoriale et une population similaire à celle de Cuba et dans lesquels les nouvelles générations doivent supporter une lourde charge.

Nous pourrions mentionner par exemple le cas du Guatemala, où la moitié des enfants entre 0 et 5 ans souffrent de troubles sévères de malnutrition, taux qui s'élève jusqu'à 70% dans les communautés indiennes reculées.

L'UNICEF, a annoncé qu'il y a sur la planète 146 millions de mineurs qui souffrent de malnutrition. 28% en Afrique, 17% au Moyen Orient, 15% en Asie et 7% en Amérique Latine et les Caraïbes. En Europe Centrale la malnutrition touche 5% des enfants et le 27% restant est réparti dans d'autres zones de la planète. Pas un seul de ces enfants n'est Cubain.

Cette donnée ne fait que ratifier les critères émis récemment par le représentant de l'UNICEF à La Havane, José Juan Ortiz, qui avait remercié l'État et le peuple cubain des efforts consentis en faveur des enfants et jeunes. À Cuba -avait-il signalé- les droits des enfants sont sacrés et on veille à leur respect et mise en application.

Cuba a célébré hier le 20ème anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention des Droits de l'enfant, un pacte international de vitale importante, qui à ce jour, a été ratifié par tous les États membres des Nations Unies à l'exception des Etats-Unis et de la Somalie.



Cuba est le seul pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes qui est arrivé à éradiquer la malnutrition infantile

Cuba n'est pas seulement un bon endroit pour naître, mais aussi pour être mère, comme l'a bien reconnu l'ONG, Save the Children, qui le considère comme le meilleur pays latino-américain et le premier parmi les nations du Sud, à garantir une attention spéciale aux femmes enceintes.

L'étude a tenu compte de 10 indicateurs parmi lesquels se font remarquer le niveau de scolarisation, de santé, le niveau économique, politique et social des mères et la situation de bien-être général dans laquelle vivront leurs enfants.

Il faut préciser que ces données tombent à pic, surtout à la veille de la discussion et vote, à l'Assemblée Générale de l'ONU, de la résolution cubaine " Nécessité de mettre un terme au Blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis à Cuba.

Ce document précise que cette politique, qualifiée de génocidaire, car elle a pour but d'exterminer tout un peuple, que Washington n'a pu faire plier, dure depuis un demi siècle et qu'elle cause des pertes économiques qui dépassent 975 milliards de dollars.

Combien de choses auraient pu être faites avec cet argent, surtout si l'on pense à tout ce qui a été fait par le gouvernement révolutionnaire avec les ressources limitées dont il dispose, pour améliorer les conditions de vie de tous les Cubains sans exception.

Les différences sont si palpables, qu'il ne faut pas donner des arguments mais nous ne pouvons pas résister à la tentation de comparer la vie des enfants cubains et de leurs mères et celle des enfants et mères en Afghanistan, en Irak, et maintenant en Libye, où l'Empire est allé « les sauver et les démocratiser ». Dieu nous protège d'une telle bonté!

CSL 23 septembre 2011

Plusieurs présidents latino-américains se sont élevés contre le blocus de Cuba

Par Tania Hernández

Le Président du Paraguay, Fernando Lugo, a demandé à l'ONU la levée immédiate du blocus économique, commercial et financier que les États-Unis imposent à Cuba.

Prenant la parole hier à la 66è période de sessions de l'Assemblée Générale, le président paraguayen a déploré les effets de la politique hostile étasunienne contre le peuple cubain. Il a dénoncé le fait que cette mesure viole les principes du droit international.

Pour sa part, le chef de l'état guatémaltèque, Álvaro Colom a réclamé la fin du blocus, ce qui -a-t-il signalé- aurait des conséquences favorables pour les deux parties.

Le Président bolivien, Evo Morales, a, quant à lui, appelé à refonder cet organisme mondial et il a critiqué le non respect des résolutions, faisant ainsi allusion, aux 19 résolutions successives qui exigent la levée du blocus de Cuba et qui traduisent la clameur mondiale. « *Si nous voudrions que cette organisation ait une certaine autorité pour faire respecter les résolutions adoptées, nous devrions penser à refonder l'ONU. Elle ne peut pas continuer à être ce qu'elle est. La plupart des pays du globe exigent la fin du blocus des Etats-Unis contre Cuba, une politique illégale de Washington qui dure depuis plus de 50 ans. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies doit faire respecter cette résolution, approuvée à 19 reprises par un consensus réunissant un nombre croissant de pays.* »

CSL 23 septembre 2011

Suite de la page (4)

Ayiti. » Il a également averti que «*genyen des Ayisyen, paske yo pèdi pouvwa yo, oubyen paske dezòd la te bon pou yo epwi yo genyen tout yon sistem nan men yo, yap pale tenten toujou.Tout moun sa yo pral sèzi!... Donk keksyon vini, fè sa w vle nan peyi a, pa genyen sa ankò.* »

Malgré toutes ses fanfaronnades, Martelly a laissé entendre qu›il se sentait incompris par le peuple haïtien. «*Parfois, mwen pa ta renmen di sa, men parfois mwen genyen enpresyon mwen jwenn plis sipò à l'étranger comme si moun yo konprann sa m vin fè a, yon bagay neuf.*»

Mais, le programme présenté par Martelly n›a rien de nouveau. Il a établi presque la même stratégie de développement échouée qui a été établi par le dictateur Jean-Claude Duvalier il y a trois décennies et par le président René Préval au cours des cinq dernières années. Ils se proposaient de créer des emplois en attirant les investisseurs étrangers avec de bas salaires (maintenant 5 $ par jour), le tourisme, et l›artisanat.

Martelly a répété plusieurs fois sa demande que, (de façon irrégulière, et peut-être illégalement) en taxant tous les appels internationaux à Haïti cinq cents, et chaque transfert d›argent de 100 $ de 1.50 $, il sera en mesure d›envoyer 772 000 enfants à l›école cette année gratuitement.

Même cette initiative pour l›éducation -- pièce centrale de son programme -- n›est pas nouvelle. L›ancien Président Aristide avait fortement subventionné l›éducation au cours de ses deux administrations (tronquées par des coups), de même que René Préval, dans une moindre mesure. Aristide a également construit plus d›écoles en Haïti durant son mandat que le total construit dans l›ensemble de l›histoire haïtienne. Et pourtant Martelly a applaudi le renversement de ce président, champion de l'éducation.

(Le 26 septembre, sans fanfare, Aristide a rouvert son école médicale (UNIFA) qui a été fermée par les troupes d›occupation américaines en Haïti en 2004 le jour après le coup d›état.)

Mais clairement, Martelly prend une grande marge de manœuvre pour son propre programme d›éducation. « Lè m di edikasyon se yon bèl bagay, men rezilta a se nan 15 zan, 20 tan. »

En bref, l'objectif primordial de Martelly est de «*rebaptiser Haïti*»,(«rebrand») comme il l›appelle. Il a dit qu›il veut « *motive Ayisyen, rebay yo konfyans nan yo menm, fè yo konnen, yo pa pran yon peyi ki rele 'kolera,' yo pa pran yon peyi ki rele 'boat people', yo pa pran yon peyi ki rele 'mizè.'...Se yon kategori moun ki viv ak maladi sa yo ki chwazi fè pwopagann, prezante Ayiti tankou yon peyi mizè, yon peyi kolera, yon peyi boat people sèlman. Ayiti genyen plis pase sa.*»

En bref, comme beaucoup d'Américains d'origine haïtienne privilégiés, Martelly veut éliminer le stigmate que la pauvreté en Haïti génère. Mais il ne cible pas d'autres stigmates, comme celle de cette minuscule «Elite moralement répugnante» d'Haïti, qui détient 90% des ressources d'Haïti, ou des anciens chefs d'escadrons de la mort et les soldats qui sont parmi ses partisans les plus zélés.

Le 22 septembre, le jour de l'adresse à York, les hooligans duvaliéristes ont rompu une conférence de presse d'Amnesty International à Port-au-Prince, où l'organisation de droits humains a revendiqué que les autorités haïtiennes jugent l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier, qui n'a toujours pas été inculpé, huit mois après son arrivée en Haïti.

« *J'ai l'intention de ne pas interférer dans ce que le système judiciaire a à faire* », a déclaré Martelly à CNN. « *Je vais leur donner la latitude libre de prendre la bonne décision. Et je vais même éviter de donner mon opinion sur cette question.* »

Mais en remplissant son cabinet de « *conseillers* » avec des duvaliéristes, Martelly donne peu de doute sur sa position et a même prouvé son penchant pour l'espèce. Et quand il s›est engagé à York pour arrêter le « *dezòd* » en Haïti, il ne parlait pas de la perturbation de la conférence de presse d'Amnesty plus tôt dans la même journée. Il faisait plutôt allusion à des manifestations de masses en Haïti appelant à un jugement de Duvalier et du retrait de la MINUSTAH.

Bien qu›il ait demandé aux Haïtiens de «*s'unir derrière ma vision*», son voyage à New York n'a guère contribué à renforcer sa popularité en baisse. En fait, beaucoup de déclarations avaient un ton de sinistre présage. Il a conclu qu'en tant que président, « *Fo w pare pou pran des grandes décisions. Et ceci, à n›importe quel prix. A n›importe quel prix.* »

New York : des dizaines d'indignés arrêtés ce weekend

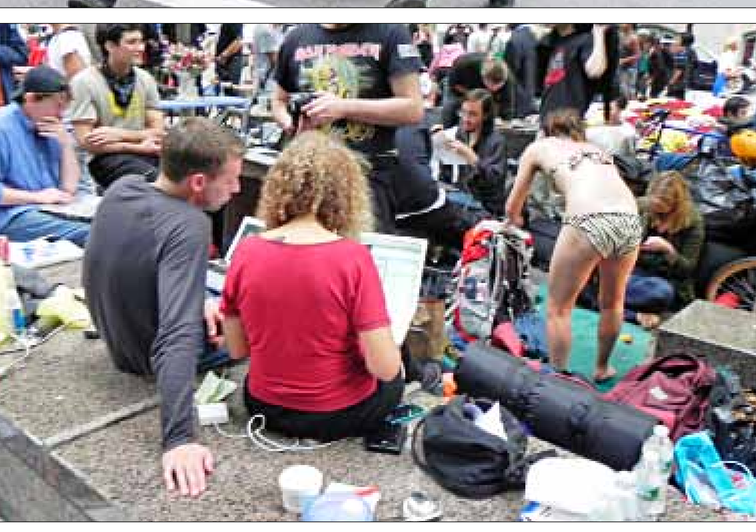
Ceux qui s'appellent les 99 %, ont été violemment réprimés lors d'une marche pacifique samedi devant Wall Street. Ils étaient venus pour dénoncer pacifiquement l'injustice du système financier, ils ont été accueillis par des tasers et des matraques.

C'est pire que disproportionné, surtout au moment où Barack Obama et Hillary Clinton invoquent le droit à manifester comme un droit de l'homme, en Syrie... La répression dont sont victimes les Indignés de New York laisse pantois. Plusieurs centaines d'entre eux marchaient pacifiquement samedi en direction de Wall Street, en dénonçant l'injustice sociale et la dictature des marchés financiers. Ils se sont faits intercepter par une impressionnante quantité de policiers, qui n'ont pas hésité à jouer de la matraque et du gaz au poivre sur des manifestants médusés. Plusieurs manifestants ont également pris des coups de tasers. Il y aurait cinq blessés. Aucun débordement, ni de dégradation de la part des manifestants. La police évoque des « troubles de l'ordre public » parce que la circulation des voitures a été perturbée pendant une heure… Résultats des blessés et au moins 80 arrestations.

Les manifestants rapportent que la police a également confisqué téléphones et appareils photos, puisque la seule arme des indignés est de donner à voir. Ce dimanche, les militants restant sont cantonnés dans leur square, entourés d'un épais cordon de police.

L'Humanité 25 Septembre 2011





La police de New York s'en est mêlée, réprimant violemment le millier de marcheurs, et procédant à une centaine d'arrestations

Suite de la page (13)

à rejoindre sain et sauf le palais présidentiel. Dix personnes trouveront la mort au cours de cette journée de rébellion.

La presse de droite soutenue par l'oligarchie

Un an plus tard, la polémique sur ce 30 septembre reste intacte. Les partis conservateurs, relayés par la presse et soutenus par une oligarchie (banquiers, chefs d'entreprise…) résidente en majorité à Guyaquil, continuent de nier ces émeutes et refusent d'y voir une tentative de coup d'Etat.

Pire, ils considèrent que Rafael Correa s'est jeté dans les bras de la police afin d'en tirer profit politiquement, faisant ainsi remonter sa côte de popularité.

Ce nouveau procès entre le chef d'Etat et la presse ne fait qu'accentuer le fossé entre deux sociétés équatoriennes aux intérêts sociaux et économiques divergents. Rafael Correa a toutefois laissé entendre qu'il pourrait retirer sa plainte contre le journal si ce dernier faisait publiquement son mea culpa : « Qu'ils admettent leur erreur, avoir menti, qu'ils demandent pardon au pays et pas à Rafael Correa, qu'ils disent qu'ils tenteront d'être plus sérieux, plus professionnels, plus éthiques en tant qu'informateurs et nous pourrons envisager de renoncer au procès. »

Sans surprise, le journal El Universo a refusé cette offre au risque de devoir mettre la clé sous la porte. Carlos Pérez, le directeur du quotidien, souhaite un arbitrage international, car « dans ce pays, il n›y a pas pour l›instant de justice », a-t-il assuré. La guerre est ouverte.

Rue89 23 Septembre 2011

Suite de la page (19)

Devant une nombreuse assistance notre ami a exposé et défendu avec un rare brio son sujet qui a récolté durant toute la séance félicitations et encouragement pour son choix, son approche méthodologique et bibliographique et ses conclusions courageuses et pertinentes. Les critiques du jury tendaient à pousser notre ami à poursuivre encore plus loin ses recherches sur le sujet en intégrant les remarques constructives formulées par les uns et les autres. Après délibérations, le jury a décerné le titre de docteur à notre ami avec mention très honorable et félicitations. En outre le jury a vivement encouragé Arthus à publier sa thèse sans retard.

Au mois de juillet a eu lieu durant le week-end des 8/9 la tenue de la rencontre annuelle des Associations de la communauté haïtienne de France, la PAFHA (Plateforme d'Associations Franco-Haïtiennes, *ndlr*). Elle s'est tenue, comme à l'ordinaire à la Bourse de travail de Saint-Denis. Je regrette de ne pouvoir vous en faire mon compte-rendu habituel car je n'y étais pas présent.

L'autre grand événement de ce mois de juillet s'est déroulé le samedi 23 à Sarcelles, en banlieue de Paris. Ce fut le mariage de notre ami Jean Smith avec Edline. Grandiose avec ses huit cents invités qui se sont relayés fort tard dans la nuit jusque quasiment au petit jour.

Enfin le mois d'août nous a réservé une seule manifestation organisée par l'association FONDESA de notre ami Bazile, alias Pegguy. C'est une manifestation sportive au cours de laquelle s'affrontent plusieurs équipes de football dont la gagnante reçoit une coupe de l'association. En accompagnement à cette activité et pour la rehausser, la FONDESSA offre aux jeunes filles de la communauté l'occasion de concourir au titre de Miss de beauté. Depuis trois années consécutives que je suis ce challenge, j'arrive à la conclusion que nos jeunes filles sont de plus en plus belles, de toutes les couleurs, charmantes, élégantes, pas du tout timides et pleines de ressources et de potentialités cachées. Cela ne s'est pas contredit cette année car la gagnante possède toutes les qualités que je viens d'énumérer.

Suite de la page (16)

et dans les négociations qui peuvent aboutir à un État palestinien.

Mais qu'on nous comprenne bien: l'engagement des États-Unis envers la sécurité d'Israël est inébranlable. Notre amitié avec Israël est profonde et durable. […]

[…] Le peuple juif a forgé un État réussi sur sa patrie historique. Israël mérite d'être reconnu. Il mérite des relations normales avec ses voisins. Et les amis des Palestiniens ne leur rendent aucun service en ignorant cette vérité […]

[…] Chaque partie a des aspirations légitimes, et c'est bien cet aspect-là qui rend la paix si difficile. Et l'on ne pourra sortir de l'impasse que lorsque chaque partie se mettra dans la peau de l'autre, de façon que chaque partie voie le monde à travers les yeux de l'autre. Voilà ce que nous devons encourager. Voilà ce que nous devons promouvoir.

En attendant, les Palestiniens sont toujours bannis de leur patrie ; leurs logements sont détruits par de monstrueux engins mécaniques, et un mur odieux, bien plus élevé que celui de Berlin, les sépare les uns des autres. Obama aurait mieux fait de reconnaître que les Israéliens eux-mêmes sont désormais las de voir les ressources de leur pays gaspillées en dépenses militaires, ce qui les prive de la paix et de l'accès à des moyens de vie élémentaires. À l'instar des Palestiniens, ils souffrent les conséquences de ces politiques imposées par les États-Unis et par les secteurs les plus militaristes et les plus réactionnaires de l'État sioniste.

Tout en relevant ces défis de conflit et de révolution, nous devons reconnaître aussi et nous rappeler que […] la paix véritable dépend de la création des chances qui rendent la vie digne d'être vécue. Pour ce faire, nous devons faire face aux ennemis communs de l'humanité : les armes atomiques et la pauvreté, l'ignorance et les maladies.

[…] On n'y entend goutte à ce galimatias du président étasunien devant l'Assemblée générale ?

N'empêche qu'il prône aussitôt après son inintelligible philosophie : Pour éloigner le spectre de la destruction massive, nous devons œuvrer de concert pour poursuivre la paix et la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires. Ces deux dernières années, nous nous sommes engagés sur cette voie. Depuis notre Sommet de Washington sur la sécurité nucléaire, près d'une cinquantaine de nations ont pris des mesures pour garantir leur matériau nucléaire contre les terroristes et les contrebandiers.

Peut-il exister pire terrorisme que la politique agressive et belliciste d'un pays dont l'arsenal d'armes atomiques peut détruire plusieurs fois la vie humaine sur cette planète ?

Mais Obama continue de nous faire des promesses : Les États-Unis continueront de travailler à l'interdiction des essais d'armes nucléaires et de la production de la matière fissile nécessaire à leur production.

Et nous avons commencé à marcher dans la bonne direction. Et les États-Unis se sont engagés à remplir leurs obligations. Mais, tout en les remplissant, nous avons renforcé les traites et les institutions qui contribuent à stopper la prolifération de ces armes. […]

Le gouvernement iranien ne peut prouver que son programme est pacifique. […]

Quelle scie, de nouveau ! Mais cette fois-ci l'Iran n'est pas seul : il est en compagnie de la République démocratique et populaire de Corée.

La Corée du Nord doit prendre des mesures concrètes pour renoncer à ses armes et à son attitude belligérante contre le Sud. Il existe un avenir de plus grandes possibilités pour les peuples de ces nations si leurs gouvernements respectent leurs obligations internationales. Mais s'ils continuent de marcher à l'écart du droit international, ils devront faire l'objet de plus fortes mesures de pression et d'isolement. C'est ce que réclame notre attachement à la paix et à la sécurité.

À suivre demain.

Fidel Castro Ruz
Le 25 Septembre 2011

Suite de la page (17)

la blague politique la plus en vogue. Celle-ci divisait la Russie en deux camps : l'un pro-Poutine, l'autre pro-Medvedev, l'énigme étant de savoir à quel camp appartenait Medvedev lui-même. En cédant de son plein gré la place à son mentor politique, Dimitri Medvedev démontre que, durant ses quatre années de présidence, les différences de points de vue entre les deux hommes étaient factices. Medvedev devait incarner le visage libéral, modernisateur, proche des valeurs démocratiques occidentales, quand Poutine représentait l'aspect patriarcal, conservateur et nationaliste du pouvoir russe. La loyauté sans faille du futur ex-président lui permet de ne pas disparaître dans un placard de la haute administration.

«L'intrigue d'une concurrence politique entre les deux hommes était artificielle, analyse le politologue Konstantin Simonov. Medvedev est l'élève de Poutine et n'est pas prêt à lui tenir tête.» Bon nombre d'observateurs estiment que la compétition affichée entre les deux têtes de l'exécutif a surtout servi à élargir l'assise du pouvoir. Un souci constant chez Vladimir Poutine : l'ancien agent du KGB a toujours déployé beaucoup d'énergie pour s'inventer des opposants qui ne lui tiendraient pas trop tête.

(*) Touché par la limite constitutionnelle de deux mandats consécutifs, il avait dû quitter le Kremlin en 2008.

Le Journal du Dimanche
24 septembre 2011

Les Dernières Nouvelles de Paris

Par Dr Antoine Fritz PIERRE

La période considérée va du mois de mai au mois d'août 2011. Pas moins d'une dizaine d'événements mondains ont égayé la communauté haïtienne de Paris, allant de la rencontre informelle des copains chez le Dr Jean Métellus à la traditionnelle rencontre sportive du début d'août au stade Ladoumergue à la Porte de Pantin avec notre ami Pegguy, en passant par la journée des association de la PAFHA à la Bourse de travail de Saint-Denis. Tout était fait pour nous détendre et nous amuser ; la réussite fut quasi unanime.

La première manifestation d'importance fut la rencontre le samedi 14 mai chez le Dr Métellus pour un déjeuner amical. Une rencontre qui tend à se répéter de plus en plus avec les intimes du Docteur qui ne comptent pas moins d'une douzaine d'amis presque tous des retraités. On y retrouvait dernièrement entourant le couple Métellus et deux de ses enfants, les couples Talleyrand, Bernard, Hermann, Pierre à coté des célibataires Lescot, Délerme et bien d'autres invités. Les discussions allaient bon train sur la situation du Pays et des rappels de souvenirs d'étudiants que nous fûmes, il y a plus d'une quarantaine d'années. Des débats fort animés que n'arrêtèrent pas les dégustations de plats haïtiens très délicieux.

Le second événement du mois de mai fut la commémoration de l'anniversaire du drapeau le 18 mai à la mairie du 17e arrondissement de Paris. Une rencontre qui réunit chaque année depuis 2007 une brochette d'invités de la communauté et divers autres amis parisiens d'Haïti. L'apparition du drapeau dans la lutte révolutionnaire des esclaves de Saint-Domingue et les avatars subis au cours du temps par le bicolore, demeurent la base d'interventions de tous les invités de l'ambassade d'Haïti à Paris depuis le début de cette manifestation. Chacun des différents intervenants a traité ces sujets à sa manière et a plus ou moins bien intéressé le public qui est resté fidèle à ce moment de communion communautaire très couru. Cette année ce fut le tour de l'écrivain Leslie Péan qui a su maintenir l'attention du public jusqu'au bout. S'en sont suivies des dédicaces du dernier ouvrage de Péan sur le mouvement de grève des étudiants haïtiens en 1960 sous le gouvernement de François Duvalier.

Le 21 mai l'Association des Taxis Haïtiens de Paris avec son groupe de mécénat a eu à recevoir et présenté à son public à Saint-Denis, non loin de Paris, deux poètes et leurs œuvres. Il s'agit du musicien poète Henri Laurent avec Poètes sans Ecoles et de l'écrivain poète Guy Cétoute avec son ouvrage, Grâce 1. Je donne la parole à ce dernier qui a fait un compte rendu très poétique de cette soirée pleinement réussie.



La FONDESSA offre aux jeunes filles de la communauté haïtienne en France l'occasion de concourir au titre de Miss de beauté

Une belle et sobre soirée culturelle à ATHP

« Début de la soirée. Mot de bienvenu du Président de ATHP (Association des Taxis Haïtiens de Paris, *ndlr.*) Wilson Bonhomme qui a rappelé les quatre années de soutien aux écrivains et artistes de l'institution qu'il dirige. Suivra lecture de texte par Violande et Berlioze.

« Programme en trois séquences. Tout était réglé comme une partition musicale, qu'il fallait suivre à la lettre ; temps de parole des présentateurs des œuvres des auteurs précédé de lecture de texte, suivi de temps de parole des auteurs eux-mêmes, précédé également de lecture de texte, enfin moment de débat où les deux auteurs se trouvaient face à l'assistance ?

« Phase 1 : Présentation de « Poètes sans Ecoles » de Henri Laurent par Guy Cétoute. Après lecture du texte : « Souple » par Violande, le présentateur a énuméré quelques grandes lignes de lecture qui disent la nature de l'œuvre donnée pour être un recueil de textes réunissant poèmes et chants pour la plupart écrits en créole dont les auteurs sont, soit des collectifs ou groupe choral, soit des individuels. Corpus de textes auquel on reconnaît deux valeurs : une valeur patrimoniale et une valeur littéraire.

Pour leur finalité, ce sont des écrits engagés visant à présenter une autre face d'Haïti, celle du pays profond des laissés pour compte vivant en marge de la société officielle. Par ailleurs faisant référence au titre du recueil, le présentateur croit y déceler une intentionnalité implicite de promouvoir un courant littéraire anti système ou anti école qui serait à contre courant des Ecoles déjà existantes.

« Intervention de Henri Laurent. Pour lui son œuvre est le produit d'un « bricolage » de textes, vrai mélange de dits et de non dits, dont les deux sources sont les livres et la discographie. Pour ce qui est de ses objectifs, il s'agit pour lui, d'une part de pratiquer la mémoire comme critique de la mentalité pétrifiée en une société extravertie, c'est-à-dire tournée vers l'extérieur, et d'autre part d'abattre le malheur. Il faut à tout prix parvenir à la « non exclusion ». Par ailleurs, Henri Laurent insistait lourdement sur le fait qu'il n'avait pas « l'intention de supplanter les textes, histoire de dire qu'il ne voulait pas promouvoir d'école littéraire.

« Phase 2 : Présentation de « Grâce 1 » de Guy **Cétoute par le docteur Antoine Fritz Pierre**. Après lecture de texte par Berlioze, le présentateur, dans son exposé, dégageait quatre axes d'analyse.

« Le premier axe insistait sur sa vision de l'œuvre, qu'il dit être un petit livre pesant de 19 lettres totalisant 124 pages et aussi traitée de condensé féerique d'une entité en elle-même pour elle-même dont chaque lettre est une création littéraire. Il a relevé également l'élégance de l'écriture dont on tombe sous le charme.

« Le deuxième axe s'attachait à ce qui est de l'ordre de la poétique touchant à l'organisation de l'œuvre dont le seul ordre perceptible c'est l'ordre linéaire non chronologique et générique. On a appris que « Grâce 1 » appartient au genre épistolaire actuellement moribond par absence d'épistoliers, qui nous fait renouer avec les traditions classiques.

« Le troisième fait référence à un point de psychologie qui a fait l'objet de commentaires sur la personnalité de Cétoute dans les deux occurrences suivantes relevées dans deux missives : une première là où l'auteur a écrit à propos de son « être viscéralement triste » et « viscéralement désargenté ».

« Le dernier a fait fond sur l'analyse détaillée de quelques lettres :

6e lettre : petit chef-d'œuvre en elle-même.

7e lettre : elle est consacrée à la vie onirique

5e lettre : elle est considérée comme le point d'orgue tant par sa longueur, 10 pages, et son contenu, un résumé de 75 ans de la vie tumultueuse à Saint-Germain-des-Prés. Un texte à la fois narratif et descriptif dont docteur Pierre a sollicité la lecture de l'incipit par Violène. Et puis, dans un moment de digression qui l'amenait à se lamenter sur l'incapacité du peuple haïtien et ses dirigeants à apprécier ses créateurs, à ce moment précis le disque s'est rayé…Vaincu par l'émotion, l'orateur ne pouvait plus articuler. Silence. Comme la voix ne venait pas, on a compris alors qu'il ne pourrait pas aller jusqu'au bout d'une brillante analyse qu'il avait si bien commencée. Il lui est arrivé ce qui était arrivé à Jésus devant la ville de Jérusalem sur laquelle il pleurait. Ce fut un grand moment indicible de pathos.

« Intervention de Guy **Cétoute.** L'auteur a avoué n'être pas à même de parler de son œuvre parce qu'il ne la fréquentait plus une fois publiée, et que c'était la lecture détaillée de docteur Pierre qui la lui remettait en mémoire. Puis il a confessé sa surprise devant les bonnes notes attribuées à une œuvre à laquelle il ne croyait pas tout à fait.

« Le débat. Les débats entre les deux auteurs et l'assistance ont fait l'objet de la troisième séquence avant de laisser la place à la longue vente-signature. Sans oublier le moment de rafraîchissement et de grignotage qui se faisait en parallèle, une chose ne pouvant empêcher l'autre.

« Fin de soirée. Chacun a eu son compte d'émotion. Et à la fin, le président Bonhomme pouvait affirmer, en aparté, l'air satisfait, nous avons réussi le coup… Lui, il faisait référence à un point capital, dans le dispositif général, savoir la vente des livres. Apparemment beaucoup des invités sont passés se faire signer leurs deux exemplaires par les deux auteurs.

« Une très bonne soirée littéraire



De gauche à droite : deux membres haïtiens du jury, Mr Robert Faton et Mme Gusti Gaillard, le récipiendaire Weber Arthus, et deux français du jury, la présidente Mme Lanterieur et Mr Robert Franck

rehaussée par la présence de Kassi Assemian, directeur de la librairie-Edition Anibwe où les deux livres ont été édités ! »

Le 25 mai 2011, le politologue et écrivain Sauveur Pierre-Etienne présentait son dernier ouvrage à la Maison de l'Amérique latine dans la petite salle remplie comme un œuf. Notre ami Elliott Roy a eu à présenter l'écrivain qui remercia et enchaîna immédiatement sur le caractère principal de son livre : Haïti, la République Dominicaine et Cuba. C'est un essai comparatif sur la construction et la formation de l'Etat dans ces trois pays caribéens. Un essai de sociologie d'histoire et non pas un livre d'histoire insista très longuement l'auteur. C'est un pavé de 440 pages dans lesquels peut facilement se noyer un lecteur moyen pas trop au fait de nombre de concepts permettant de faire les nuances entre histoire et sociologie de l'histoire.

Samedi 25 mai 2011. A̱la cité universitaire de Paris au Boulevard Jourdan, l'Association Pour Haïti avait organisé une séance de présentation de poèmes du Dr Talleyrand. La lecture de ces quelques poèmes a été assurée par notre amie Anne Marty, professeur et écrivaine spécialiste de littérature haïtienne. On remarquait la présence de plusieurs personnalités dont l'ancien ambassadeur français en Haïti, M. Dorin ainsi que de nombreux autres amis, comme Jean-Claude B. Cambronne que nous allions retrouver un peu plus tard à la Maison d'Haïti.

En effet, notre ami Cambronne était venu de la Belgique nous présenter son livre tout en nous donnant des nouvelles des autres copains (Joseph Roney qui se meurt lentement….)

Le Chant des Ténèbres, Mort lente au Fort-Dimanche. Les Editions DAMI ; Montréal juin 2009.

Ce sont des récits dans lesquels l'auteur essaie de rendre supportable la lente agonie des hommes et des femmes dans un environnement qui demeure quand même dramatiquement inhumain.

Le mois de juin nous a offert trois événements culturels d' »importance ; une soirée de présentation d'ouvrages et d'auteurs poètes ou écrivains ; c'était le mercredi 22 au musée du Montparnasse à Paris; le samedi 25, la Maison d'Haïti recevait la députée de Paris, Mme George Pau-Langevin, responsable au parlement français du Groupe Amitié France-Haïti. Elle en a profité pour nous présenter son ouvrage autobiographique : **Représenter le peuple français**. Une très agréable soirée en compagnie d'une grande dame dévouée et fort sympathique. Et le lundi 27 juin, ce fut une immense joie pour notre ami Weber Arthus qui a vu ses efforts couronner des lauriers de la réussite au doctorat d'histoire à la Sorbonne pour sa thèse intitulée : **La politique étrangère du président François Duvalier de 1957 à 1971**.

Suite à la page (18)

Dessalines En poésie et en musique



Pour commémorer le 205ème anniversaire de l'assassinat du fondateur de la Nation Haïtienne, Jean-Jacques Dessalines, Haiti Liberté et Grenadier books vous invitent à une grande soirée culturelle en mémoire de l'immortel et célèbre révolutionnaire.

Avec la participation de plusieurs artistes particulièrement le grand et talentueux Guesly Morisseau (Ti Gousse), le poète Tony Leroy et tant d'autres poètes…

Vous êtes tous invités

Samedi 15 Octobre 2011
7 pm

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY

Donation $20.00

Information 718 421-0162

Commémoration de l'assassinat de Dutty Boukman



Samedi 29 Octobre 2011
Grande activité culturelle avec le groupe Black Mistic pour commémorer le 220ème anniversaire de l'assassinat de notre héros national Dutty Boukman assassiné le premier novembre 1791

En première partie : Une petite réflexion sur la guerilla de Boukman
Deuxième partie le groupe Black Mistic

Samedi 29 Octobre 2011
1583 Albany Ave Brooklyn, NY
7h PM

Donation $ 20.00

Informations
718-421-0162

Plus nos enfants grandissent plus il nous faut être là !

En ces temps troublés où l'éducation de nos enfants et de nos jeunes est mise à mal, où les doutes s'insinuent partout, où les vérités sont bafouées, où les culpabilités de toutes sortes sont agitées pour imposer une chape de plomb, où le relativisme s'impose en loi, où les apparences remplacent les consciences, où le tout de suite est de rigueur, où le vernis et le déguisement remplacent le jugement, où les audits d'opinion tiennent lieu d'analyse, une réalité s'impose à tous : celle du lien authentique à tisser et à consolider absolument entre les membres d'une même famille, entre les groupes et éléments de nos sociétés.

« Petits enfants petits tourments ; grands enfants grands tourments » disions-nous auparavant. C'est encore plus vrai aujourd'hui. On le voit dans les flots de violence et de manque de respect qui nous assaillent de partout. Et ce ne sont pas les nouveaux moyens de communication, pourtant multiples et divers, qui enrayent cette avalanche.

Internet, même si c'est un bel outil, fait illusion. Parce que mal employé ou abusivement par tous les jeunes qui trompent leur solitude en s'y laissant embarquer à outrance.

Il faut du dialogue, oui, mais aussi des repères éclairants.
Il faut de l'écoute, oui, mais aussi des règles.
Il faut de la liberté, oui, mais aussi du labeur.
Il faut du collectif, oui, mais aussi de l'intériorité.
Il faut des convictions, oui, mais aussi de l'altérité.
Il faut de l'ambition, oui, mais aussi du respect.
Il faut des débats, oui, mais aussi du silence.
Il faut des ordres, oui, mais aussi de l'amour.
Il faut des moyens, oui, mais aussi de la création.
Il faut des talents, oui, mais aussi des efforts.
Il faut du mouvement, oui, mais aussi de la paix.
Il faut de la matière, oui, mais aussi du sacré.

C'est question d'équilibre et d'idéal, c'est question d'attention et de fraternité. Sinon nous risquons la dérive ou l'éclatement.

Boris Cyrulnik montre le chemin de la résilience (rien n'est perdu à jamais) ; Noam Chomsky dévoile admirablement que ce qui est humain nous concerne tous et l'engagement en premier ; Hector Poullet affirme avec justesse que « tous les hommes sont des créoles » ; Errol Nuissier pointe le risque premier « tout ceci est aggravé par la société capitaliste qui veut que les puissants ne sont pas ceux qui ont de la chance , mais ceux qui ont écrasé les autres » ; Usain Bolt est champion par son courage et sa confiance; Rosa Parks est lumière par sa détermination ; Frère Francklin Armand demeure prophète de l'espérance envers et contre tout. Voilà des jalons (parmi d'autres) sur nos routes pour nous épauler. Et surtout aider les jeunes à avancer au large en continuant de s'appuyer sur des adultes qui n'abandonnent pas ni ne démissionnent !

Jean-Marie GAUTHIER
Conseiller Principal d'Education
Au L.P.P. de Blanchet
(Basse-Terre - Guadeloupe)